Parti Socialiste
Convention nationale à Paris
9 et 10 novembre 1985

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Jean Poperen (Rapport d'activité - Désignation des candidats du Parti Socialiste aux élections législatives et régionales) 3
Lionel Jospin 10
Gérard Lindeperg 11
Le Fur (Morbihan) 14
Daniel Eyraud (Seine-Maritime) 16
Alain Barrau 17
Yvette Roudy 19
Jean-Paul Rousseau 21
Yvon Deschamps (Rhône) 23
Guy Poirier 25
Marcel Debarge 27
Alain Le Vern 27
Véronique Neiertz 28
Dominique Strauss-Kahn (Rapport sur le programme) 29
Jean Poperen 36
Marcel Debarge 39
Le président (Louis Le Pensec) 41
Gérard Gaume 41
Jacques Huntzinger 46
Bernard Thareau 49
Raymond Douyères 52
Michel Rocard 55
Jean Grimont 65
Jean-Luc Mélenchon 66
Jean-Pierre Chevènement 69
Gérard Fuchs 80
Alain Barrau 83
Marie-Noëlle Lienemann 87
Michel Debout 91
Jean-Claude Boulard 95
Lydie Dupuy 98
Philippe Farine 99
Geneviève Domenach-Chich 101
Pierre Montoya 102
Le président (André Billardon) 104
Lionel Jospin 105

Fondation Jean-Jaurès

Le président (Claude Estier)..... 120
Jean Poperen (Rapport sur le dispositif électoral) 120
Pierre Hiard (Somme) 123
Jean-Pierre Godefroy (Maire de Cherbourg) 125
Lucien Delmas (Premier secrétaire de la Dordogne)..... 125
Jean-Claude Pavis (Orne)..... 126
Un délégué (Puy de Dôme) 127
Jean Motroni (Haute-Corse)..... 127
Jacques Hortala (Aude) 128
Poitevin (Doubs)..... 128
Le premier fédéral de l'Aisne..... 128
Jean Poperen..... 128
Dominique Strauss-Kahn (Rapport sur les propositions du Parti)..... 133
Gérard Fuchs 137
Dominique Strauss-Kahn 137
Jules Clermont..... 137
Dominique Strauss-Kahn 137

Séance du samedi 9 novembre 1985 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Je déclare ouverte notre Convention.

Vous savez que nous avons pour ce week-end un ordre du jour chargé puisque nous devons discuter à la fois des listes électorales du Parti et du programme ensuite.

Nous allons commencer ce matin par le problème des listes et je vous propose la méthode de travail suivante.

Dans un instant je vais donner la parole à Jean Poperen pour son rapport. Ensuite nous ouvrirons un débat, mais un débat dans lequel je demande à ceux qui voudront intervenir de ne pas intervenir sur des problèmes particuliers, ce sera le travail de la Commission électorale qui siégera à partir du début de l'après-midi.

Donc ce débat doit être simplement un débat général et je demande à tous ceux qui veulent intervenir dans ce débat qui suivra le rapport de Jean Poperen de se faire inscrire dès maintenant auprès de Françoise Seligmann, afin que nous puissions, dès la fin du rapport de Jean Poperen, organiser ce débat.

Cet après-midi il y aura donc d'une part la Commission électorale qui travaillera, et nous engagerons la discussion sur le rapport de Dominique Strauss-Kahn sur le programme.

Puis en fin d'après-midi, sans doute siégera une Commission des résolutions. Nous verrons cela au fur et à mesure.

Ce matin, rapport de Jean Poperen, débat, et ceux qui veulent intervenir dans ce débat se font inscrire auprès de Françoise Seligmann. Je vous en remercie à

Fondation Jean-Jaurès

l’avance et donne la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen (Rapport d’activité - Désignation des candidats du Parti Socialiste aux élections législatives et régionales)

Chers camarades, la présente Convention nationale va donc être le dernier acte de la mise en place de notre dispositif, électoral. Cette opération aura été longue : elle se sera échelonnée sur plusieurs mois. Elle aura été délicate, dans quelques cas difficiles, comme toujours lorsque le choix politique s’exprime en choix de personnes.

Au seuil de ces deux journées, un optimisme de commande serait mal venu ; et il ne serait pas bon de préjuger le résultat de nos travaux. Mais le Secrétaire national aux élections se croit autorisé à vous dire que, sauf accident nous devrions parvenir, dans de bonnes conditions, à la présentation dès demain de l’ensemble de notre dispositif électoral. Cela dépend maintenant de nous tous, ici rassemblés.

Bien entendu, le dispositif électoral ne fait pas le résultat des élections. Le nombre de sièges dépend du nombre de voix ; et le nombre de voix dépend de notre réussite politique.

La réussite de notre action est là : nous avons démontré qu’après les inévitables soubresauts de la mise en place des grandes réformes, nous avons su gérer dans la crise, engager le redressement économique et la modernisation. Nous avons su gérer mieux que les autres ; et nous démontrons que c’est grâce à nos réformes que nous gérons mieux.

Nous avons quelques mois pour transformer la réussite de notre action en réussite politique, c’est à dire gagner les larges secteurs hésitants de l’opinion à cette idée simple, que c’est nous qui pouvons poursuivre ce qui a été entrepris, tandis que les autres ne seraient que des démolisseurs. Continuer le progrès, comme annonçait notre Congrès de Toulouse voilà un mois, ou démolir.

Quelques mois pour montrer ce que signifie "poursuivre" dans les prochaines années, et d’abord à quelles conditions économiques, sociales, toutes les forces vives du pays peuvent se rassembler pour une nouvelle croissance, pour faire reculer le chômage.

Quelques mois, en même temps, pour montrer, après avoir déjà gagné tant d’espaces nouveaux de liberté, pour les travailleurs, les femmes, les plus démunis, quels sont les nouveaux objectifs dans la voie d’une société plus libre, plus juste, mais aussi plus fraternelle et moins inquiète.

C’est tout cela que nos propositions programmatiques vont exprimer, et que diront nos candidats aux élections législatives et régionales, avec tout le Parti, avec tous ceux qui, n’étant pas Socialistes, savent maintenant que c’est avec et par nous que l’avenir se fait.

Campagne de rassemblement pour continuer le progrès. Rassembler : c’est ici que l’on mesure l’importance du dispositif électoral. Le dispositif électoral ne fait pas le résultat des élections mais il y contribue beaucoup.

La ligne constante de la direction de notre Parti, exprimée par son Comité

directeur au printemps dernier, réaffirmée avec éclat par notre Congrès de Toulouse, a été de préparer un dispositif électoral qui permette de rassembler les forces les plus larges et les plus diverses du mouvement de progrès. Cette persévérance, cette obstination procèdent de la constatation que le Parti Socialiste est décidément devenu le pôle de rassemblement à Gauche. Cette constatation, nous l'avons tous faite, elle s'impose comme une évidence. Mais il ne suffit pas de l'enregistrer, il faut en tirer toutes les conséquences pratiques, nous donner tous tes moyens de jouer notre rôle de catalyseur des énergies à Gauche, dans le face à face Gauche/Droite, qui commande la vie politique en France, comme d'ailleurs dans toutes les grandes démocraties modernes.

La concrétisation de cette réalité nouvelle, si contraignante qu'elle soit, ne pouvait aller sans problème, sans embûche. Et cela d'autant que nous devions appliquer notre volonté de rassemblement à un mode de scrutin nouveau, qui, sous cette variante de la proportionnelle à la plus forte moyenne, n'avait jamais été vécu en notre pays. Comme toujours, seule l'expérience permettra d'en mesurer les effets politiques. Mais, aujourd'hui, il est permis de dire que s'il y a quelques désordres et mécomptes - qui sont le lot de toute innovation - ceux-là sont, au stade actuel, très en deçà de ce que l'on pouvait redouter voilà six mois, lorsque nous avons commencé le travail de préparation du dispositif électoral.

Certaines décisions, rendues inévitables par le remaniement de la carte électorale, ont été humainement pénibles. Des camarades qui ont rempli avec efficacité et dévouement le mandat que, sur proposition du Parti, le suffrage universel leur avait confié, ont dû envisager de cesser leur activité parlementaire. Ils y étaient légitimêment attachés ; mais, après bien d'autres preuves de leur dévouement à notre combat commun, c'en est une encore qu'ils ont donnée en renonçant à leur mandat parlementaire. Cela ne peut être indifférent à aucun d'entre nous, à nous tous qui savons le prix qu'un militant attache à ce qu'il accomplit, à la réussite de son engagement individuel dans l'engagement collectif. Nous savons que tous, là où ils seront dans la prochaine période, continueront de servir notre cause commune : avec la chaleur de notre fraternité de combat, nous leur exprimons notre gratitude et nos vœux de réussite pour leurs nouvelles tâches.

L'esprit de responsabilité des camarades a donc beaucoup contribué au résultat que nous pouvons espérer aujourd'hui, à la mise en place d'un dispositif efficace et cohérent. On le sait, les contraintes en ce domaine sont multiples et peuvent être contradictoires : diversité sociologique, diversités géographiques de beaucoup de nos départements, nécessité d'une représentation plus équitable des femmes, équilibre enfin entre les divers courants de pensée qui composent le Parti.

Pour parvenir à des solutions à la fois équilibrées et efficaces, nous avons considéré qu'il convenait de combiner une procédure démocratique et un accord politique d'ensemble. La procédure démocratique s'est située à mi-chemin du vote bloqué et du vote sauvage. Elle permettait l'intervention des militants, elle ne laissait pas le champ libre au hasard. La responsabilité confiée aux Commissions exécutives fédérales de formuler des propositions, le choix confié

aux militants entre des solutions alternatives, et finalement pour les listes législatives, la ratification - prévue dans nos statuts - par la Convention nationale assurent cet équilibre entre l'expression démocratique des militants et la responsabilité d'initiative et de conclusion des directions fédérales et nationales. Ainsi se trouve ménagée une voie entre l'impuissance du désordre et le centralisme autoritaire. Nous n'avions pas besoin de cette épreuve pour savoir que cette voie est étroite et difficile - la voie de la démocratie. Elle est, à chaque pas, périlleuse.

Les autres peuvent bien ironiser sur les délais de nos procédures, sur certaines de leurs péripéties. Nous sommes fiers d'être la seule grande formation politique - je dis bien la seule - où l'expression militante participe effectivement au choix des candidats aux élections. Nos candidats ne sont pas, chez nous, nommés d'en haut, comme ils le sont ailleurs par un décret de Chirac et de son Toubon, ou de Le Pen et de son Stirbois, ou du tandem d'Ornano/Mestre, ou encore par les vertus de ce qu'on qualifie, par antiphrase sans doute, de "centralisme démocratique". Chez nous, les militants ont la parole ; et si le cheminement est plus laborieux, le résultat - une fois atteint - est plus solide.

La démocratie, c'est aussi l'efficacité. Par nos méthodes, la cohésion entre les candidats, les élus et l'ensemble des militants est plus confiante, plus solide.

Mais il est vrai que nous devons, à chaque pas, veiller à ce dosage des interventions des directions et de la base militante. Si la direction ne doit pas être omnipotente, elle ne doit pas être impuissante.

Tant de contraintes souvent contraires sont prétexte à des critiques, souvent contradictoires. Celles-ci n'ont pas manqué durant tous ces derniers mois, et sans doute ne manqueront-elles pas durant ces prochaines heures. Et c'est dans l'ordre des choses : la démocratie, c'est la critique ; mais ce ne doit pas être la paralysie. Les directions ont pour fonction, entre autres, d'être critiquées ; elles ont aussi pour fonction, à l'occasion, de diriger.

Et, en tous cas, il n'est pas de bonne méthode de leur reprocher tout et son contraire, d'entonner à pleins poumons l'air du basisme simplement parce qu'on veut faire ses petites affaires entre soi ; après quoi on tire la sonnette d'alarme de la Direction nationale quand ces affaires là vont mal. Il n'est pas de bonne méthode de se plaindre à la fois que la direction dise son mot et de lui reprocher de ne pas parler assez fort.

La "basisme" n'est d'ailleurs trop souvent que l'alibi ou le paravent de combinaisons locales où la part du choix politique n'est pas toujours prépondérante.

Et les commodités de notables inclinent parfois à soustraire les décisions aux régulations dont la Direction nationale a la responsabilité, plutôt qu'à provoquer une véritable intervention démocratique, qui implique, autour du choix des candidats, un débat, un véritable débat politique. Car ce choix des candidats - et tout particulièrement quand il s'agit des candidats à l'Assemblée Nationale - est d'abord un choix politique. Et il est rare que les oppositions qui se présentent comme tenant aux personnes n'aient pas, surtout dans les circonstances actuelles, un fondement politique.

Tous les critères, bien sûr, ont leur importance. Mais enfin, ce qu'il nous faut surtout ce sont des hommes et des femmes accrochés au terrain, ayant le contact populaire, capables de gagner. Et ensuite, demain, qu'ils soient, qu'elles soient des députés capables d'affronter une période qui - quelque soit le résultat de mars 1986, quelle que soit la majorité de demain - sera une période politiquement complexe, difficile, des députés fermêment engagés dans le sillon de gauche, tranquilles sous les pressions de ceux qui aujourd'hui nous poussent si fort vers les dérivations qui seraient notre perte.
Et cela vaut partout : observons qu'il n'y a pas de département "noble" ni de département indigne, tous les départements méritent le dévouement des meilleurs d'entre nous.
Nous avons pensé à tout cela en préparant les listes, nous devrons y penser en ces deux jours, au moment de conclure. Et les suggestions qui, parfois, nous sont faites, avec plus ou moins d'insistance, ont d'autant plus de valeur qu'elles prennent en compte ces critères politiques.
La direction du Parti a veillé à ce que la représentation des femmes en position d'élection soit, sur nos listes, en conformité avec nos propres engagements et surtout avec les exigences du combat politique. Force est de constater que le vote militant est plutôt allé en sens contraire. La Convention nationale, là aussi, devra prendre ses responsabilités.
Nous avons eu en même temps - nous avons, ces deux jours encore - à tenir compte de la diversité de notre Parti. Notre Parti est ainsi fait. Je suis de ceux qui sont profondément convaincus que cette diversité fait sa force et lui vaut, pour une part, la confiance, le préjugé favorable des Français. Tout ce qui mutilerait cette diversité serait pervers.
Assumer cette diversité, c'est assurer la représentation de l'ensemble des composantes de notre Parti aux divers échelons de direction, c'est l'assurer aussi dans les groupes d'élus. Deux actes ont concrétisé cette volonté : l'accord du 6 juillet, le Congrès.
Pouvait-on faire autrement ?
Chers camarades, pas d'accord, pas d'engagement commun, c'était le choix sauvage.
Je vous laisse penser le spectacle que nous offririons aujourd'hui : et je ne suis pas sûr que le résultat politique répondrait à certaines espérances parfois affichées. Là encore, nous avons choisi une voie contraignante, mais sûre.
Les contraintes, elles étaient d'abord pour nous, croyez-le bien, et notamment pour celui que vous parle, et pour le Premier secrétaire. Quant à moi, je ne m'en plains pas : cela fait partie des devoirs de ma charge. Mais le premier devoir de ma charge c'est d'appliquer ce qu'ensemble nous décidons. Il me paraît donc malséant que quelques uns - fort peu nombreux, et tant pis pour eux - me reprochent de remplir ce devoir, je fais - ou je m'efforce de faire - ce que nous avons décidé en commun. C'est de ne pas le faire qui mériterait reproche.
Et puisqu'il y a un accord - ou plutôt deux accords, celui qu'a scellé le Comité directeur du 6 juillet, celui qu'a consacré le Congrès d'octobre - puisqu'il y a accord, il faut l'appliquer.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons tous voulu la synthèse à Toulouse. Il faut aujourd'hui achever de la mettre en œuvre. Cela implique de tenir ce qui avait été convenu, le tenir partout, sauf si, d'un commun accord, on devait constater que des données nouvelles prévalent. De même, il convient de vérifier si les règles du jeu ont été respectées, les règles que nous nous sommes fixées ensemble : il apparaît que, dans certains départements, ce n'est pas le cas. La Convention aura donc à faire prévaloir la volonté commune, qui est aussi le bon sens. Dans quelques circonstances aussi, les procédures sur lesquelles nous nous étions entendues, n'ont pas été appliquées. Il nous revient de corriger.

Il ne nous reste à procéder qu'à quelques ajustements pour les listes électorales législatives, mais les cas litigieux sont plus nombreux pour les listes régionales. La Commission du Bureau exécutif a préparé les dossiers : il nous faut maintenant décider d'ici à demain.

D'abord, donc, notre propre cohésion. Et, à partir de là, rassembler. Me faut-il répéter ici ce que j'ai dit devant le Congrès de Toulouse : nous savons, nous comprenons tous combien il peut être difficile pour des militants Socialistes, qui, des années durant, ont lutté, jour après jour, pour construire le Parti, élargir son influence, puis arracher un siège de député, combien il leur est difficile d'accepter que leur élu s'efface au profit de telle ou telle personnalité non Socialiste. Qui ici ne le comprendrait ?

Mais que penser de ceux, parfois de responsabilité nationale, qui, travestissant l'esprit de parti en esprit de secte, essaient de se tailler une popularité auprès des militants en organisant la jacquerie contre ce qu'ils appellent les "parachutages" ? Surtout lorsqu'il s'agit de bons esprits qui font si volontiers le procès du "sectarisme" des autres. Je m'aperçois qu'en ce moment, ce sont les prétendus "sectaires" qui se battent pour l'ouverture de nos listes.

C'est vrai que c'est plus difficile encore lorsque nous voulons accueillir des hommes qui, dans le passé, ont pu nous combattre. Et, dans ce cas, les militants n'ont pas tort de se montrer politiquement exigeants Mais je suis sûr que, dans un parti où l'on craint si fort d'être en retard d'une mutation, on comprendra que les données de la vie politique changent. Et, de toute façon, je préfère que nous fassions l'effort d'accueillir des hommes qui, de la Droite, sont venus ou viennent vers nous, que courir après ceux qui préconisent - et, sur le terrain, pratiquent - la néo-3ème force.

Je crois qu'après beaucoup d'efforts, de patience, de difficultés - qui sont la marque de ce genre d'entreprise - je crois pouvoir dire à la Convention nationale que nous allons être en mesure maintenant de réussir un certain nombre de gestes d'élargissement de nos listes qui seront autant de signes nets pour l'opinion publique. Là encore, il reste à décider.

J'aurai sans doute dans quelques instants, lorsque certains mouvements seront terminés, quelques précisions à apporter, mais je voudrais dire dès maintenant que notre Convention nationale devait être l'occasion de stimuler par nos décisions sur les listes, comme ensuite sur les propositions programmatiques, la dynamique du Congrès de Toulouse.

(Applaudissements)

Le président - Je demande s'il vous plait aux photographes en les remerciant de leur travail, de bien vouloir quitter la salle. Je redonne la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen - Je pense que d'entrée de jeu, après cet exposé de caractère un peu général, quelques précisions sont nécessaires sur la première partie de nos travaux, c'est à dire l'ajustement entre nous des listes nationales législatives et surtout régionales.
Comme l'a indiqué tout à l'heure le président de nos travaux, dès le début de l'après midi la Commission nationale qui fonctionne depuis des mois siégera en permanence pour évoquer tous les problèmes qui peuvent se poser, afin que nous arrivions à limer les dernières difficultés qui demeurent.
Ce travail a été préparé ces derniers jours, je crois que sans trop de peine nous devrions y parvenir.
Mais dès maintenant, je voudrais donner quelques indications très rapides qu'il est possible de donner à ce stade, sur nos efforts d'élargissement. Je crois que nous devrions aboutir pour ceux ou celles à qui nous avons songé, personnalités, ministres, membres du Parti, ou personnalités extérieures au Parti.
La principale difficulté qui demeure se situe du côté du MRG avec qui nous avons mené jusqu'à hier des négociations qui sont, le temps de notre Convention, suspendues, avant leur Comité directeur de mercredi prochain.
Nous avons, de ce côté, car c'est notre appréciation, fait un effort important. Je ne veux pas développer ici, on y reviendra peut-être, allons à l'essentiel. Notre sentiment est que cet effort était tout à fait nécessaire et qu'il est bon que nous ayons un accord avec eux.
Pour y parvenir nous avons fait, en sorte que soit garantie l'élection d'un certain nombre des leurs dans des départements où traditionnellement ils ont de l'influence, à quoi s'ajouteraient des candidatures en position d'élection pour le président du mouvement, et celui des membres du gouvernement appartenant au MRG qui n'étaient pas jusque-là parlementaires... c'est-à-dire...
Cela implique que se trouve clarifiée la situation, notamment dans une région qui reste pour le MRG une région d'élection, petite, mais enfin tout de même... je veux dire le Sud-ouest, où leur insistance est très grande à ce que nous garantissions la candidature de Jean-Michel Baylet, ce qui représente pour notre fédération, compte tenu de l'histoire des dernières années, que je ne rappelle pas ici mais que vous avez présente à la mémoire, un sacrifice très considérable et qu'en tout état de cause nous ne saurions consentir cette protection, excusez l'expression mais elle est commode, à Jean-Michel Baylet, si elle ne se retrouvait pas à côté, dans le Lot, pour le secrétaire d'Etat, notre camarade Malvy. Il y a là un blocage net.
Une autre difficulté tient à la façon dont le MRG aborde cette élection. En gros il veut vivre sa vie, ce qui après tout est bien normal, tout le monde en est là, mais il veut vivre sa vie tout en bénéficiant tout de même de la vie en commun avec nous. C'est là que les choses sont un peu délicates. Il nous demande à la fois de garantir une dizaine (cela ne fera pas dix à coup sûr, mais pas très loin)

Collection Jean Jaurès

de sièges et en même temps pouvoir un peu partout présenter des listes autonomes. On pourrait considérer que c'est tout à fait incompatible et dire : faisons une liste autonome. Nous n'avons même pas dit cela, nous avons dit : examinons au cas par cas ce que nous pouvons faire et nous arrivons à 18, 19, sans trop de risques, mais on en reparlera dans les travaux qui vont suivre. Cependant, il nous demande la possibilité de faire ses listes dans d'autres départements, y compris des départements importants, significatifs ; je citerai au hasard : Paris, le Nord, le Rhône, les Bouches-du-Rhône, etc. où, en plus de la signification, du point de vue général, que cela pourrait prendre, les risques pour telle et telle élection de nos candidats, seraient réels.
Je ne veux pas revenir sur toute l'argumentation développée hier mais nous y reviendrons sûrement, le Premier secrétaire le dira fortement demain. Il faut savoir que nous leur avons dit, et nous pensons que nous ne pouvons pas aller au-delà de ce que nous avons consenti en matière de listes autonomes.
Donc, s'ils ont hier suspendu la négociation comme élément de pression - c'est tout à fait certain, c'est mon sentiment, et je crois qu'il est partagé par les camarades de la délégation de la direction du Parti - s'ils l'ont fait pour faire monter les enchères dans les trois ou quatre jours, il faut qu'ils sachent que l'avertissement que nous leur avons donné hier n'est pas tactique mais tient au fond de notre analyse. Nous n'irons pas plus loin. Nous ne pouvons pas demander les efforts que nous sommes en train de demander à un certain nombre de fédérations et d'élus, qui sont quand même considérables, et qui causent, dans un certain nombre de fédérations des difficultés très sérieuses, et en même temps les voir venir ici ou là nous "piquer des suffrages" et faire tomber des sièges. Ce serait pousser très loin le masochisme. Donc on ne peut pas bouger. Je ne dis pas qu'on ne veut pas, je dis qu'on ne peut pas, sinon on ferait une caricature d'accord qui, politiquement, nous discréditerait.
Sans doute, demanderons-nous à la Convention d'être très ferme et de dire à la fois, avec une très grande force, que nous voulons cet accord et que nous avons tout fait pour que cet accord existe. Franchement, je crois que nous avons fait beaucoup mais qu'on ne peut pas faire plus. Donc, ils prennent la responsabilité d'un accord ou non. Je pense que cela ressort très clairement de nos travaux.
Voilà ce que je voulais ajouter. Bien sûr, à cela s'ajoutent un certain nombre de considérations pour les listes régionales mais justement, dans un nombre d'endroits relativement élevé, il semble que des accords soient déjà intervenus pour leur présence sur des listes régionales, ou soient en passe d'intervenir, ce qui est tout à fait contradictoire avec la demande de la direction.
Nous leur avons cité des départements où ils revendiquaient des listes autonomes et où nous savons que déjà l'accord est fait grâce à leur présence en position intéressante sur les listes en question.
Dans ces conditions, il faut continuer dans cette direction.
Concernant les listes régionales, ce que je dis du MRG est vrai de nos autres partenaires, même si nous avons la volonté de dire qu'elle va aboutir, concrétiser, faire que demeure telle ou telle personnalité marquante... (inaudible)... soit présente sur les listes en position d'élection, il est bon qu'ici et

là, et c'est en train de se faire, quelques éléments du courant d'origine PSU, d'origine Communiste critique, d'origine centre, soient présents sur telle ou telle liste régionale. Cela fait partie des ajustements auxquels nous allons travailler dans les vingt-quatre heures qui viennent.
Voilà les compléments qui me restaient à apporter à mon rapport.

Le président - Merci. Nous allons ouvrir le débat comme annoncé au début de notre séance. J'ai reçu trois demandes d'interventions émanant du Rhône, du Morbihan et de Seine-Maritime. Y a-t-il d'autres orateurs ?...
(Liste des intervenants)
On va déjà partir avec ces noms. Cela n'exclut pas que d'autres camarades puissent intervenir ensuite.
Une seconde... Nous avons fait entrer les télévisions une par une et FR3 n'avait pas pu tourner. Nous allons attendre quelques instants pour lui permettre de le faire.
Bien. Merci beaucoup.
Je vous demande maintenant de vous asseoir et de cesser d'aller et venir, mes camarades.
La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Très brièvement, mais comme, sauf si c'était vraiment indispensable au cours de la discussion, puisque cette possibilité m'est reconnue, je n'envisage d'intervenir qu'à la fin de la Convention demain matin, je voudrais peut être insister sur un point du rapport de Jean Poperen.
Je pense qu'il est indispensable que dans nos commentaires extérieurs et aussi dans la façon dont nous allons travailler aujourd'hui, notamment en Comission des résolutions et groupe de travail, il apparaisse très clairement que ce qui pour nous constitue les bases possibles tout à fait raisonnables de l'accord avec le MRG soit bien à nos yeux et aux yeux des journalistes et de l'opinion à l'extérieur confirmé par le Parti.
Je crois que c'est extrêmement important et il serait dommage - je crois que c'était le sens du rapport de Poperen - que nous attendions dimanche matin pour que cela soit d'une certaine façon solennisé ou inscrit dans la réalité.
Donc, je voudrais vous dire que ce que nous avons esquissé, notamment les choix que nous avons à faire, un ou deux, pour que cet accord soit effectivement concrétisé en ce qui concerne les personnes. Nous devons y travailler dans la journée et nous devons obtenir, si possible dans la matinée, les réponses que nous avons sollicitées, et nous devons d'une certaine façon le dire à l'extérieur pour qu'il soit clair que c'est dans ce sens que s'oriente la Convention du Parti Socialiste, même si c'est demain peut-être que publiquement j'aurai l'occasion de le dire encore.
Voilà. C'était un point sur lequel je voulais insister : considérer que nous devons nous engager dans la journée sur ce problème, c'est très important. C'est tout.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Merci. J'ouvre donc le débat avec Gérard Lindeperg.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, notre Convention a deux objectifs : la ratification des listes électorales pour mars 1986 et le débat sur le projet de programme.
La question du programme sera abordée demain matin, mais avant que le débat ne s'engage sur le premier objectif et qu'un certain nombre de décisions ne soient prises, il me parait utile que les règles du jeu soient clairement précisées entre nous et que nous répondions à la question : quel est le rôle exact de la Convention en matière de candidatures législatives et régionales ?
La réponse, je crois, nous est apportée à deux niveaux.

- D'une part, les statuts.
- D'autre part, les décisions du Congrès de Toulouse.

En ce qui concerne les élections législatives, la lettre de nos statuts ne prête pas à interprétation. La Convention est souveraine en matière de validation des candidatures, conformément à l'article 49 qui stipule, je cite : "Avant chaque renouvellement parlementaire, le Comité directeur fixe la date d'ouverture et de clôture des opérations de désignation et le détail de la procédure de désignation des candidats, puis en dernier ressort la Convention nationale, qui a par ailleurs mandat de veillera à l'application des règles et des principes fixés par le Parti."
Par contre, concernant les élections régionales, rien n'est précisé, et pour cause puisque la rédaction des statuts est antérieure à la loi électorale et aux lois de décentralisation. Mais je dirai que, faute de la lettre précise des statuts, il faut se référer à l'esprit des statuts et, à partir du moment où les élections législatives et régionales ont lieu le même jour, dans le même contexte politique, et où elles sont tellement liées l'une à l'autre que souvent c'est le même camarade qui sert de "locomotive" aux deux lites, on voit mal comment ce qui serait valable pour l'une ne serait pas aussi valable pour l'autre.
Par ailleurs, chacun sait bien aussi que dans les départements des équilibres ont été réalisés sur la base des deux listes et que, s'il est vrai que les militants se sont prononcés par deux votes séparés, l'appréciation portée par nos camarades a pris en compte l'architecture de l'ensemble des deux listes.
Par conséquent, je pense qu'il doit être clairement établi que l'esprit des statuts ne prétend à aucune ambiguïté, les pouvoirs de la Convention doivent être identiques pour les deux types de listes.
Mais j'ai dit qu'il n'y avait pas que les statuts pour éclairer notre route. Il appartient en effet à la Convention de vérifier que les orientations et les engagements du Congrès de Toulouse sont respectés.
Je veux rappeler ici à ceux qui auraient pu l'oublier que la synthèse de Toulouse s'est faite sur trois points.

- Un accord politique.
- Un accord de direction.
- Le respect de l'accord du 6 juillet et la prise en compte des pourcentages du Congrès pour le respect de l'influence respective des diverses composantes du Parti pour la composition des listes régionales.

Convention Jean Jaurès

Mes camarades, pour que la synthèse soit respectée, il faut qu'elle repose sur ces trois pieds. Qu'il en manque un, et l'équilibre est détruit.
Sur ce point, je crois que nous avons été très clairs, aussi bien à la Commission des résolutions qu'à la tribune du Congrès, lors de la dernière intervention du dimanche matin à Toulouse.
Nous n'avons cessé de répéter depuis un mois que la synthèse ne serait validée qu'au soir du 10 novembre, lorsque interviendrait l'accord définitif sur les listes législatives et régionales.
Je voulais rappeler ces éléments en début de Convention, sans solennité excessive, mais avec la fermeté qui convient, pour souligner l'importance politique des choix que nous allons faire aujourd'hui et demain.
Cela dit, je pense que si l'ensemble des enjeux politiques est bien compris de tous, notre volonté d'aboutir doit permettre de supporter les inévitables difficultés liées au délicat exercice de composition des listes. Ces difficultés, nous les avons surmontées pour élaborer notre liste aux européennes et personne n'a contesté à l'époque, en dépit de la qualité de camarades sortants qui se sont trouvés éliminés, l'application de la règle proportionnelle qui nous a toujours guidés dans l'établissement de nos listes à présenter aux électeurs. Je ne doute pas un instant que cette Convention fasse preuve du même esprit de responsabilité, car chacun sait bien qu'il en va de notre efficacité, de notre cohésion et de notre audience auprès des électeurs. Je me rallie tout à fait à la formule de Jean Poperen de tout à l'heure lorsqu'il disait : tout ce qui mutilerait notre diversité serait pervers.
Il en va aussi du respect de la parole donnée et des engagements pris à l'occasion d'un Congrès où les décisions ont été votées à l'unanimité moins une abstention.
Sur ce point, je voudrais souligner les efforts accomplis par la Direction nationale pour faire en sorte que les décisions de Toulouse soient strictement appliquées dans les fédérations.
A cet égard, la lettre du 25 octobre envoyée aux fédérations et signée de Lionel Jospin, Marcel Debarge et Jean Poperen, était très claire et adoptait le ton de fermeté qui convient. Elle était également très explicite dans sa conclusion que je cite : s'il s'avère que les candidatures retenues ne sont pas conformes aux dispositions arrêtées, la Convention nationale du 10 novembre fera en sorte que les décisions prises par le Congrès soient respectées.
On ne peut donc que déplorer le fait que certaines directions fédérales aient refusé de diffuser cette circulaire aux militants dans quelques départements où les votes n'étaient pas encore intervenus. Il n'est pas, en effet, acceptable que les mêmes camarades qui ont voté la motion de synthèse à Toulouse et la résolution sur les élections à l'unanimité refusent de les appliquer dans leurs fédérations quelques semaines plus tard. Ce manquement à la parole donnée n'est pas acceptable et il appartient à la Convention d'assumer ses responsabilités dans tous les cas où les décisions de Congrès ne sont pas respectées.
Certains nous disent qu'il y aurait risque pour la Convention à revenir sur des votes de fédérations lorsque ceux-ci sont intervenus avant le Congrès de

Toulouse. Je considère pour ma part que sur le terrain la décision de Toulouse a bien été comprise par les militants et je ne voudrais prendre qu'un exemple, celui de ma fédération, le Rhône, où trois listes régionales différentes ont été présentées par la CEF aux militants : une de ces listes régionales respectait scrupuleusement l'accord de Toulouse, les deux autres listes ne le respectaient pas. Eh bien, c'est la première, bien qu'émanant de la minorité de Toulouse, qui est arrivée en tête lors du vote intervenu il y a quelques jours. C'est bien la preuve qu'il y a accord entre la Direction nationale et la base pour respecter scrupuleusement les engagements pris.
C'est pourquoi je crois que la Convention peut et doit exercer son rôle en toute souveraineté et de manière définitive.
Il y a, dans beaucoup de fédérations, une grande lassitude face à trop de conflits internes qui, souvent, relèvent d'ailleurs beaucoup plus de problèmes de personnes que de courants, et il est temps d'y mettre un terme. Même si ici ou là il y a, à la suite de nos décisions, quelques grincements de dents, ils seront vite neutralisés par l'immense soulagement des militants qui ont envie de se mettre en ordre de bataille contre la Droite.
C'est pourquoi tout renvoi de décision de la Convention à des Commissions exécutives fédérales serait une erreur. Sous prétexte d'établir un ultime va-et-vient entre la Convention et les CEF, nous assisterions dans une telle hypothèse à des cascades de nouvelles revendications et nous relancerions un processus conflictuel que nous ne pourrions plus contrôler.
Que, dans telle ou telle fédération à problèmes, des dirigeants nationaux de différents courants viennent expliquer solidairement les décisions de la Convention devant la CEF, ce sera peut-être nécessaire, mais il faut à tout prix éviter de renvoyer au niveau fédéral des problèmes qui peuvent être tranchés par la Convention.
Toute autre attitude risquerait de remettre en cause nos engagements vis-à-vis de nos alliés - je pense ici à nos camarades Radicaux de Gauche et à diverses personnalités - mais aussi les engagements vis-à-vis de nous-mêmes.
C'est pourquoi le 10 novembre doit être pour nous une fin et un départ, fin de notre processus de désignation, départ de notre mise en route pour la campagne contre la Droite.
Pour conclure, je voudrais terminer par une note optimiste. Nos difficultés sont réelles, mais elles sont moins graves qu'on aurait pu le redouter. Notre Parti, et Jean Poperen a bien fait de le rappeler tout à l'heure, est le seul Parti à avoir associé les militants à la désignation de ses candidats et nous pouvons en être fiers. C'est un exemple de démocratie que les Français apprécient. Cela a pu être, à court terme, une cause de difficultés, mais c'est un gage de réussite pour les mois à venir.
A l'occasion de cette Convention, sachons donc faire, les uns et les autres, les efforts qu'il convient, sachons appliquer nos engagements de Congrès, soyons en mesure de mettre un terme au processus démocratique engagé depuis plusieurs semaines. Ce sera, je crois, le meilleur moyen de lancer la campagne, de mobiliser les militants et de recréer en notre faveur le courant populaire qui

Fondation Jean Jaurès

nous permettra d'affronter la Droite dans les meilleures conditions.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Je n'ai pas voulu interrompre Gérard Lindeperg, mais je demande aux orateurs suivants de bien vouloir se tenir dans la limite de huit à dix minutes de manière à pouvoir achever ce débat avant l'heure du déjeuner.
La parole est à Le Fur, du Morbihan. Ensuite, Daniel Eyraud, de Seine-Maritime.

Le Fur (Morbihan)

J'ai pour tâche de témoigner sur la mise en œuvre de la répartition proportionnelle des différentes sensibilités dans la fédération du Morbihan.
Notre particularité, c'est d'être majoritaires motion 2, et d'avoir construit volontairement des listes dont les postes éligibles sont majoritaires motion 1, cela pour des raisons que nous jugeons d'intérêt supérieur et devant lesquelles nous nous inclinons, parce qu'elles doivent au bout du compte s'imposer aux intérêts propres de telle ou telle sensibilité.
Dans le Morbihan, nous espérons, sur la base des résultats des dernières élections cantonales, deux députés sur six et cinq Conseillers régionaux sur dix-huit. Tous les avis convergent sur cette hypothèse.
Le calendrier de désignation des candidats nous a conduits à faire tout le travail préparatoire, notamment au sein de la CEF, avant le Congrès de Toulouse. La prise en compte du poids relatif des différentes sensibilités a donc été celle que précisait le vote au Congrès, c'est-à-dire majoritaire pour l'ex-sensibilité C.
La mise en œuvre mathématique de la proportionnelle impliquait quantitativement, sur les sept sièges prévus, éligibles, quatre pour l'ex-sensibilité C, trois pour l'ensemble des autres sensibilités, et qualitativement, pour la première, un siège de député et trois sièges de Conseillers régionaux.
Nous avons estimé qu'il était de notre devoir de distinguer mathématique et politique.
Nos deux députés sortants sont des ex-sensibilité B pour l'un, A pour l'autre. Il était, pour nous, irréaliste et dangereux de ne pas s'appuyer sur le travail accompli par nos deux camarades.
Nous avons dès lors demandé en compensation, dans la négociation, quatre sièges au Conseil régional.
Le souci d'une répartition géographique politiquement satisfaisante des candidats et le critère du quota féminin nous ont conduits à accepter non plus quatre sur les cinq premiers, mais quatre sur les six premiers, c'est-à-dire trois éligibles, ce qui, vous en conviendrez, nous écartait sensiblement de la stricte application de la proportionnelle.
Pour autant, et parce que notre objectif n'est pas organisé par la volonté impérialiste de placer le plus grand nombre de nos amis dans telle position éligible, nous avons accepté ce compromis.
Il faut ajouter que nous avons obtenu, ce qui était vraiment la moindre des choses, de conduire la liste des régionales ainsi que la deuxième et la quatrième

place sur cette liste.
Deux remarques enfin.
La première : les résultats du Congrès fédéral ont plus que confirmé notre majorité, puisque la motion 2 y a réalisé le score de 55,58%.
La deuxième : le vote des militants sur les listes proposées a donné les résultats suivants :
Liste législative. Pour : 87%.
Listes régionales, deux listes :

- Liste présentée par la CFE, pour : 65%.
- Liste alternative : 12%. Cette liste avait pour différence essentielle d'intervertir les candidats aux quatrième et cinquième places.

A ce propos, je viens d'apprendre que nos camarades du CERES ont déposé un recours auprès de notre Convention pour obtenir ce qu'ils n'ont pas obtenu du vote des militants dans notre fédération, c'est-à-dire la quatrième place pour les régionales. Ils ont la cinquième.
Je ne dirai rien de l'élégance du geste, puisque le Premier secrétaire de notre fédération n'a pas été informé de ce dépôt, et je ne doute pas de la réaction des militants quand ils l'apprendront. Car enfin, en quoi la proportionnelle n'a-t-elle pas été respectée dans le Morbihan ?
Comment juger cette attitude dans l'application de nos règles ?
Pourquoi ne plus prendre en compte les députés dans l'application locale de la proportionnelle ? Et je vous rappelle que cette discussion se déroulait avant le Congrès de Toulouse.
Dans le Morbihan, la liste pour les législatives, à titre d'information, est ainsi composée :
1er : ex-sensibilité B.
2ème : ex-sensibilité A.
3ème : ex-sensibilité C.
Et les deux suivantes : ex-sensibilité CERES.
D'autre part, pourquoi vouloir minimiser ainsi nos chances et ne vouloir partir que sur quatre éligibles aux régionales ? Je trouve nos camarades bien défaitistes. Si nous les suivions ainsi en mars 1986, nous aurions donc dans le Morbihan deux députés motion 1, deux Conseillers généraux motion 1 et deux Conseillers généraux motion 2 ; ce qui vous l'avouerez serait le monde à l'envers dans une fédération où les militants nous ont donné une très nette majorité.
La proportionnelle, oui, une proportionnelle intelligente, politiquement sérieuse, voilà ce que le Morbihan prétend avoir accompli, dans le respect des décisions du Congrès, et nous souhaitons que les fédérations qui posent problème fassent le même effort.

Le président - Merci. Je demande malgré tout aux orateurs, malgré tout de ne pas trop entrer dans les détails de la situation dans chaque département, s'il y a des conflits, c'est le travail de la Commission électorale qui siégera cet après-midi, je crois que l'on ne peut pas avoir ici un défilé d'orateurs qui vont nous

Fondation Jean-Jaurès

expliquer le détail de ce qui s'est passé dans chaque département. Je leur demande vraiment de se tenir à cette recommandation.
Daniel Eyraud, Seine-Maritime. Ensuite Alain Barrau.

Daniel Eyraud (Seine-Maritime)

Camarades, je suis un nouveau membre du CD, au titre de la motion 2, mais je tiens à vous parler ce matin plus particulièrement de la Seine-Maritime, lieu symbolique puisque département du Premier Ministre. Après le maintenant très célèbre "avec toi, Lionel, avec toi, Pierre, avec toi, Michel", on pouvait penser que tout se passerait bien en Seine-Maritime. Nous l'avons cru jusqu'au moment où le Premier secrétaire de la fédération leader de la motion 1, majoritaire à 70%, a présenté conformément à la procédure prévue les deux listes de candidats. Comme vous l'avez peut-être lu ou entendu et comme nous l'avons écrit à Lionel Jospin, nous réaffirmons ainsi que les propositions faites unilatéralement par le Premier secrétaire sont inacceptables. Inacceptables pour deux raisons.
La première, elles ne respectent pas l'accord national confirmé au Congrès de Toulouse ; il est vrai que la nouvelle de cet accord ne serait pas parvenue jusqu'à Rouen où le Premier secrétaire attend toujours la confirmation de cet accord sur la base d'une représentation des diverses sensibilités. Cet accord réserve pour la Seine-Maritime la troisième place sur la liste des législatives à un rocardien, et le seul rocardien, je peux vous l'affirmer, c'est bien Pierre Bourguignon.
L'équivoque qui consiste à considérer Jean Menga (?) comme rocardien est une imposture. Il a fait, à l'occasion du Congrès de Toulouse, le choix que nous respectons de voter la motion 1, ce qui le situe bien maintenant dans le courant majoritaire. Résultat, les cinq premiers de la liste sont tous des votants de la motion 1 et comme il n'y aura vraisemblablement que trois élus Pierre Bourguignon passe purement et simplement à la trappe pour les législatives.
La deuxième, les propositions faites par le Premier secrétaire bafouent la loi fondamentale de fonctionnement du Parti qui est la règle de la proportionnelle à partir des résultats obtenus lors du vote des motions de Congrès. Cette règle a été confirmée au Congrès de Toulouse, nous avons su l'appliquer comme il a été rappelé tout à l'heure pour les élections européennes ; nous devons l'appliquer pour les élections de mars 1986, y compris en Seine-Maritime. Elle justifie, s'il en était besoin, la présence de Pierre Bourguignon à la troisième place des législatives. Elle nous donne les troisième, septième, onzième et quatorzième places sur la liste des régionales. Quand les meilleures estimations nous donnent onze élus, plus difficilement douze, et qu'il faudra caser en plus un MRG, cela risque bien de nous valoir deux élus, et non trois auxquels nous avions droit.
D'autre part, nous dénions au Premier secrétaire de la fédération le pouvoir de choisir nos propres candidats sur les listes, comme il l'a fait tant pour les élections législatives que régionales.
Personne, et surtout pas nous, ne conteste le fait que la fédération soit dirigée par un Premier secrétaire issu du courant majoritaire, mais il est trop facile de se

parer des attributs de la démocratie interne, en confondant les intérêts du Parti et ceux du courant majoritaire ; l'honneur d'une majorité en Seine-Maritime comme ailleurs, c'est bien de respecter les droits de la minorité en n'acceptant pas d'engager la discussion sur cette base pour la constitution des listes, la majorité n'a pas respecté ce principe fondamental. Nous disons que la majorité a utilisé le rapport de forces d'une manière antidémocratique, et nous sommes donc devant une tentative d'écrasement du courant rocardien dans le département de Seine-Maritime.
Nous regrettons profondément que de tels actes aient été commis dans le département du Premier Ministre. Il n'est pas possible de prêcher le rassemblement et l'ouverture du haut d'une tribune de Congrès et ne pas en assurer l'application au sein du Parti, dans son propre département.
C'est la raison pour laquelle nous en appelons à la Convention nationale. Nous demandons simplement le respect des décisions unanimes de notre Congrès, le respect de l'accord national, respect de la proportionnelle, respect du choix des hommes par chaque courant. Nous considérons qu'au-delà de la préparation des listes, c'est bien l'avenir même de l'unité du Parti qui est en jeu en Seine-Maritime.
(Applaudissements)

Le président - Alain Barrau. Ensuite Yvette Roudy.

Alain Barrau

Mes chers camarades, je voudrais aborder ce matin, me réservant d'aborder cet après-midi des questions touchant au programme, deux points d'intérêt général qui, j'en suis sûr, auront votre soutien. Ils préoccupent fortement l'ensemble des camarades de la direction du Parti et je pense que nous pouvons agir collectivement sur ces deux thèmes dans les prochaines semaines.
Le premier, est celui de l'inscription des jeunes sur les listes électorales.
Nous avons déjà eu l'occasion de l'aborder ensemble à plusieurs reprises, toutes les études que nous avons sur les prévisions de vote montrent deux choses.

- La première, c'est qu'il y a encore un nombre important de jeunes qui ne sont pas inscrit sur les listes électorales.
- La deuxième, c'est que contrairement à une idée reçue, quand les jeunes sont confrontés au choix Droite/Gauche, ils continuent de choisir la Gauche et, à l'intérieur de la Gauche, ils choisissent massivement le Parti Socialiste.

Il faut donc que nous ayons tous en tête que tout effort pour l'inscription des jeunes sur les listes électorales d'ici le 31 décembre est un effort qui est utile pour l'ensemble du Parti et qui est utile pour notre succès en mars 1986.
Vous le savez, nous avons avec le Mouvement de la Jeunesse Socialiste, dès la mi-septembre, lancé une campagne avec un matériel spécifique d'affiches, de tracts, de cassettes pour les radios locales, pour cette campagne d'inscription. L'équipe qui a travaillé autour de Bertrand quand il était directeur de campagne, maintenant autour d'André Laignel, a relayé cet effort et un nouveau matériel du

Collection Jean Jaurès

Parti va vous être proposé dans les prochaines semaines pour ce thème de l'inscription.
J'y insiste particulièrement devant vous parce que c'est un sujet sur lequel nous pouvons à la fois montrer une image de notre Parti en direction de la jeunesse, qui montre bien le rôle de la participation politique des jeunes et qui, ce qui n'est jamais négligeable, peut avoir des conséquences positives pour les résultats de mars 1986.
Le deuxième thème que je voudrais aborder est plus délicat, il s'agit de la présence sur nos listes d'un certain nombre de représentants de la communauté des français maghrébins.
Vous le savez, quantitativement, sur 36 millions et demi d'électeurs, cette communauté représente en France 800 000 personnes qui potentiellement peuvent voter en mars 1986, se répartissant en gros moitié-moitié entre des harkis, leur famille et leurs enfants, et des jeunes de la deuxième génération qui sont venus travailler en France, enfin dont les parents sont venus travailler en France dans les années 60.
Cette communauté est très éclatée, très parcellaire et je voudrais tout d'abord que nous voyions ensemble que je ne propose pas ici - et que d'ailleurs la direction du Parti qui a examiné cette question, qui a travaillé sur cette question, ne propose pas ici que nous fassions un effort, je dirai spécifique pour reconnaître une communauté en tant que telle, ce serait une démarche qui ne correspond pas je crois à notre conception même de l'engagement politique. Nous savons bien que dans tel ou tel type d'élection, on recherche des représentants de telle ou telle communauté qui est déjà intégrée depuis longtemps dans l'ensemble de la société française. Je crois qu'il y a là un effort politique à faire, qui est difficile parce qu'effectivement des représentants de cette communauté peuvent être membres du Parti ou proches du Parti, mais je pense que cet effort est nécessaire.
Nous allons avoir, c'est une évidence, une campagne extrêmement dure sur le problème de l'immigration, nous allons avoir un certain nombre d'attitudes que nous allons dénoncer dans cette campagne pour jeter les immigrés dehors, nous allons avoir d'un autre côté tout le débat sur le droit de vote des immigrés, là il ne s'agit pas ce cela.
Il s'agit d'essayer dans certains endroits, là où c'est possible, là où effectivement ces communautés représentent quelque chose, d'avoir je dirai de manière symbolique et politique, des représentants de cette communauté de français maghrébins, sur des positions qui ne sont pas forcément - naturellement je ne me fais pas trop d'illusions - des positions éligibles pour des élections régionales, mais permettront de montrer que, sur cette question comme sur d'autres, nous ne mettons pas notre drapeau dans notre poche par rapport à cette élection de cette population dans la société française ; nous considérons que c'est un thème sur lequel nous devons être nets et sur lequel nous devons être fiers de nos positions.
Voilà, mes camarades, les deux questions générales que je voulais aborder. J'espère qu'elles auront auprès de chacun des représentants de fédérations l'écho que nous souhaitons. Nous avons en tant que Direction nationale du Parti pris

déjà un certain nombre de contacts et avec cette communauté et avec tous en tant que représentants des fédérations, pour essayer d'avoir ce résultat. Ce n'est pas un travail facile, mais je pense que - et pour les jeunes et pour ce que cela représente politiquement par rapport à la lutte contre la Droite - nous devons arriver à ce résultat.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Yvette Roudy. Ensuite Rousseau, de l'Yonne.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, un mot rapide puisqu'il faut faire vite, de toute façon j'ai dit l'essentiel de ma pensée lorsque j'ai eu l'occasion de parler eu Congrès, donc un mot pour faire le point, pour savoir où nous en sommes dans cette bataille pour la place des femmes dans le Parti et pour notre image et le respect de nos engagements.
Vous le savez, après le choc du mois de jiuillet, je l'avais annoncé au Congrès, un certain nombre de femmes ont décidé de s'organiser, eh bien c'est fait, un certain nombre, je dirai un grand nombre de femmes, nous avons même été étonnés de ce succès et pas seulement d'ailleurs des femmes, mais de nombreux hommes aussi nous soutiennent dans cette action, dont certains sont ici dans cette salle, et nous avons vraiment rencontré un grand écho très positif lorsque nous avons présenté notre association mercredi dernier, nous attendions 300 personnes, nous en avons eu plus de 1000, et des gens qui comptent aussi sur le succès de la Gauche et qui ont pensé que notre démarche était une bonne démarche.
Nous avons fait cette démarche d'une manière très ouverte et absolument sans sectarisme, c'est-à-dire que cette association est ouverte à tous ceux qui souhaitent travailler pour permettre aux femmes d'avoir la place, qui leur revient dans les organisations, les y préparer et leur permettre de faire bénéficier les organisations politiques de l'expérience qui est la leur aujourd'hui dans ce monde de changement.
Des gens du Parti, Martine Buron naturellement, une des animatrices principales, beaucoup de camarades militantes, et puis aussi beaucoup de femmes qui ne sont pas dans le Parti.
C'est un problème auquel nous allons aussi nous intéresser. Pourquoi si peu de femmes dans le Parti ?
Des femmes de tous les milieux, des femmes chefs d'entreprise, des femmes magistrates, des femmes comme Simone de Beauvoir, Benoîte Groult, mais des hommes aussi, comme je vous l'ai dit.
Qu'est-ce que nous allons faire avec cette association ?
Pour l'avenir naturellement, nous avons des projets importants, nous avons des colloques en préparation. Mais ce dont je veux vous parler tout de suite, c'est l'immédiat.
Pour l'immédiat, nous allons commencer par répertorier les départements et voir

Fondation Jean Jaurès

les départements qui ont respecté le quota et ceux qui n'ont pas respecté le quota.
L'association, avec tous ses moyens qui sont importants en notoriété et en capacité d'audience auprès du public, aidera toutes les fédérations qui auront respecté le quota, c'est-à-dire qui, pouvant compter sur 5 élus, auront mis au moins une femme parmi ces 5 élus, régionales et législatives confondues.
C'est très raisonnable, croyez-moi, et c'est très possible aussi. Nous avons décidé cela vraiment après mûre réflexion.
En revanche, les autres départements, puisqu'ils n'ont pas besoin des femmes, eh bien, ils se passeront de notre soutien. Mais ils n'en ont pas besoin, donc on, leur souhaitera bonne chance, quels qu'ils soient. Il faut savoir tirer les conséquences de certaines attitudes.
Nous ferons savoir, avec moyens appropriés, la manière dont nous soutiendront ces départements.
Je ne vous cache pas que nous avons déjà été saisis de beaucoup de demandes de femmes qui sont venues auprès de nous et qui voudraient tout de suite présenter des listes séparées…

Dans la salle - Ah…!

Yvette Roudy - Nous avons pensé, pour l'instant, que c'était peut-être un peu prématuré. On ne va pas se bousculer, on en aura peut-être pas besoin. Mais on a pensé qu'en attendant, on pourrait prévoir des animations amusantes, parce qu'on sait bien que la plupart des femmes s'amusent, alors on a décidé que l'on allait prévoir des amusements. Certains seront appréciés, d'autre peut-être moins, mais on ne va pas faire cela dans la morosité.
De toute façon, mes chers camarades, comme vous le savez, les résultats ne sont pas brillants. Mais nous sommes maintenant bien décidées.
Je n'en dirai pas plus, je ne vaux dire que l'essentiel. Cette association, je le répète, est ouverte à tout le monde, sans aucun sectarisme. Je suis sûr que vous aurez besoin des femmes pendant la campagne. Mais ceux qui pensent qu'ils pourront continuer d'en faire une certaine utilisation en se servant d'elles pour ramasser les voix ici ou là et les embaucher après, doivent se dire que ces temps maintenant sont près de se terminer.
Si les femmes sont bonnes à mettre sur les marchés, au coin des rues, sur les trottoirs pour distribuer des tracts et ramasser des voix… (protestations dans la salle)… pour qu'ensuite on s'aperçoive qu'elles ne sont pas bonnes à faire autre chose que de la figuration et qu'elles ne sont pas bonnes pour avoir un siège dans une assemblée… Cela m'a été dit ! On a dit que les femmes n'étaient pas capables de faire un député ! Il y en a une en particulier dont on a dit qu'elle n'avait pas les qualités requises. L'ennui, c'est qu'il faudra en prévenir le Président de la République parce que lui, il en avait fait un ministre… Mais elle n'a pas les qualités requises pour faire un député.
Tout ceci devra changer, dans la bonne humeur et dans la fraternité qui est toujours le signe qui caractérise notre Parti.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Rousseau, ensuite Deschamps du Rhône.

Jean-Paul Rousseau

Yvette nous invite à travailler dans la bonne humeur, alors je vais essayer de continuer.
Nous connaissons tous ici les règles que s'est donné le Parti en matière d'élection. Mis à part les engagements normaux pris par chaque candidat du PS, une seule est clairement énoncée, celle qui fixe à un minimum de 20 % le quota de femmes devant figurer sur nos listes.
Le Congrès de Toulouse, que je sache, n'a pas révisé nos statuts en y adjoignant l'article suivant : "à partir d'à présent la composition des listes de candidats aux élections législatives, régionales et européennes se fera à la proportionnelle des courants."
Il nous a cependant imposé une contrainte supplémentaire : "les fédérations sont invitées à tenir compte pour l'établissement des listes régionales des résultats des votes sur les motions d'orientation".
Tenir compte : il apparaît que les uns et les autres, nous n'avons pas la même compréhension de ce terme. Les camarades du Courant 1, au moins dans ma fédération - mais comme d'après leurs dires ils ont agi "sur ordre", j'ai toutes les raisons de penser qu'il en va de même ailleurs - s'appuient sur ce texte pour réclamer un bouleversement complet de listes qu'ils avaient eux-mêmes proposées et approuvées, avec d'ailleurs la quasi-unanimité des militants de la fédération.
Une telle attitude qui consiste en fait à prendre une règle à calcul et à attribuer à chacun, en fonction des résultats obtenus au Congrès, des places sur les listes présentées aux élections est profondément pernicieuse, elle empêche la libre expression des militants, elle pervertit les débats sur la ligne politique du Parti qui doivent être l'objectif de chaque Congrès en faisant de véritables pré-campagnes électorales, elle fige un peu plus le Parti Socialiste en une conglomérat de groupes rivaux et le transformer insensiblement en un sosie de gauche de l'UDF.
Tenir compte de l'influence réelle d'un courant de pensée, non seulement en fonction des votes émis à l'occasion du Congrès, mais aussi en fonction du travail réellement effectué pour le Parti, et de la notoriété plus ou moins grande des candidats, oui. Procéder à une répartition strictement mathématique à partir de suffrages qui n'étaient pas faits pour cela sans tenir compte ni de l'avis des militants, ni des pesanteurs qu'impose la réalité, ni des résultats qu'une telle pratique, totalement déconnectée du terrain, peut avoir, non !
Puis-je ajouter que venant de deux qui se présentent comme les champions toutes catégories du parler vrai et de l'autogestion, une telle attitude me semble un peu violente.
Je ne suis pas entré au Parti Socialiste, et des milliers de militants comme moi, pour fabriquer une FGDS bis, l'espoir en moins et la technocratie et le

caporalisme en plus.
Camarades, cette Convention peut être l'occasion de donner un coup d'arrêt à une dérive organisationnelle qui, si nous n'y prenons garde, deviendra mortelle pour notre Parti.
Que la Convention se contente, comme c'est son rôle, de veiller au respect des règles statutaires, ni plus ni moins. Qu'elle ratifie, quand il s'est exprimé régulièrement, le vote des militants de base. C'est d'eux aussi, après tout, que dépend l'efficacité de la campagne. Et c'est eux qu'on démobilise en les dépossédant petit à petit, par touches successives, du pouvoir qui doit être le leur de désigner leur candidat, pouvoir qui justifie, entre autres, leur adhésion à u parti où ils pouvaient croire jusqu'ici que chaque voix comptait.
Que la Convention se garde de suivre ceux qui, au nom d'un soi-disant intérêt supérieur du Parti, voudrait l'entraîner à outrepasser son rôle. J'ai lu ici ou là ou j'ai entendu des déclarations de responsables soucieux sans doute de justifier par avance les manipulations qu'ils voudraient faire subir aux listes élaborées dans les départements, parler de tir aux pigeons, de petits chefs départementaux ou de patriotisme étroit des fédérations.
Ceux qui ont tenu ces propos auraient dû y réfléchir à deux fois avant de les articuler !
Ou ils parlent de tir aux pigeons, je dis, moi, que les militants ont un droit imprescriptible de sanction envers des élus qui ne sont pas forcément infaillibles.
Les petits chefs départementaux vilipendés par la camarade Roudy sont souvent comme moi des camarades qui ont une activité professionnelle. Ils se font traiter d'apparatchiks dans les sections et, ta déclaration le prouve, on les considère comme des minables dans les hautes sphères.
(Applaudissements)
Laisse-moi te dire qu'ils en ont plein les bottes, de défendre des ministres qui laissent en place, pendant des années, une délégué départementale aux droits de la femme, adjointe de Jean-Pierre Soisson, sympathisante de "laissez-les vivre" et membre actif de l'UDF, sous prétexte que les candidates proposés par la fédération sont elles-même conseillères municipales, de gauche il est vrai.
Quand au patriotisme étroit des fédérations qu'évoquait pour le condamner le camarade Mexandeau, parlons en une minute.
Où il semble ne voir qu'un chauvinisme de clocher, je reconnais, moi, le sens des réalités de ceux qui, jour après jour, travaillant sur le terrain, mesurent la nocivité de certaines décisions, fusent-elles approuvées par le Congrès. Comment expliquer autrement que sa fédération ne se soit pas empressée d'accueillir sur ses listes, et en bonne place, Olivier Stirn imposé aux voisins, au nom, sans doute de l'internationalisme prolétarien appliqué au département de la Manche et par ricochet à celui de l'Yonne ?

Louis Mexandeau - Tu es au courant des choses, toi ? Tu le sais, toi ? Au lieu de t'ériger en Cicéron de sous-préfecture…
(Rires dans la salle)

Fondation Jean Jaurès

Jean-Paul Rousseau - Voilà camarades. Si j'ai pu paraître à certains d'entre vous brutal et sommaire, je m'en consolerai assez facilement.
Il faut, paraît-il parler vrai, je m'y suis essayé.
Nous sommes à un moment clé de la vie du PS. Allons-nous laisser s'instaurer le règne de l'ordinateur, car en accumulant les contraintes, il sera bientôt impossible sans lui, pour une fédération quelle qu'elle soit, de constituer une liste répondant aux critères du Parti, ou marquerons-nous notre volonté que soit respecté avant tout le vote des militants quand il s'est exprimé régulièrement, sans manœuvres ni pressions ?
Seul le second terme de l'alternative est digne de nous, et seul il constitue pour le PS un choix qui réponde à son passé et qui préserve son avenir.
(Applaudissements)

Le président - Deschamps, du Rhône, ensuite Poirier, de la Manche.

Yvon Deschamps (Rhône)

Chers camarades, c'est en tant que délégué de la fédération du Rhône… (inaudible).
Je tiens simplement à dire ici que ces résultats, nous les avons nous aussi analysés, et que pour ce qui me concerne, le délégué de cette fédération que je suis, avec d'autres camarades du département, nous sommes disponibles et ouvertes tout à l'heure en Commission des résolutions pour tirer honnêtement, franchement, sincèrement des leçons de ce scrutin, de ce vote des militants et proposer des modifications utiles des listes régionales pour impliquer le vote des militants.
Voilà, sur ce point, la position du délégué de cette fédération.
Cela dit, je crois devoir à la Convention nationale quelques explications et un compte rendu sur ce qu'on a présenté comme problèmes quant à la désignation des têtes de liste dans le département du Rhône.
Cela a fait couler beaucoup d'encre, trop de bruits, trop de rumeurs, trop d'articles de presse ont existé sur cette affaire et, je le regrette et je le déplore, toutes ces rumeurs, tous ces bruits, tous ces articles visaient à faire de l'un de nos camarades le gagnant et de l'autre le perdant, à opposer deux camarades qui pouvaient, je tiens à le dire ici, prétendre en toute légitimité à la tête de liste, prétendre en toute légitimité à être le numéro 1 sur la liste.
Le seul problème, c'et que la confection des bulletins de vote est ainsi faite qu'il faut que l'un soit le numéro 1 et l'autre le numéro 2.
Je tiens à dire ici que si l'on pouvait éviter cette numérotation… (inaudible)…
Les choses étant ce qu'elles sont, l'un et l'autre pouvaient prétendre à la tête de liste, et j'en ai été pour ma part si conscient qu'en avril dernier j'invitais ces camarades à se rencontrer et à rechercher avec moi et quelques autres, une solution.
Une autre rencontre avait lieu début septembre sur le même sujet, avec le même objectif : rassembler, unir et tenter de proscrire, d'interdire, d'éviter tout ce qui

Fondation Jean Jaurès

pouvait laisser penser à une guerre entre Socialistes, à une division des Socialistes de ce département.
Plusieurs considérations de fait... et j'ai estimé, en tant que Premier secrétaire de cette fédération, guider et mener notre réflexion à la première analyse politique.
Y a-t-il divergence dans l'analyse entre ces deux hommes ? J'ai constaté, et c'est un truisme, que tous deux sont membres du même ex-courant, qu'ils siègent ensemble tous deux au Comité directeur de notre Parti depuis longtemps, et mises à part des personnalités effectivement différentes, des types d'approche ou de référence à l'opinion publique ou aux médias, différents, il n'y a pas me semble-t-il, divergence politique entre l'un et l'autre, quant aux orientations politiques dans notre Partie, orientations politiques majoritaires depuis des années dans notre Parti.
La deuxième considération qu'il nous fallait prendre en compte c'était le terrain, la réalité du terrain, la configuration géopolitique du département du Rhône, et la réalité interne de notre Parti.
L'un est le maire aujourd'hui - et permettez-moi de dire que je le déplore, depuis que Grenoble est tenu par le RPR Carignon - l'un des maires de la première ville Socialiste de la région Rhône-Alpes, de la deuxième ville Socialiste du département du Rhône. Il est vrai que de ce fait il est largement connu dans les chaumières, apprécié par beaucoup d'habitants de ce département, en raison même de ce que peut être sa personnalité.
L'autre est aussi le maire d'une commune importante de ce département, de 30 000 habitants. Il consacre aussi beaucoup de son temps à la direction du Parti, et ses responsabilités sont lourdes et difficiles. Et l'on pouvait penser qu'il ne devait pas, étant largement pris par ses responsabilités nationales, qu'il ne pouvait pas et ne devait pas être pénalisé en raison de cela qui faisait qu'il était peut-être un peu moins connu que d'autres dans ce département.
Sur ces bases d'analyse, il fallait aller vers une proposition, une solution, et c'est pourquoi nous avons estimé, j'ai estimé, après des hésitations, des interrogations, qu'il serait bon qu'une solution qui permettrait de mettre Charles Hernu en tête de liste aux législatives, suivi immédiatement de Jean Poperen, et que la solution inverse soit proposée et acceptée, s'agissant des élections régionales, à savoir en tête de liste Jean Poperen et en N°2 Charles Hernu, permettrait de marquer symboliquement, peut-être maladroitement quant aux conséquences électorales, ou à certaines perceptions électorales, mais en tous cas symboliquement au plan politique et au niveau de l'opinion, qu'il s'agissait là de deux camarades, d'un tandem, qui étaient liés, qui étaient en face, et qu'il n'existait pas entre eux d'opposition définitive.
C'est après ce type d'analyse, dans ce contexte-là, que s'est produite l'affaire que nous connaissons, et qui a amené, le 20 septembre, Charles Hernu à démissionner de ses responsabilités ministérielles.
Il fallait à partir de là que nous nous interrogions dans ce département pour savoir si cette affaire était de nature à modifier et nos analyses et nos propositions.
Nous avons pour notre part constaté, vu, que Charles Hernu était, au Congrès de

Toulouse, confirmé membre du Comité directeur du Parti. Nous avons entendu le Premier secrétaire du Parti dire qu'il fallait aller vers la fin de cette affaire. Si cette affaire devait marquer, si cette affaire devait continuer, et si nous craignions les réactions de la Droite quant à cette affaire, il fallait alors s'interroger jusqu'au bout et savoir s'il était bon que Charles Hernu y compris figure sur la liste des élections législatives. Il nous semblait, qu'il soit N° 1 ou N°2, que cela n'enlevait rien aux critiques et remarques que pouvait développer la Droite à ce propos.
Nous avons estimé qu'il fallait terminer cette affaire, qu'il n'y avait pas lieu de dire que Charles Hernu n'était pas sur la liste des législatives, et après débat, réflexion, hésitations, nous avons adopté les propositions que vous connaissez, que je rappelais tout à l'heure.
Un dispositif a été sur ce point mis en place qui, si nous savons localement le faire vivre, doit nous permettre de faire face à la Droite de cet département, à Michel Noir, proche collaborateur de Jacques Chirac, à Raymond Barre - dont je ne vous ferai pas l'injure de rappeler l'importance de ce personnage -, de faire face au Parti Communiste et à Charles Fiterman (parachuté par la direction Communiste dans l'agglomération lyonnaise).
Si nous savons, après ce débat, après ces temps de réflexion et d'hésitations, mais de décision, nécessaire, nous rassembler dans ce département, alors, nous pouvons contenir Raymond Barre dans ce département, et cela aura me semble-t-il une dimension nationale.
Mais il m'est apparu, sans vouloir relancer un quelconque débat ici, que, représentant, délégué de la fédération du Rhône, je devais à la Convention nationale de notre Parti, sur une affaire à laquelle les médias ont donné une dimension nationale, quelques explications sur ce que je viens de faire.

Le président - La parole est à Poirier.

Guy Poirier

Je voudrais attirer votre attention sur la situation de la fédération de la Manche, comme je l'avais fait d'ailleurs lors du dernier Congrès, avec cette fois-ci un peu plus de temps pour développer les idées des militants au nom desquels je parle ici.
Ainsi, le Congrès en a décidé : Olivier Stirn devrait être tête de liste dans notre département. J'emploie d'ailleurs volontairement le conditionnel, car j'ai suffisamment l'habitude du Parti pour savoir qu'une Convention peut toujours modifier ce qu'un Congrès a retenu. De toute manière, si nous sommes ici, c'est pour discuter les cas difficiles, alors, parlons-en.
Dès le lendemain des décisions du 6 juillet au Comité directeur, la fédération de la Manche a donné son accord sur le principe de l'ouverture de notre département, et cela contrairement à beaucoup d'autres fédérations. Je ne saurais accepter je ne sais quelle accusation de... (inaudible)... mais nous avons considéré en toute logique qu'à partir du moment où nous avions retenu le principe proportionnel au niveau départemental, il était souhaitable que les

Fondation Jean Jaurès

militants, par qui la campagne va se faire, puissent donner leur avis quant à la candidature extérieure qui leur était offerte.
Cet avis, vous le connaissez, nous l'avons donné. A une écrasante majorité, pour ne pas dire une unanimité, quasi-unanimité, nous aurions aimé qu'Henry Nallet conduise la liste des législatives de notre département où il semble bien que la cause soit entendue, n'y revenons pas. Mais avec la même quasi-unanimité il nous a semblé que la candidature d'Olivier Stirn était impossible. Impossible, pourquoi ?
Pendant des années, des années, les adhérents et les militants, des sympathisants, se sont heurtés à Olivier Stirn dans notre région. Pendant des années ils l'ont combattu. Nous devrions donc faire campagne pour celui qui a voté contre les lois Auroux, qui a voté contre les lois de décentralisation, qui a voté contre les nationalisations, qui a voté toutes les motions de censure, en 1981, en 1982, en 1983, et en partie en 1984 ?
Certes, nous accusons parfaitement l'évolution d'Olivier Stirn, mais comprenez que le laisser parler en notre nom, cela pose des problèmes, quasi insurmontables, car l'ouverture, cela n'a rien à voir avec la substitution d'identité. Parler à nos côtés, oui, parler à notre place, ce n'est pas possible.
Le trouble est tel qu'à ce jour, seuls deux camarades, sur l'ensemble de la fédération de la Manche, ont déclaré être prêts à s'engager à ses côtés.
Nous sommes conscients des problèmes posés, nous sommes conscients que le problème est ici, au niveau national. Mais les événements récents sont venus encore compliquer notre tâche. Je veux parler de l'interview donnée au journal "La Croix" par le représentant départemental d'Olivier Stirn, membre du Comité directeur de l'UCR, très récemment. Je vous la lis, car je crois que cela mérite d'être entendu :
"Olivier Stirn, c'est une chance pour la Manche. Quand les gens le connaîtront ils voteront pour lui et moi. S'il ne se présente pas je voterai UDF, et je ne me trouverai pas dépaysé si je me retrouve avec Chirac".
C'est le délégué départemental d'Olivier Stirn qui parle, Jean Labonne, c'est son nom, membre du Comité directeur de l'UCR. Il ne cache pas ses opinions :
"La France est mal gouvernée"... Il déteste la CGT : "Avec moi, elle serait hors la loi". Il déteste aussi les Socialistes sectaires. "Ce qui me gêne c'est de faire campagne avec un petit imbécile comme le maire sectaire de Cherbourg...

Dans la salle - Il est là.

Guy Poirier - Je te salue, camarade.
Vous comprenez bien qu'avec de pareilles déclarations, largement reproduites au niveau local, il y ait une émotion vive chez les élus, chez les responsables, chez les militants.
Mais nous ne sommes pas bloqués, nous sommes encore prêts à étudier toutes les propositions qui peuvent nous être faites. Mais je veux lancer ici un appel pathétique. Je vous en prie, ne détruisez pas en deux jours ce que nous avons construit dans un contexte extrêmement difficile, dans un département parmi les

Coll. Fondation Jean Jaurès

plus conservateurs, ce que nous avons construit en tant et tant d'année ; c'est votre responsabilité, c'est notre responsabilité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marcel Debarge.

Marcel Debarge

Je voudrais quand même apporter une précision.
Je me suis rendu dans la fédération de la Manche où j'ai eu vraiment un très bon contact, un très bon dialogue avec les camarades de la fédération, et je pense que cela a été réciproque, pour expliquer la position du Parti telle qu'elle avait été décidée à son Congrès de Toulouse, mais en entamant un dialogue... je crois qu'il a été fidèlement rapporté au groupe de travail des élections et au Bureau exécutif du Parti, qui a maintenu (pouvait-il faire autrement puisque c'était une décision de Congrès) la candidature d'Olivier Stirn dans la Manche. Je dois dire que Guy a raison en ce qui concerne l'expression du délégué d'Olivier Stirn dans la Manche, je crois savoir que depuis cette expression, car il faut que l'information soit complète, Olivier Stirn s'est séparé de ce délégué, l'a désavoué.
Je veux bien qu'on fasse des hochements de tête, mais je crois que lorsqu'on donne une information qui est vraie il faut donner l'information complète. N'y voyez pas de parti pris de ma part, mais c'est parce que je crois que la Convention est en droit, logiquement, d'avoir tous les éléments d'appréciation.

Le président - La parole est à Alain Le Vern.

Alain Le Vern

Chers camarades, je n'avais pas prévu cette intervention, mais vous comprendrez qu'après la mise en cause dont j'ai été l'objet, je veuille dire deux mots rapidement.
Simplement, pour remercier le camarade Daniel Hérault qui est intervenu, de la démonstration qu'il nous a faite. On nous a dit qu'un groupe de travail se réunirait dans l'après-midi pour traiter des problèmes particuliers. Il s'adresse à vous, à la Convention réunie dans sa globalité. La CEF de Seine-Maritime s'est réunie le 14 octobre pour débattre des critères pour la constitution des listes. Ces camarades se taisent. Dix jours après ils tiennent une conférence de presse dont vous avez certainement eu, pour un certain nombre, des échos dans vos journaux. Donc, quand on parle de conception de parti, je crois que de telles pratiques montrent bien la conception, en tous cas, qu'ont nos camarades de la motion 2 dans le département de la Seine-Maritime. Quant aux contre-vérités qu'il a dites, quant aux mensonges qu'il a pu avancer, je m'en expliquerai cet après-midi dans la Commission ad-hoc.
Mais les militants du département, dans tout cela ? Ils ont voté sur les listes qui leur étaient proposées. Le courant 2 a fait 27% au Congrès de Toulouse, il a

perdu 3 points sur la liste des législatives, il a perdu 7 points sur la liste des élections régionales.

Le président - Merci.
La parole est à Véronique Neiertz.

Véronique Neiertz

Je n'avais pas l'intention d'intervenir, mais je crois que lorsqu'on parle des femmes il faut être précis.
Je voudrais dire, mes chers camarades, que d'ores et déjà 11 femmes sont en position d'éligibilité sur les listes législatives. Six autres sont, disons, dans une situation qui doit être réglée positivement par cette Convention. Ce qui amènerait le nombre de femmes éligibles des listes Socialistes à 17.
Quant aux députés sortantes, qui n'ont pas pu trouver de place sur les listes législatives, conformément au vœu du Congrès, un certain nombre de cas ont été réglés sur les listes régionales, sauf deux camarades dont la Convention doit également résoudre le problème, je l'espère, de façon positive.
Alors, je voudrais un petit peu faire le point et revenir en arrière.
En 1978, le groupe Socialiste à l'Assemblée avait 2 députés femmes. En 1981, 22, c'est-à-dire que cela s'est multiplié par 11. Les femmes ont donc profité de la vague rose contrairement à ce que j'ai entendu dire ici ou là et si on doit parler pourcentage, elles représentent actuellement 8% du groupe actuel. Compte tenu des prévisions que j'ai notées pour 1986, elles représenteront dans le groupe prochain et si on prend la base qui a servi au calcul de l'accord de juillet dernier, 10% du groupe, ce qui est malgré tout, quoi qu'on en dise, une progression surtout si l'on tient compte du contexte beaucoup plus difficile dans lequel nous sommes par comparaison à 1981.
Je considère que la direction et les fédérations ont tenu compte de cette réalité politique, même si on peut encore estimer que du chemin reste à faire et qu'il faut aller plus loin et certainement que la pression qu'ont exercée les femmes depuis juillet dernier a joué un rôle dans le fait qu'on en ait tenu compte.
Je crois malgré tout qu'il ne faut pas aller trop loin. Il ne faut pas aller trop loin en faisant croire que femmes de droite et femmes Socialistes même combat, par exemple, parce que la Droite n'aura jamais que deux ou trois députés tout au long de son histoire, c'est sa tradition, c'est son conservatisme, alors que j'estime que le Parti Socialiste fait preuve, trop lentement certainement, mais fait preuve d'une prise en compte de cette réalité, même si c'est au moyen de règles qui ont des effets pervers et dont je regrette quelquefois qu'on soit obligé d'avoir à y recourir comme le quota.
Aller trop loin, c'est aussi menacer le Parti de listes alternatives par les femmes. Ce serait aller contre les intérêts du Parti d'abord, contre les intérêts du Président de la République actuel, mais je crois aussi et profondément que ce serait aller contre les intérêts des femmes elles mêmes.
(Applaudissements)

Le président - Je n'ai plus d'orateurs dans le débat. Alors, comme il est seulement midi, je pense que nous pourrions gagner du temps, si vous en étiez d'accord, en demandant à Dominique Strauss-Kahn - et je m'excuse auprès de lui si nous le précipitons un peu - de nous présenter dès maintenant son rapport sur le programme ce qui nous gagnerait du temps pour les travaux de cet après-midi.
Est-ce que vous êtes d'accord sur cette formule ?
Dominique Strauss-Kahn, tu as la parole.

Dominique Strauss-Kahn (Rapport sur le programme)

Mes camarades, je vais vous parler de choses beaucoup moins intéressante que le programmes de ce matin et je voudrais introduire nos discussions de cet après-midi sur un travail dont je voudrais rappeler un peu la genèse pour que chacun comprenne dans quel dynamique il s'inscrit.
Le Bureau exécutif a désigné une Commission dont vous avez la composition dans vos chemises, Commission composée de membres du bureau et d'experts, qui a commencé à travailler au début de l'été. Elle s'est réunie 13 fois, plus des réunions de sous-groupes et le travail n'a pu avancer véritablement qu'après notre synthèse politique de Toulouse ; c'est dire que le document de base dont vous disposez se veut la traduction en propositions concrètes de l'orientation politique de notre Congrès et de sa motion.
Il s'agit évidemment d'une élaboration collective, même si les tâches très lourdes de la période ont fait que tous les membres de la Commission n'ont pas pu y participer autant qu'ils l'auraient voulu, malgré cela cette élaboration collective dépasse très largement le cadre de la seule Commission.
Le document est aussi le produit d'une relation étroite avec le gouvernement aux membres duquel Lionel Jospin, en accord avec Laurent Fabius, avait écrit pour leur demander des propositions, et puis il y a eu des échanges avec les cabinets, au moins avec certains d'entre eux. Et puis, bien entendu aussi les Commissions d'étude du Parti ont fourni leurs réflexions et le point sur lequel je voudrais insister, c'est que ce document de base fait la synthèse des réflexions des Socialistes.
Nous sommes dans une étape où nous disposons des matériaux pour notre plateforme électorale ou plutôt nous en disposerons totalement après que notre Convention se sera exprimée, aura éventuellement amendé le document dont nous disposons.
Le Bureau exécutif, quant à lui, a discuté mercredi dernier de ce texte, il l'a trouvé, je crois, bon dans son contenu, mais dont il a souhaité que soit extrait un document beaucoup plus bref, qui n'entre pas dans les détails et qui aussi, en étant plus ramassé, soit plus politique, dont tous les Socialistes pourront se servir pendant la campagne.
Je vais vous présenter ce document, que déjà en fait nous dépassons par la discussion du bureau et la discussion de notre Convention, pour parvenir à la plateforme qui sera celle de notre Parti.
Avant cela, je voudrais dire quand même que certains ont trouvé ce document de

Fondation Jean Jaurès

base qui vous est distribué, pas assez politique, puisque ce n'est pas encore notre plateforme de 15 pages, ce n'est que la synthèse de nos propositions, mais ce que je voudrais dire à certains d'entre vous, à mon ami Gérard Fuchs notamment, qui s'est avisé le soir du Bureau exécutif que le document n'était pas assez politique...

Gérard Fuchs - Je l'ai dit avant...!

Dominique Strauss-Kahn - …que j'aurais préféré que la lumière nous vienne plus tôt, plutôt que de nous laisser dans les ténèbres ! De la même manière, je voudrais dire à un autre ami qui m'est cher, Michel Sapin que, dans l'interview qu'il a donnée dans le Quotidien de Paris, où il prend l'exemple de l'immigration, il trouve que certaines parties du document manquent d'approfondissement, or précisément ces éléments sur l'immigration - j'espère qu'il ne m'en voudra pas - ont été donnés par Gérard Fuchs !
(Applaudissements)

Gérard Fuchs - C'est un raccourci !

Dominique Strauss-Kahn - Après cela, j'en viens au contenu.
Je crois que le principe du contenu de ce que nous devons produire, c'est que nous devons tenir compte de ce que nous sommes au gouvernement et ceci, selon moi, nous conduit à satisfaire trois contraintes.
La première, celle qui sous-tend le travail qui vous a été remis et qui, je pense, doit sous-tendre la plateforme dans sa version courte qui sera largement popularisée, c'est que nous nous inscrivons dans le septennat de François Mitterrand, nous sommes le Parti du Président et donc notre plateforme doit être, pour le Président de la République, un appui et pas un obstacle, et ceci veut dire quelque chose en termes de contenu, il y a des conséquences à cette affirmation un peu générale.
Deuxième contrainte : pour la même raison, parce que nous sommes un Parti de gouvernement, il faut essayer d'éviter les gesticulations autant que faire se peut auxquelles les Français ne croient plus et il faut laisser Toubon annoncer des chiffres extravagants sur le chômage... est ce qu'on va se mettre, nous aussi, à faire des propos sur le fait qu'il faut rouler au diesel ? Tout cela n'est pas très raisonnable, nous sommes un Parti au gouvernement, nous sommes un Parti responsable, nous devons faire des propositions bien sûr ambitieuses, mais qui soient des propositions responsables.
Troisième contrainte : notre plateforme doit s'inscrire dans la continuité et il faut éviter le plus possible - on ne l'évitera pas totalement - qu'on nous objecte cette remarque facile : vous dites cela maintenant, pourquoi vous ne l'avez pas fait quand vous étiez au pouvoir ? Il faut qu'on montre donc que les choses s'inscrivent dans la durée, que certaines viennent après d'autres et que ce que nous proposons pour la suite vient logiquement après ce que nous avons fait pendant la période.

Collection Jean-Jaurès

Si bien qu'il y a deux morceaux en fait : il y a le bilan, c'est ce qu'il faut maintenir contre l'attaque de la Droite, et puis il y a les propositions, c'est ce qu'il faut construire et cela donne un peu au document de base distribué ce caractère un peu facétieux.
Il y a des éléments bilan et, à partir de là, on dit : cela, il faut le conserver, et puis il faut aller au-delà et construire... mais quand on répète cela sur beaucoup de sujets, cela devient un peu fastidieux.
Qu'est ce qu'il y a dedans ?
Quelques grands axes sur lesquels je pense qu'il faut que notre Convention discute ; il y a des propositions qui sont faites dans le texte que vous avez, ces propositions doivent être discutées.
Premier grand axe : le thème qui recouvre les problèmes de la croissance, de l'emploi, de l'équilibre extérieur, thème économique s'il en est.
Prenons la croissance. Sur la croissance, je crois qu'il faut qu'on ne soit ni trappistes, ni jésuites. Il ne faut pas qu'on soit contemplatifs, donc pas trappistes, il faut se donner les moyens de la croissance, et je ne voudrais pas entendre certains camarades dire que ce texte est passif vis-à-vis de la croissance, il faut que nous allions le plus loin possible en nous donnant les moyens. Si, pour aller le plus loin possible, il faut obtenir de nos partenaires que les grands travaux européens soient lancés, nous devons nous engager dans cette voie. Il faut aller le plus loin possible dans la croissance et ne pas être contemplatifs.
Mais il ne faut pas raconter n'importe quoi, ce serait le côté jésuite, encore que, vous vous en doutez, je ne sois spécialiste, ni en trappisme, ni en jésuitisme. Il ne faut pas dire n'importe quoi, parce que les Français ne croient plus n'importe quoi et quand vous voyez les gens dire : la croissance va revenir par la croissance, il faut répondre : c'est du baratin, la croissance, cela se construit par la modernisation de l'économie que nous avons contribué à refaire. La croissance de 1986, 1987, 1988 sera plus forte que celle que nous avons connu dans le passé, mais plus forte, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de limites. Et quand on regarde ces limites, on s'aperçoit d'une chose qu'il faut que nous ayons bien tous en tête, c'est qu'il nous faut la croissance la plus forte possible, mais que tous les taux de croissance envisageables pour l'économie française dans les années qui viennent, et c'est aussi vrai pour les économies qui nous entourent, que ce soit celle de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Italie, ne suffiront pas, même les plus forts, à ramener le chômage à un niveau qui paraîtrait décent. Donc, il faut d'autres moyens, et les propositions qui vous sont faites dans ce texte consistent à utiliser un peu toute la palette tous les moyens au premier rang desquels l'aménagement du travail, avec des éléments assez lourds, assez forts, je crois, sur la manière de conduire cet aménagement du temps de travail.
Il y a d'autres moyens que celui-là, ceux qui touchent à la formation, ceux qui touchent à la mobilité, à la facilité qu'on peut donner à la mobilité des travailleurs qui voudraient changer d'emploi en termes de reconversion, de formation. Il y a des ensembles dont il faudrait que nous discutions avec, comme question centrale, de mon point de vue : oui, aller le plus loin possible dans la

Fondation Jean Jaurès

croissance la plus forte possible, mais ne pas tout espérer de la croissance pour résoudre dans les années qui sont devant nous... nous parlons d'une législature, peut être simplement des deux ans qui nous séparent de l'élection présidentielle... tous les problèmes.
Dans ces années là, on ne peut pas tout attendre de la croissance, on peut attendre tout ce dont on se donne les moyens, mais pas tout, et donc se donner d'autres moyens de lutte contre le chômage.
Deuxième grand thème : l'ensemble prélèvements obligatoires et protection sociale.
Sur les prélèvements obligatoires, mes camarades, je crois que le débat doit être ouvert entre nous. Certains continuent de dire, c'était au Bureau exécutif de mercredi dernier, que nous devons afficher une baisse des prélèvements obligatoires dans la législature qui vient.
Ce n'est pas l'opinion qu'a retenu la Commission de travail, mais il faut en débattre en en connaissant les conséquences : autant le coup de frein qui a été donné par le Président de la République au cours de la législature aux prélèvements obligatoires était indispensable, autant il faut savoir si nous voulons nous inscrire pour plusieurs années dans cette logique avec les conséquences que cela a en termes de protection sociale.
Il y a là un débat que notre Convention doit trancher.
Parce que, par ailleurs, la protection sociale est quand même un des thèmes majeurs de notre discours. La modernisation, certes, personne ici - j'espère ne pas me tromper - n'est contre la modernisation, mais pas n'importe quelle modernisation et dans notre Convention d'Evry, au mois de décembre dernier, "Modernisation et progrès social", nous avions bien associé ces deux idées que la modernisation, oui, mais la modernisation de gauche, celle qui s'accompagne du progrès social et d'ailleurs, selon nous, celle-ci n'est possible que par le progrès social, et dès Evry, nous proposions de mettre en place un revenu minimum qui est une idée qui fait partie du patrimoine du Parti depuis plus longtemps que la presse ne fait semblant de le dire ces jours-ci.
Revenu minimum parce qu'il ne faut pas que cette modernisation laisse de côté, sur le bord de la route, une partie de la population entraînant ce dualisme que les Socialistes ont toujours refusé.
Modernisation avec le progrès social, mais une partie de ce progrès social, c'est assurer à chacun qu'il ne reste pas sur le bord de la route, et donc problème de prélèvement obligatoire.
On ne peut donc pas dire à un bout : "Baissons les impôts", et à l'autre bout : "Mettons en place un revenu minimum". Il faut que nous ayons dans notre discours au moins ce minimum de cohérence, surtout que la plateforme que vous avez, ou le document de base plutôt que vous avez entre les mains va plus loin. Il développe une autre idée qui était dans notre motion de Toulouse, mais de façon plus raccourcie, et cette autre idée, c'est que, dans la mutation technologique que nous vivons, il faut que les Français prennent plus de risques, sinon nous n'arriverons pas à nous adapter à cette mutation technologique. Mais notre culture européenne, pas seulement française mais européenne, est telle

qu'on ne prendra pas plus de risques en diminuant la protection sociale, comme le dit la Droite ; on ne prend pas plus de risques dans notre pays à condition que ces risques soient répartis sur la collectivité et que nous ayons mutualisé le coût de la mutation technologique. Le texte que vous avez entre les mains fait une proposition en ce sens, qui consiste à dire : au lendemain de la guerre, les principaux risques qui étaient devant nous étaient la maladie, la vieillesse, plus tard les accidents du travail, le chômage, et ce qui a fait, sous la pression d'ailleurs des forces de Gauche, que notre société est devenue une société plus Socialiste, c'est que nous avons réparti le coût de ces risques sur l'ensemble. Nous n'avons pas laissé ceux qui sont malades payer seuls leur maladie ; nous n'avons pas laissé les vieux se débrouiller tout seuls pour constituer leur retraite. Nous avons mutualisé sur l'ensemble de la collectivité les coûts collectifs.

Aujourd'hui, nous sommes devant un autre risque qui est que la mutation technologique nous fait vivre en dix ans, en quinze ans, cela ne s'est jamais vu de façon si courte dans l'histoire, un changement de mode de production.

Pour nous adapter à cela, il y a des coûts et je dis, moi, qu'il serait injuste que ceux qui sont dans des branches en déclin ou dans des entreprises qui n'ont pas été modernisées par leur patron à temps, soient les seuls qui supportent le coût de la mutation.

Si nous voulons que cette mutation se fasse, il faut que nous en répartissions les coûts sur l'ensemble de la collectivité. C'est une extension de la sécurité sociale, c'est une nouvelle branche de la sécurité sociale qu'il faut construire ; c'est un grand dessein pour les Socialistes. Bien sûr, cela a un certain coût, même si le coût est moins important qu'on peut le craindre, car beaucoup de dépenses qui, aujourd'hui, existent dans l'aide sociale, par exemple, peuvent être reconverties et rendues plus efficaces par la procédure qui vous est proposée. Il reste qu'il peut y avoir un coût supplémentaire et la question est de savoir si nous voulons nous donner les moyens ou pas d'une forme de mutualisation du risque, d'une forme de répartition des difficultés de la crise sur l'ensemble des Français et pas simplement sur ceux des travailleurs qui sont le plus exposés.

Troisième grand axe sur lequel je pense qu'il faut que notre Convention débatte et, bien entendu, je vais m'arrêter à cinq axes et il y en a d'autres que vous pourrez soulever.

Troisième axe : le secteur public. Camarades, de grâce, ne tombons pas dans le discours, plutôt dans le filet que la Droite nous tend, en essayant d'expliquer partout que moins il y a de secteur public, mieux on se porte. Je ne dis pas que plus il y a de secteur public, mieux on se porte, mais je dis que, dans nos Etats occidentaux, dans nos démocraties industrielles, on s'aperçoit que celles qui marchent le mieux sont celles dans lesquelles l'Etat est le plus efficace. Il faut donc que notre Etat soit le plus efficace. Cela ne signifie pas qu'il faille moins d'Etat. S'agissant du secteur public, il faut avant tout que nous ne soyons pas défensifs, et ce point a été soulevé au Bureau exécutif mercredi, je crois qu'il est fondé. Nous croyons à un fonctionnement mixte, comme l'a dit le Président de la République, ce n'est pas un mauvais terme du tout, de l'économie. Ce qui est important, c'est la part du secteur privé et du secteur public. Ce n'est pas

obligatoirement le contour de ces deux secteurs. Il y a des choses qui peuvent passer de l'un à l'autre, à condition que des choses passent de l'un à l'autre.
En même temps que la loi évoquée dans le document de base nécessaire au bon fonctionnement du secteur public, il y a une question peut-être plus importante qui vous est posée et qui est l'idée de la nationalisation. L'idée de secteur public doit-elle rester une idée des années 50 ? N'y a-t-il pas dans les entreprises publiques une idée moderne ? Doit-on accepter ce que dit la Droite, et parfois au-delà de la Droite, l'idée selon laquelle la nationalisation est une idée "ringarde" - passez-moi l'expression. Moi, je ne le crois pas. Peut-être ce qui est une idée un peu ancienne aujourd'hui, c'est la nationalisation des gros pachydermes, la nationalisation d'entreprises qui ont été créées il y a dix ans, vingt ans, cinquante ans, mais il y a une autre idée beaucoup plus forte qui est que le secteur public peut créer des entreprises. Pourquoi, aujourd'hui où nous avons besoin de créer des petites et moyennes entreprises, où chacun sait que celles-ci sont plus dynamiques que les grosses, où ces entreprises doivent être créées dans des secteurs à hauts risques de nouvelles technologies, pourquoi est-ce que le secteur public ne serait pas créateur d'entreprises ? Il y a là une piste d'extension du secteur public non pas par transfert de la propriété du privé au public, mais tout simplement par vie, par génération d'entreprises publiques, et là, nous avons un domaine dans lequel nous pouvons être inventifs et dans lequel nous serons utiles à la nation.
Cette proposition est un peu détaillée dans le texte. Je souhaiterais, pour ma part, qu'elle puisse être discutée par notre Convention. Ceci, bien sur, va de pair avec la planification car où créer des entreprises ? Comment les créer ? Comment coordonner l'ensemble ? C'est à travers les procédures des contrats de plan. On voit le lien qu'il y a entre cet essaimage d'entreprises publiques nouvelles, de PME publiques, et la planification.
Quatrième point. Le document est, je crois, assez disert sur le problème de la démocratisation des droits des travailleurs. Là aussi, nous avons un débat. Nous ne devons pas nous le cacher, camarades. La Droite nous parle de flexibilité. Nous ne voulons pas de cette flexibilité. Nous savons que c'est un retour sur les acquis des droits du travail. Nous ne voulons pas un code du travail qui soit flexible au sens où il serait en caoutchouc. Mais est-ce que cela doit dire, d'un autre côté, que rien ne doit jamais bouger, que rien ne doit jamais s'adapter à la mutation technologique ? Bien sûr que non. Nous sommes pour la mobilité si nous ne sommes pas pour la flexibilité et si nous sommes pour refuser le caoutchouc, il ne faut pas refuser le tapis roulant. Il y a là une distinction que nous devons avoir.
Qu'est-ce qui ressort de la flexibilité patronale que nous voulons refuser ? Et qu'est-ce qui ressort de l'adaptation de nos Conventions collectives, de notre droit du travail au nouveau mode de production ? Je prends juste deux exemples. Nos Conventions collectives, notre droit du travail est organisé sur une conception qui, maintenant, a cinquante ans, a cent ans, et qui est l'idée que les carrières sont surtout des carrières à l'ancienneté. Nous savons que ceci bouge, que les connaissances se dévalorisent rapidement. Le jeune ingénieur est a priori

plus utile pour l'entreprise que l'ingénieur plus âgé qu'il faut reformer aux nouvelles technologies. Les carrières ne sont donc plus totalement des carrières à l'ancienneté. Il faut que nos Conventions collectives soient capables d'intégrer ce phénomène.
Autre exemple. Nous savons combien la télématique et autres "tiques", vont pouvoir développer des choses comme le travail à domicile. Si ce travail à domicile est souhaité par les Français, on ne peut pas s'y opposer, mais même s'il est souhaité, il faut que les conditions du droit au travail soient assurées, il faut donc que nous nous adaptions, que nous réfléchissions avec les partenaires sociaux aux modalités qui peuvent faire avancer les garanties que nous avons conquises pour le travail localité, le travail en usine, le travail en atelier, vers d'autres secteurs qui peuvent se développer.
Il y a des réflexions à mener bien au-delà de savoir s'il faut permettre de la flexibilité au sens où monsieur Gattaz le prétend. Il y a des éléments d'évolution de nos pratiques sociales auxquels nous devons réfléchir.
Cinquième thème : les libertés. Aucun ici ne peut croire que les Socialistes ne soient pas les meilleurs défenseurs des libertés et dans tous les domaines, ceux du droit des femmes - je vois ici Yvette qui nous quitte - mais aussi bien d'autres, ceux de la communication, ceux de l'immigration. Les Socialistes sont les garants des libertés dans ce pays.
Le texte qui vous est proposé n'avance pas de réformes tonitruantes sur ce sujet. Il avance quelque chose qui est beaucoup plus révolutionnaire encore, me semble-t-il, c'est dans le brouhaha libéral et les tentations xénophobes qui envahissent une partie de notre population, de maintenir ferme le cap qui est celui des Socialistes sur les libertés.
Enfin, dernier grand thème qui, je crois, mérite une discussion pour nous : c'est celui de la construction de l'Europe et de la défense.
Dans la construction de l'Europe, nous pouvons, si nous voulons, proposer d'aller plus loin, non pas tellement par les réformes institutionnelles, encore qu'il en est d'importantes, mais surtout par des politiques à mener. J'évoquais tout à l'heure les grands travaux européens ; il y a bien d'autres politiques européennes que nous pouvons mener, notamment celles qui concernent une avancée plus rapide vers une monnaie européenne, notamment celles qui concernent une protection plus efficace contre l'extérieur de l'Europe, moins de frontières en Europe, fin de tout élément de discrimination tarifaire en Europe, oui, mais une meilleure protection de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur, oui aussi. Cela, ce sont des éléments de construction de l'Europe. Ils méritent discussion entre nous, comme méritent discussion entre nous des points sur la défense.
Alors, nous sommes à une étape. Nous avons un document de base, nous devons passer à une plateforme plus politique, plus dynamique, plus légère aussi pour pouvoir être lue par tous ceux auxquels nous voulons l'adresser.
Certains ont dit que le document qui vous avait été distribué était trop dense. Moi, je voudrais bien savoir qui cela gène, qu'un document soit trop dense et qu'il contienne trop de choses.
Effectivement, il y a eu une élaboration collective. Beaucoup de camarades ont

Contribution Jean-Jaurès

apporté des idées. On ne peut plus dire, comme c'était la tentation de certains, qu'il y a dans ce parti des gens qui ont le monopole des idées.
A part cela, je ne vois pas qui cela pourrait gêner qu'il y ait du contenu dans ce document. Tout ne doit pas être repris au niveau de notre plateforme politique, mais la Commission à laquelle le Bureau exécutif avait confié cette mission a voulu réunir, digérer et synthétiser dans un document complet l'ensemble des propositions que les Socialistes voulaient soumettre à la discussion entre eux, et c'est ce que nous devons faire aujourd'hui.
Alors je finis d'un mot. Nous avons vécu deux phases du septennat de François Mitterrand : nous avons vécu la phase de la réforme, nous avons construit le socle du changement, selon l'expression qui est bonne. Après, nous avons vécu la phase de la rigueur, parce que le socle du changement, il était lui-même assis sur un socle ancien pas très solide, et il a fallu reconstruire ce qui, dans le passé, n'avait pas été construit solidement, et c'est la phase de la rigueur, la phase de la reconstruction, et elle a été dure pour beaucoup d'entre nous et pour une large partie de la base sociale des Socialistes.
Maintenant, nous avons devant nous à préparer une plateforme pour la troisième phase du septennat de François Mitterrand : cette troisième phase, c'est celle de la réussite.
La réforme, la rigueur, la réussite.
La réussite par les résultats, mais aussi la réussite par la responsabilité. Nous avons des résultats, cessons de nous flageller nous-mêmes en disant que ce n'est pas très bien et que l'on aurait pu faire mieux. Nous avons de très bons résultats.
Nous avons eu la réforme, nous avons eu la rigueur. Je propose que notre plateforme nous invite maintenant à la troisième phase sous le triple chapeau de la réussite, des résultats, mais aussi de la responsabilité.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Dominique Strauss-Kahn. Nous engagerons donc le débat sur son rapport cet après-midi. Avant de lever la séance, je vais donner la parole à Jean Poperen, mais j'ai deux communications à vous faire.

- La première est d'ordre tout à fait matériel. On me dit que des tickets-repas sont en vente à l'accueil. Que ceux qui sont intéressés veuillent bien les prendre en sortant, tout à l'heure.
- La deuxième est que nous allons vous donner connaissance des Commissions, mais comme elles sont en train d'être mises au point je donne d'abord la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen

Vous aurez connaissance dans quelques instants des propositions pour la Commission générale des résolutions.
Le groupe de travail, Commission permanente, qui siège depuis des mois, commencera, lui, à fonctionner dès le début de l'après-midi, pendant que s'engagera le débat que vient d'ouvrir le rapport de Dominique Strauss-Kahn. Je demande donc aux membres de ce groupe de travail, Commission permanente,

Coll. Fondation Jean Jaurès

que nous nous retrouvions à 14 h 30, au bureau 5 de l'Assemblée, de l'autre côté de la rue.
Je rappelle à tous ici que, comme nos travaux vont tout de même durer quelques heures - il faut prévoir que, partout où l'on considère qu'il y a encore des difficultés, des problèmes à réduire, nous ayons une consultation avec nos camarades des fédérations, les élus, etc. - ils doivent rester tant que cette Commission n'aura pas fini de travailler. Je ne suis pas sur qu'elle aura fini très tôt dans la soirée. Donc, prenez les dispositions nécessaires.
Je passe à l'autre point, très rapidement.
Dans les dossiers qui vous ont été remis, il y a une note à usage essentiellement des secrétaires fédéraux - mais elle peut être utile pour tous - pour que se systématise ce qui a déjà été engagé - il y a d'ailleurs eu une première circulaire, et puis je sais que les camarades y pensent sans qu'il soit besoin de le leur rappeler - pour la campagne sur l'inscription sur les listes électorales. C'est un peu le premier acte de la campagne proprement dite.
N'oublions pas que les dernières indications dont nous disposons continuent à montrer que notre électorat reste, à l'heure qu'il est, le moins motivé en général, et qu'il est celui - c'est un signe de sa faible motivation - qui apparemment a le moins assimilé pour le moment le mécanisme nouveau du scrutin, d'où le grand risque du second tour.
Pourquoi dis-je tout cela par rapport aux listes électorales ?
Parce que nos réserves - nos fameuses réserves - sont évidemment du côté des abstentionnistes actuels, mais parce qu'une deuxième réserve, si vous voulez, est du côté de ceux, plutôt sympathisants de nos idées, qui ne sont pas abstentionnistes... parce que pour le moment ils ne sont même pas inscrits sur les listes électorales !
Nous avons, en gros, trois catégories de gens non inscrits dans leur commune.

- Les jeunes d'abord. Il semble, aux premières indications, qu'il y ait un mouvement assez fort en général d'inscription des jeunes.
- Ensuite, les gens qui ont récemment changé de domicile, notamment dans les grands centres urbains ; aujourd'hui, la mobilité est forte, vous avez un renouvellement rapide. Si donc nous n'y veillons pas, les gens, par négligence, se réveilleront le jour du scrutin, ou quelques jours avant, non inscrits, et plus - croyez-le bien - dans notre électorat que dans l'électorat de droite, à coup sûr
- Enfin, les gens qui n'ont jamais été inscrits. Là, les réserves ne doivent pas être considérables, car il est sûr qu'il est plus difficile de les faire bouger, mais tout de même, cela existe.

Sont donc énumérées un certain nombre d'initiatives que je ne reprends pas ; vous savez lire la note comme moi.
Par contre, pour des raisons bien évidentes, nous n'avons pas indiqué dans ce document un certain nombre de directives, qui restent donc orales - parce que justement, celles-là, je voudrais que vous en preniez bonne note - qui ne peuvent être mises en œuvre que lorsque nous avons la responsabilité de la municipalité, ce qui se produit tout de même dans un nombre de cas important et ce qui, en

Coll. Fondation Jean-Jaurès

général, correspond à des zones de forte influence, par définition, où justement - j'y insiste, cela se vérifie par ma propre expérience - le déchet, si j'ose dire, qui tient à l'arrivée de nombreux jeunes et à la mobilité ou à la rapidité de mobilité des citoyens, risque d'être très fort si nous n'y prenons garde.
De quels documents pouvons-nous nous servir ?
D'abord, les jeunes appelés. Je crois qu'il faut que nos services qui auront affaire aux jeunes appelés, systématiquement, les interrogent sur leur inscription sur les listes électorales. L'expérience prouve que, dans l'immense majorité des cas, une fois la question posée, ils sont d'accord, bien entendu, pour s'inscrire, mais si on ne le leur demande pas, ils n'y pensent pas.
Donc, là, il y a déjà une première chose qui concerne les jeunes classes d'age.
Ensuite, pour les changements de domicile, une confrontation des listes électorales peut être faite avec les listes d'inscription des enfants dans les groupes scolaires. Par définition, cela concerne les familles qui ont des enfants, mais cela en fait quand même pas mal. Là, c'est assez facile et rapide de vérifier quelles sont les familles nouvelles arrivées dans tel quartier, dont les gosses vont à l'école, mais qui ne sont pas sur les listes électorales.
Tout cela est relativement simple.
Le reste est moins facile et demande du temps. Je veux parler de la confrontation - cela peut se faire partout, pas seulement si nous avons la direction de la municipalité - des listes d'inscription sur les listes électorales, dont je vous rappelle qu'elles sont ouvertes à tout citoyen - on peut en demander la consultation... la photocopie, l'enregistrement est généralement refusé, compte tenu que c'est un travail assez long - avec les listes dont peuvent disposer les services des PTT ou les préposés pour leurs tournées. Il faut voir avec eux... C'est assez artisanal, mais c'est quand même un moyen relativement sûr de vérifier les nouvelles arrivées.
Et puis, il y a tout simplement - même si tout le monde n'a pas encore le téléphone, c'est quand même un instrument de plus en plus répandu - l'annuaire, avec cette difficulté qu'aujourd'hui, je crois, dans toutes les villes, y compris à Paris, il n'y a plus de classement par rues, ce qui rend naturellement les choses un peu compliquées.
Il peut y avoir d'autres éléments, mais je crois que ce sont là les principaux.
Nous avons quelque sept semaines devant nous, ce n'est pas trop. Le travail est souvent engagé déjà, il est important. A notre avis, il ne peut être mené efficacement que s'il est organisé par nos sections, éventuellement nos municipalités, par bureau de vote. Je fais d'ailleurs observer que c'est un premier acte de prise de contact avec les éléments de la population et que, ce faisant, nous entrons de plain-pied dans une campagne sur le terrain, comme nous disons, avec beaucoup de gens que nous rencontrerons.
Merci.

Le président - Merci.
Je demande maintenant à Marcel Debarge de donner les propositions pour les Commissions électorales et pour la Commission des résolutions.

Collection Jean Jaurès

Marcel Debarge

Si tu le permets, Claude, une petite rectification.
Il s'agit d'une Commission des résolutions qui se scindera ensuite en sous-Commission sur le programme et en sous-Commission sur les élections. Il s'agit bien d'une Commission centrale, en quelque sorte, qui se réunira dans un premier temps avec tout le monde, et qui se divisera ensuite ; périodiquement, il y aura peut-être nécessité - et pour le moins à la conclusion - que la Commission centrale se réunisse.
Vous allez peut-être sursauter au chiffre que je vais vous annoncer, qui a été obtenu d'un commun accord. C'est un chiffre important, mais il faut bien dire que les deux sous-Commissions en question, sous-Commission programme et sous-Commission élections, vont elles-mêmes se scinder très vraisemblablement en plusieurs groupes. C'est ainsi que la sous-Commission élections va fonctionner pendant un certain temps dans un groupe de travail qu'elle désignera en son sein, pour avancer les choses à un tout petit nombre, qui sera autour du groupe de travail qui a fonctionné jusqu'à présent dans les travaux préliminaires qui ont eu lieu depuis quelques semaines, voire quelques mois.
Si on a bien construit cette structure-là, on voit que, si le chiffre est important, il sera diminué en fonction des groupes de travail qui se diviseront, et surtout en raison du fait que cette Commission siégera la plupart du temps sous ses deux, trois ou quatre formes, en dehors ou pratiquement en dehors des séances plénières de la Convention.
Cette Commission centrale aura lieu vraisemblablement en fin d'après-midi ?...

Jean Poperen - Oui, je pense. La logique serait que ce soit dans les moments qui suivront la fin de nos travaux, sauf si, à ce moment-là, on décide de se donner un certain délai compte tenu de la lenteur prévisible d'avancement du groupe de travail permanent qui va siéger à partir de 14 h 30, mais qui a du pain sur la planche. Je crois que l'appréciera à ce moment-là, si tu es d'accord, Debarge...

Marcel Debarge - Oui, je suis d'accord.

Jean Poperen - ... Quand le débat plénier sur le rapport Strauss-Kahn sera terminé. C'est à ce moment-là qu'on pourra dire : on réunit la Commission tout de suite, ou dans une heure, ou dans deux heures, suivant l'avancement de nos travaux de l'autre côté de la rue. On peut se téléphoner...

Le président - Donc, je résume : le groupe de travail commencera à 14 h 30, le débat sur le rapport Strauss-Kahn commencera ici, en séance plénière, à 15 heures - je vous demande d'être là à 15 heures précises - et nous verrons en fin d'après-midi pour la réunion de la Commission centrale des résolutions.
Maintenant, la composition, s'il te plait, Marcel.

Marcel Debarge - Le nombre de membres de la Commission est de 112...

(quelques murmures)... Vous auriez certainement sursauté beaucoup plus si je n'avais pas pris la précaution, tout à l'heure, de l'annoncer ! Encore une fois, elle va se scinder.
Nous avons également prévu des suppléants. En effet, il y a des gens - quelle que soit l'ex-sensibilité - qui ne sont pas là pour l'instant et nous ne sommes pas certains qu'ils viendront. Donc il a été prévu des suppléants, ce qui me parait une formule logique. Mais cette Commission centrale des résolutions se réunira vraisemblablement hors séance plénière de la Convention, donc n'y voyez pas une interruption des travaux de la Convention ; tout au moins, nous essayerons de respecter cela au plus près.
Pour la motion 1, ex-sensibilité A - tout le monde peut comprendre... le Premier secrétaire me suggère de lire les noms simplement, chacun y reconnaîtra les siens !... (rires)...
- Partie sous-Commission élections : (lecture de la liste).
- Suppléants : (lecture de la liste).
- Partie programme : (lecture de la liste).
- Suppléants : (lecture de la liste).
- Commission des résolutions, suite...
- Partie élections : (lecture de la liste).
- Suppléants : (lecture de la liste).
- programme : (lecture de la liste).
- Suppléants : (lecture de la liste).
- Partie élections : (lecture de la liste).
- Suppléants : (lecture de la liste).
- Partie programme : (lecture de la liste).
- Suppléants : (lecture de la liste).
- Partie élections : (lecture de la liste).
- Suppléants : (lecture de la liste).
- programme : (lecture de la liste).
- Suppléants : (lecture de la liste).

Voilà pour la liste de la Commission centrale qui, encore une fois, se réunira en groupe de travail ; j'invite les suppléants à être présents bien sûr car ils serviront certainement à remplacer les titulaires. En tout état de cause nous verrons cela au moment où aura lieu la réunion, quant au lieu et à l'heure de cette réunion, ils vous seront indiqués au début de la séance plénière de la Convention cet après-midi.

Le président - Qui débutera à 15 heures et je vous demande d'être là vraiment à 15 heures précises pour que nous avons le temps d'avoir un débat précis.
Merci.
La séance est suspendue.

Parti Socialiste
Convention nationale à Paris

Confédération Jean-Jaurès

9 et 10 novembre 1985

Séance du samedi 9 novembre 1985 (après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Le Pensec.

Le président (Louis Le Pensec)

Chers camarades, nous reprenons nos travaux avec la discussion suite à la communication de Dominique Strauss-Kahn. Et, devant la tâche qui nous attend durant ce week end, je vous invite au silence.
J'ai déjà un certain nombre d'intervenants. Tout d'abord Gérard Gaume, puis Christian Goux : les autres demandes d'intervention devront simplement être communiquées par écrit à la tribune.
Gérard Gaume, tu as la parole.

Gérard Gaume

Chers camarades, si j'ai bien compris les enseignements du dernier Congrès, les dernières expressions de la Direction nationale du Parti, du directeur de campagne, la prochaine campagne électorale sera donc une campagne Droite/Gauche.
Par conséquent, il me semble que nous devons, y compris dans notre projet de programme de plateforme, être cohérents avec cette affirmation et, de ce point de vue, notamment après ce qu'a dit Dominique Strauss-Kahn ce matin, j'ai noté avec satisfaction qu'il était prévu un document plus resserré, plus percutant, mais je crois également qu'il y a peut-être nécessité également d'avoir un document peut-être plus nette politiquement.
Je ne voudrais pas entrer dans le détail, je bénéficie du privilège de participer à la Commission chargée d'élaborer ce document, que j'ai découvert ce matin, donc je n'ai pas pu le parcourir entièrement, mais il me semble que nous avons besoin dans l'opinion publique de propositions immédiates et beaucoup plus clairement perceptibles, du même type que celles que nous avons eues dans le passé, telle que la cinquième semaine, la retraite à 60 ans.
Il me semble également que, dans l'ordre des priorités de présentation des choses, nous devons, c'est mon opinion, mettre le progrès social avant l'exigence de la modernisation, non pas que je sois contre la modernisation, mais c'est bien aussi un moyen d'obtenir le progrès social.
Je pense également que nous devons réaffirmer très clairement le rôle de la participation des travailleurs comme condition et facteur du progrès économique de la modernisation et donc réaffirmer le rôle et l'extension de la démocratie notamment dans l'entreprise, dans les décisions économiques et de ce point de vue là la nécessité de défendre et même de continuer à étendre les droits des salariés, avec une mention particulière peut-être pour les nationalisations qui apparaissent je crois assez clairement comme une réussite économique, mais qui du point de vue de la vie démocratique reste encore un grand point

Fondation Jean-Jaurès

d'interrogation.
Il me semble également que nous devons marquer très fort la nécessité de contrôler l'affectation des fonds publics notamment aux entreprises.
Je voudrais revenir maintenant à trois autres observations pour signaler :
- Que nous sommes déjà en campagne électorale, même si effectivement le signal de départ viendra probablement avec le prochain rassemblement du 29 novembre notamment, mais si je dis cela, c'est parce qu'il me semble que toute décision gouvernementale, notamment lorsque celle-ci porte sur le fond, doit à mon avis s'inscrire forcément dans cette campagne, sans être une composante et il paraît absolument indispensable plus que jamais, et probablement beaucoup plus que cela a pu être fait jusqu'à maintenant, qu'il y ait une concertation permanente pour qu'il y ait, avec la direction du Parti, une cohérence d'action, ce qui amène forcément à ce que le poids du Parti soit peut-être plus déterminant que cela n'a été le cas dans la période passée.
- Deuxième observation, qui se situe dans le champ de l'actualité, et là je développe un point de vue peut-être très personnel, c'est un projet de projet de loi qui fait beaucoup parler, notamment concernant l'aménagement du temps de travail. C'est un sujet très important et il y a des choses à faire, y compris dans la plateforme qui nous est proposée où figurent des choses intéressantes, j'y reviendrai d'ailleurs. Les raisons avancées semble-t-il du côté du gouvernement pour ce projet de loi sont :
- d'une part, qu'il se fait des tas de choses dans les entreprises, qui partent un peu dans tous les sens, je connais assez bien le problème pour pouvoir dire quand même que si c'est vrai cela ne prend pas encore aujourd'hui des proportions gigantesques,
- d'autre part, il est avancé l'idée qu'il vaut mieux prévenir une plus grande, même peut-être une totale flexibilité de la part de la Droite dans un autre contexte politique.
Alors je ne peux pas souscrire à ce point de vue, il me semble d'ailleurs qu'en période électorale ce n'est pas le genre d'argument que l'on doit avancer, et ce n'est, pas non plus ce que j'ai retenu du Congrès de Toulouse, et de toute façon, quel que soit le résultat des élections ce n'est pas ce qui sera fait maintenant qui sera le plus important, le plus important c'est ce bien le sort de la Gauche et du Parti Socialiste et donc du rapport de force, ainsi que la meilleure façon de résister à d'éventuels projets de la Droite. C'est un peu comme si on se lançait un peu dans la voie de la dénationalisation pour éviter de plus grandes dénationalisations.
D'autre part on peut se poser la question de savoir s'il est politiquement opportun de mettre en œuvre un tel projet de loi, alors qu'il apparaît évident qu'aujourd'hui, donc dans une situation précise et concrète, qu'aucun résultat concret immédiat n'est à attendre d'ici mars 1986.
Je pose la question : quel bénéfice politique d'ici mars 1986 et pour mars 1986 ?
Je crois que dans la période présente, on aurait simplement à subir des inconvénients et non pas les avantages, à mettre en œuvre un tel projet de loi.
Ma troisième et dernière observation, qui se situe dans la cohérence de ce que je

disais au début, vise l'avenir du code du travail.
Son histoire représente un acquis considérable, oui les luttes ouvrières et salariales, qui a toujours été dans un sens positif et je ne vois pas de raison de ne pas continuer dans ce sens.
Bien entendu il peut y avoir des évolutions nécessaires, c'est clair, et pas seulement des additions, et donc des modifications sont sans doute à envisager, il y en a eu d'importantes en 1982, et des modifications législatives.
Or dans le projet, dans la plateforme qui nous est soumise, dans les toutes premières pages, il nous est proposé à un certain endroit que les Conventions de branche adaptent les principes du code du travail et j'insiste sur le mot "principe" parce que c'est celui qui figure effectivement dans le texte, et j'en ai discuté avec l'auteur du texte qui a lui-même reconnu que ce n'était pas un bon terme. Je crois que c'est très important, nous avons en effet besoin de clarification entre nous là-dessus ; qu'il soit nécessaire que les Conventions adoptent des modalités d'application, c'est clair, mais les principes, non. Les Conventions sont faites, comme les accords d'entreprises d'ailleurs, pour appliquer et améliorer les droits des travailleurs, notamment ceux contenus dans le code du travail, mais pas pour en retrancher ni y déroger ; parce qu'adapter les principes, cela sous-entend inévitablement un aspect très pervers, c'est en fait entamer le processus de contractualisation du droit du travail et finalement le faire au bout du compte disparaître.
Cela me paraît effectivement quelque chose contre quoi il faut s'élever, je suis très nettement et très clairement contre et cela ne doit pas à mon avis figurer dans notre plateforme électorale. Nous avons au contraire besoin de consolider le code du travail afin d'élever le minimum garanti dans toutes les entreprises ; il faut quand même savoir, sans rêver, que compte tenu de l'état actuel du mouvement syndical, il est nécessaire d'avoir ce type de garantie.
Il faut d'autre part s'appuyer sur ce code du travail pour placer la négociation des Conventions de branches et les accords d'entreprises dans les meilleures conditions. Cela me semble être aussi la traduction d'une très nette position de gauche dans une campagne "Gauche/Droite".
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant, dans le silence, à Christian Goux. Ensuite Jacques Huntzinger.

Christian Goux
Chers camarades, ayant participé avec quelques autres à la rédaction du document de base, mes réflexions ne seront naturellement que ponctuelles, puisque je ne reprendrai pas tout ce qui a été développé ce matin, Dominique Strauss-Kahn vous en a fait un exposé très complet.
Il faut dire que maintenant que nous sommes en présence de quelque soixante-dix pages, on se rend compte naturellement de sa grande richesse et aussi de la difficulté de sortir de ce texte un document de quinze pages comme certains

d'entre nous le souhaitent pour s'orienter vers une campagne plus dynamique.
Je voudrais simplement insister sur deux points.
Le premier concerne le problème de l'emploi et de la croissance.
Je crois que, là, nous sommes devant une difficulté qu'on rencontre d'ailleurs non seulement à propos de l'emploi et de la croissance, mais à propos de toutes les pages du document.
Quand nous avons fait la campagne de 1981 sur l'emploi, qu'est-ce que nous avons dit ? Notre thème central était, est tout d'abord l'emploi, mais derrière ce thème, nous avancions finalement, même sans le chiffrer, une obligation de résultat beaucoup plus qu'une obligation de moyens. Finalement, nous laissions entendre que le chômage étant à ce moment-là à un niveau assez élevé, quand nous arriverions au pouvoir, nous le diminuerions, certains pensaient qu'on y arriverait peut-être, d'autres pensaient que la réduction serait considérable, mais au niveau de la conscience collective, le message que véhiculait l'obligation de résultat nécessitait que, pour l'atteindre, nous développions une certaine politique économique.
Evidemment, la problématique maintenant est différente. Après cinq années d'exercice du pouvoir, on a mesuré les difficultés d'atteindre un objectif que l'on s'est fixé, et naturellement ce document pêche un peu parce qu'il privilégie cette fois-ci uniquement les obligations de moyens, sans parler de l'obligation de résultats, et cela, c'est une difficulté que nous avons devant nous, parce qu'on attend de gens qui tiennent le manche qu'ils disent : pour les cinq années à venir ou même simplement les deux années à venir, est-ce que le chômage va reculer, et de combien ?
Or, cette réponse si nous ne la donnons pas, si nous n'avançons pas quelques réflexions montrant qu'en termes pas forcément quantitatifs, mais en indiquant la direction, nous allons améliorer les résultats du chômage, nous tiendrons un discours qui se situera uniquement dans le cadre de l'obligation de moyens et qui n'aura pas l'efficacité et la portée voulues.
A ce niveau là naturellement, nos retrouvons les problèmes de la croissance et de la répartition du temps de travail.
Pour la croissance, je voudrais ajouter un mot. On pense que la croissance de l'économie française, un de ses principaux obstacles, c'est la contrainte extérieure, contrainte extérieure que nous n'arrivons pas à briser, parce que l'appareil productif français était vétuste et que la modernisation serait la condition nécessaire.
Certes, je crois que nous avons raison, mais si cet obstacle était vaincu, il y a d'autres limites à la croissance, et je crois que nous aurions peut-être intérêt à développer cela. C'est en lisant le document que le manque m'est apparu.
Vous savez, chers camarades, ce que certains d'entre nous pensent aujourd'hui, c'est que, les profits des entreprises étant trop bas, nous avons fait ce qu'il fallait pour les restaurer et finalement nous avons un peu accepté le fameux slogan que nous critiquions il y a cinq ans : les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.
Mais ce qu'il y a derrière, pour la limitation de la croissance, ce n'est pas

tellement la restauration des profits qui fait problème, car je crois que le problème du partage des revenus est d'une autre nature. C'est qu'actuellement la difficulté vient de ce que les investissements ne sont pas orientés, pour des questions financières, vers des industries porteuses d'avenir, et dans ce cadre, je pense que nous aurions intérêt à mettre l'accent sur la nationalisation du secteur bancaire et sa bonne orientation en matière d'utilisation du capital.
Or disons qu'alors que le combat que nous menons pour les nationalisations est actuellement un peu trop orienté vers le secteur industriel, je crois que nous aurions intérêt, je le dis à Strauss-Kahn, à insister sur cet aspect des choses.
Le deuxième point sur lequel je voudrais insister, c'est le problème des prélèvements obligatoires. C'est une question lourde. Est-ce que dans les années à venir, les prélèvements obligatoires doivent continuer à baisser ou doivent-ils rester au niveau qu'ils ont atteint aujourd'hui ?
C'est une question très importante, parce que derrière les prélèvements obligatoires, il y a les problème de la protection sociale, il y a le problème des dépenses publiques, bref il y a tout le problème de la politique économique de l'Etat.
Chers camarades, je vais vous donner mon point de vue, naturellement, qui n'est peut-être pas partagé par tout le monde. Je crois que c'était bien de voir les prélèvements obligatoires arrêter leur croissance, et même diminuer d'un point. Je pense que maintenant, il faut s'orienter vers une stabilisation des prélèvements et non pas vers une baisse dans les cinq années à venir.
La démonstration est très simple : on parle des prélèvements obligatoires sous l'aspect des recettes, regardons l'aspect des dépenses. En ce qui concerne les dépenses de l'administration publique, les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'Etat, nous avons fait des efforts considérables au cours des trois dernières années, et il sera bien difficile de les réduire encore notablement sans venir compromettre gravement l'appareil productif, ou même simplement le fonctionnement de l'Etat.
Le deuxième poste, c'est le volume des prestations sociales. Le gouvernement a réussi à contenir leur croissance, et maintenant on se rend bien compte qu'on atteint un bloc dur où la croissance ne peut pas être inférieure à moins de 2% en volume par an, ce qui est grosso modo la croissance économique que nous connaissons, et donc diminuer les prélèvements obligatoires, c'est peut-être s'attaquer directement à la croissance des prestations sociales.
Enfin, chers camarades, le troisième poste, c'est la charge des intérêts de la dette qui croît plus vite que le produit intérieur brut et qui donne une contrainte supplémentaire.
Donc je ne vois pas comment on pourrait, à la fois, stabiliser le déficit public, et même éventuellement le réduire, garder le volume des prestations sociales et s'orienter vers une diminution des prélèvements obligatoires, ou alors le discours que nous tiendrons sera un discours qui ne sera pas crédible au niveau quantitatif.
Je crois donc, mais c'est une opinion personnelle et je pense que la Convention devrait poser ce problème, du mois à la Commission et demain matin, qu'il faut

Fondation Jean Jaurès

que nous tranchions sur cette question à laquelle le document de base n'a pas apporté de réponse.
En conclusion, je voudrais dire qu'en ce qui concerne la partie économique, je crois qu'il y a beaucoup de bonnes choses, mais qu'il va falloir choisir dans ce domaine trois ou quatre axes particuliers et s'en tenir là, de façon à ce que le document n'apparaisse pas, comme certains d'entre vous l'on dit, trop flou, et que l'on montre bien ce qui, pour une politique de gauche, est essentiel.
(Applaudissements)

Le président - Jacques Huntzinger.

Jacques Huntzinger

Chers camarades, nous discutons donc à partir du rapport de Dominique Strauss-Kahn de la plateforme que nous adopterons dans les prochaines semaines, et avec laquelle nous allons aller à la bataille pour les élections de mars.
Je crois qu'il est clair dans nos esprits que ce texte n'est ni un nouveau projet, ni un nouveau programme au sens classique de terme. Il ne s'agira pas d'indiquer dans l'ensemble des domaines, y compris dans les petits détails, ce que nous voulons faire, il va s'agir simplement, et c'est tout à fait essentiel, d'adopter une plateforme qui comportera un certain nombre de propositions précises, mais importantes, sur lesquelles les Socialistes s'engagent à mener bataille pour les prochaines années, pour la prochaine législature, à tout le moins pour les deux prochaines années, mais - en tout cas c'est comme cela, pour ma part, que je le considère - au-delà des deux prochaines années, ce texte aura sa valeur à partir du moment ou les propositions qu'il contiendra auront été adoptées et, je crois, constitueront une avancée sur un certain nombre de points, par rapport au texte que nous avons.
Je vous ferai remarquer, chers camarades, que nous sommes peut-être le seul Parti… que nous sommes le seul Parti qui s'efforce, à la veille de chaque grande échéance électorale, en tenant compte de notre expérience, de nos réflexions sur les réalités, et bien sûr dans le cadre de nos discussions, de proposer aux Français des mesures de modernisation, de démocratisation, de transformation de notre société.
Nous l'avons fait étape après étape depuis notre programme de 1971 jusqu'à ce document. Lorsqu'on les rassemble, on s'aperçoit qu'au long de toutes ces années, nous avons avancé dans notre réflexion et qu'à chaque fois nous avons proposé aux Français un certain nombre de mesures que nous avons été capables de mettre en œuvre lorsque nous avons eu le pouvoir, et qui à chaque fois ont fait avancer notre société dans le sens de la justice et de la modernisation.
Alors, je crois que nous pouvons nous enorgueillir de cela. Nous sommes au fond - et l'expression a déjà été employée - le seul laboratoire d'idée au sein de la politique française, nous, Parti Socialiste, et je crois que cela est un élément important de notre force qui est perçue par l'opinion publique.
Alors ce texte, je crois qu'il doit partir du bilan, faire des propositions et être éclairé par une dynamique politique.

Fondation Jean Jaurès

Le bilan : nous sommes d'accord, il sera un point important de la campagne, bilan contre bilan, projet contre projet.
Dans ce texte, le bilan, me semble-t-il ne doit pas être simplement comptable ; il ne doit pas être une addition des bilans présentés par les cabinets ministériels, mais bien une analyse politique de ce que nous avons fait depuis cinq ans.
Pierre Mauroy l'a dit, nous avons bâti le socle du changement. Et puis, je ne dirai pas, pour ma part, que nous avons fait la rigueur, je ne suis pas sûr que ce soit la phrase la plus habile que nous ayons à employer dans la campagne électorale. Je dirai que nous avons montré nos capacités de gestion de notre économie, et ces deux caractéristiques, le socle du changement, les réformes en profondeur et la capacité de gestion constituent, me semble-t-il, notre image actuelle.
Nous Socialistes, pour la première fois, puisque nous sommes restés au pouvoir, pour la première fois de façon durable plusieurs années de suite, nous allons montrer aux Français que tout à la fois nous avons géré le capital de la France mieux que les autres dans les temps de crise, voire dans les instants dramatiques que nous avons vécus pendant cinq ans, nous savons gérer les affaires de ce pays mieux que les autres, mais nous savons également mieux que les autres, et nous sommes les seuls à pouvoir le faire, moderniser la société française, démocratiser la société.
Je crois que c'est cela qui doit ressortir dans le bilan, au travers de ce texte et au-delà du texte, dans la campagne qui va commencer dès les prochaines semaines.
Quant aux propositions, eh bien, elles doivent, me semble-t-il, traduire ce que j'appellerai la nouvelle phase du changement.
Oui, nous voulons une nouvelle phase du changement, nous voulons poursuivre le changement que nous avons entamé en 1981.
Beaucoup de propositions sont contenues dans le texte, il en fourmille. Certaines sont très importantes : le revenu minimum, les grands travaux publics, la protection sociale. D'autres propositions ont été faites : je pense à celles que Pierre Mauroy a présentées récemment au Bureau exécutif sur le logement social, sur l'Education nationale, mais d'autres également ont été faites.
Pour ma part, je ferai rapidement trois ou quatre suggestions.
La première porte sur la politique bancaire. J'ai déjà eu l'occasion de le faire à la Commission d'élaboration du texte. Il me semble que sur le thème des dénationalisations, il faut mettre plus l'accent qu'on ne le fait sur les banques, d'autant plus, on le sait, que le processus de dénationalisation commencerait par les banques et non par les industries. Toutes les propositions de la Droite vont dans le même sens, la dénationalisation commencerait par la trentaine de banques d'affaire que nous avons nationalisées, et c'est là dessus que nous devons argumenter.
Nous devons montrer quelle est l'utilité de la nationalisation des banques d'affaire, le rôle de ces banques, et c'est vrai que peut-être là-dessus notre bilan est nuancé, que nous nous sommes trop coulés dans le moule des pratiques et du fonctionnement classique.
Un secteur public bancaire, Strauss-Kahn l'a dit ce matin, les textes le disent,

Fondation Jean Jaurès

mais il faut le faire plus nettement, doit servir à moderniser l'économie par les capitaux à risques, par l'aide à la création d'entreprises, par l'aide au secteur PME/PMI, par le lien avec le développement régional et toutes les liaisons entre les banques d'affaire régionales et les acteurs publics régionaux.
Je crois que cette liaison entre banque et investissements nationaux - ne reprenons pas le débat sur la force nationale d'investissement - en tout cas le lien entre les banques d'affaire et une politique d'investissement pour la modernisation doit être affirmée clairement dans ce texte par rapport au projet de la Droite.
Ma deuxième suggestion porte sur la croissance et la Communauté Economique Européenne. Cela est dit, cela à mon avis devrait être dit plus nettement encore, qu'il s'agisse des propositions de grands travaux financés par les FUR ou qu'il s'agisse de la réduction du temps de travail, nous le savons bien, cela ne pourra se faire qu'en coordination avec les autres gouvernements européens, que par une harmonisation des législations pour éviter les distorsions de compétitivité.
Et, pour cela, eh bien, il faut utiliser les marges de manœuvre des économies européennes ; elles se reconstituent plus chez les uns, moins chez les autres. Il s'agit donc de mettre l'accent sur cette nécessité de plus en plus forte d'une coordination des politiques économiques à court terme des pays européens et de l'effort à faire par ceux qui, comme l'Allemagne et d'autres en Europe, ont retrouvé un excédent structurel de leur balance. Helmut Schmidt a fait récemment là-dessus des propositions tout à fait précises ; nous devrions les reprendre.
Troisième thème : la démocratisation de l'Etat et des institutions.
Nous le disons dans le texte, mais je crois que là encore, il faut être plus clair, plus net. La deuxième phase de la régionalisation, on le sait bien, passe par le problème du financement des impôts locaux et des moyens dont disposeront les collectivités locales pour leur développement. Le thème de la réforme de la fiscalité locale doit être absolument renforcé dans ce texte.
Il est un autre aspect institutionnel sur lequel j'ai souvent parlé et qui est absolument absent, et j'en comprends parfaitement les raisons : il s'agit, chers camarades, de la réforme des institutions.
Pour ma part, je n'ai jamais caché que je suis un fervent partisan du régime présidentiel, et je suis convaincu que les réformes que nous venons d'introduire dans le code électoral, conduisant d'une façon ou de l'autre, disons à rendre plus difficiles des majorités homogènes à l'Assemblée, vont conduire à poser le problème, pas seulement pour les prochaines années, mais pour la suite, pour le bon fonctionnement des institutions françaises, des rapports entre l'exécutif et le législatif.
Or, le régime présidentiel, chers camarades, c'est le régime qui permet la stabilité par la séparation des pouvoirs ; c'est le régime qui permet la stabilité du pouvoir présidentiel et le bon fonctionnement démocratique des assemblées.
Je ne demande pas, bien sûr, que l'on affirme cela dans le texte, mais je souhaite, en tous les cas, que le plus tôt possible, le Parti puisse commencer à réfléchir à ce thème, tout à fait essentiel, par rapport à notre stratégie politique

Fondation Jean Jaurès

pour les années à venir.
Enfin, sur la politique internationale, je crois que le texte est bon. Simplement, je pense qu'il faudrait peut-être renverser l'ordre des facteurs, si j'ose dire, commencer par parler de la France, puis de l'Europe, enfin, du monde.
Sur l'Europe, il me semble qu'il faut mettre l'accent plus nettement sur l'élargissement car il y aurait une bataille à mener dans les départements du Midi, pour justifier ce que nous avons fait en matière d'élargissement. Il faudra inscrire les réformes qui ont été voulues et qui sont actuellement débattues en ce qui concerne la construction de l'Europe politique ; je parle de l'Union européenne. A l'heure actuelle, le texte est silencieux là-dessus. Il faudra insister beaucoup plus sur le projet EUREKA - là aussi, je crois que c'est nécessaire. Il faudra compléter par quelques affirmations sur les relations Est-Ouest, qui sont absentes, et, sur le service militaire et les ventes d'armes, il me semble que là aussi, le texte pourrait être enrichi. Je suis de ceux qui pensent - je ne crois pas être le seul, on peut le dire ici - que le principe de la réduction du service militaire à 6 mois mérite d'être rediscutée. Je ne suis pas sûr que ce soit là-dessus qu'il faudra continuer à se battre dans les prochaines années. Je pense que c'est plutôt sur le thème de la diversification de l'accomplissement du service, par le volontariat, par d'autres formes qui devraient permettre de disposer des réserves mobilisables pour les armées et dans le même temps, de pouvoir permettre aux jeunes appelés de choisir leur forme de service.
Enfin, je conclurai sur la tactique politique de notre texte. Lors du débat qu'il avait eu avec Laurent Fabius, Jacques Chirac avait affirmé, à la fin je crois, qu'au fond, les Socialistes promettaient simplement la poursuite de la rigueur, avec une restriction des libertés. C'est un slogan qui fait mal, chers camarades, la rigueur sans liberté. Je crois que cette campagne sera une campagne politique et idéologique ; ce sera une bataille Gauche/Droite ; ce sera un combat entre l'ultra-libéralisme et le Socialisme, et il nous faut absolument récupérer le thème de la liberté à côté du thème de la modernisation et de la justice sociale. C'est un enjeu capital que de récupérer le thème de la liberté. Oui, les Socialistes sont ceux qui développent la liberté, pour permettre une meilleure modernisation dans le cadre d'une meilleure justice sociale. Il nous faudra expliquer que la liberté n'est pas loin de la jungle, qu'avec les réformes que nous promettent les programmes de la Droite, on ne pourra pas agir contre la pauvreté, on ne pourra pas faire la construction européenne, continuer EUREKA, assurer le développement régional, car pour toutes ces entreprises, il faut une association entre l'action publique et l'action privée, et cela, le régime de l'économie mixte, ce régime d'équilibre entre l'initiative privée et l'orientation nationale, seule le Socialisme peut l'offrir chers camarades !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Thareau, puis à Douyères.

Bernard Thareau

Au risque de vous surprendre, je vais prendre un thème tout nouveau pour moi :

ce sera celui de l'agriculture et du monde rural…
(Applaudissements)
Le milieu paysan et les ruraux dans leur globalité vont-ils mériter aux prochaines élections cette réputation de stabilité dans les votes ? Voilà une grosse question que nous devons nous poser également pour ce milieu puisqu'il est bon de rappeler que la population agricole c'est 8%, qu'elle entraîne très directement quelque 20% de l'électorat, et on ne pourra pas dire que les paysans et les ruraux marqueront d'un corporatisme excessif la campagne électorale puisque le nombre de candidats, et surtout de candidats aux places éligibles, ne peut pas étouffer la campagne électorale sur les domaines généraux.
Il y a là un problème, un problème de réalité dans le Parti qui n'est pas la réalité, simplement, de la formation des listes, aujourd'hui loin de moi l'idée de le simplifier aussi grandement. Mais, nous devons le poser dans son ensemble maintenant par rapport au bilan : les agriculteurs ont été présents comme les autres dans les avancées sociales et structurelles.
Je laisserai de côté les offices et les évolutions sociales, comme les autres milieux, et là, tout ce qui sera dit au contraire devra être contre-attaque, bien entendu.
Malheureusement, nous abordons juste en cette période de campagne électorale une baisse du revenu agricole de 6 à 8% en prévisions, qui sera officialisée en plein pendant la campagne électorale.
Après trois années de montée du revenu, derrière la Droite qui l'avait singulièrement fait baisser, nous avons malheureusement la cassure de la courbe, en pleine campagne électorale, et, beaucoup plus grave encore, ce n'est pas tant les 6% de baisse du revenu que je veux mettre en évidence, mais la croissance des inégalités, croissance des inégalités qui, dans les trois dernières années, a atteint jusqu'à 20% d'écart, 24% l'année dernière, entre certains agriculteurs qui augmentaient et les autres qui baissaient. C'est tout le problème de la loi des moyennes.
Alors, on compte de 30 à 50 départements français qui se situent dans ceux qui ont baissé depuis trois ans et qui, dans un certain nombre de cas, voient le problème s'accentuer encore par la sécheresse puisque, comme par hasard, cela touche encore une bonne partie des mêmes départements. Il y a là une réalité spécifique que chacun devra bien affronter sur le terrain et, pour cela, je dois faire une proposition importante car un programme, c'est un engagement pour un court terme et un moyen terme, mais si quelques actes gouvernementaux et parlementaires venaient étayer notre volonté d'avancer dans une ligne donnée, je pense que nous serions singulièrement plus forts, et je veux souligner 3 objectifs.
Le premier : nous avons fait des avancées dans l'harmonisation des régimes sociaux. Voilà que la retraite à 60 ans va naître. Bravo. Mais il faudrait, comme nous le promettons quant à l'âge de la retraite : 65, 64 ans - vous le savez, cela se fera sur cinq ans, ce n'est pas grave, on peut vendre cette idée aux milieux concernés - qu'en même temps, il y ait un engagement sur la progressivité de la mise à niveau des cotisations des prestations depuis l'aide aux mères en

Fondation Jean-Jaurès

maternité jusqu'aux pensions d'invalidité, etc.
Il ne faut surtout pas le demander pour tout de suite, mais il faudrait qu'un calendrier d'harmonisation puisse être fait et engagé par le gouvernement, et le Parlement, avant notre campagne électorale, puisque nous en avons la possibilité, à cette dernière session de la première législature.
Deuxième point d'ancrage : la connaissance du revenu. Tous ceux qui sont, cette année, en département sécheresse, vivent ce que d'autres ont vécu en 1976, à savoir comment dispenser des aides de compléments de revenus quand on ne connaît pas le revenu ? Or, enfin, nos ministres du Budget et de l'Agriculture se sont mis d'accord, et il semble qu'il serait possible d'engager un développement, non pas sur la totalité mais presque, d'une comptabilité simplifiée applicable au 1er janvier 1987. Tous les milieux, y compris les non paysans, seraient attentifs à ce que l'on appelle dans de trop nombreux cas les rentes de situation, ou, parfois, la méconnaissance de la misère et les paysans y seraient très sensibles. Il faut donc s'y engager même si la date d'application n'est que programmée sur décision parlementaire.
Troisième suggestion : elle touche à l'Europe, et l'Europe, en ce moment, peut nous donner la réponse aux inégalités françaises, puisque comme par hasard, les inégalités françaises découlent pour une bonne partie des prix européens et des aides au soutien des marchés européens.
Or, vous avez tous entendu parler d'une refonte de la politique agricole commune. Il serait donc important que notre gouvernement se batte sur l'application de la préférence communautaire pour quelques produits symboliques, non pas tous les règlements du GATT, on ne les obtiendra pas, mais quelques produits symboliques - je ne les cite pas devant vous, ce serait fastidieux ; j'en vois 3 : les substituts aux céréales, les matières grasses végétales et le problème du mouton.
Il faut, puisque nous sommes condamnés pour des raisons de budget européen, accepter des remontées de certains producteurs vers le budget de l'Europe, car des paysans, c'est vrai, ont des rentes de situation par le système de soutien des marchés.
Si nous acceptons la coresponsabilité en tant que Socialistes députés au Parlement européen - encore un débat, cette semaine, des 20 députés nous amène à confirmer cette orientation - nous n'acceptons pas qu'elle soit linéaire, ce qui veut dire que de gros paysans doivent la payer pendant que d'autres doivent avoir la franchise. Notre gouvernement doit se battre de façon déterminée pour gagner cette partie qui est un bon moyen de réduire les inégalités dans notre milieu, mais aussi pour qu'on puisse s'en servir dans la campagne électorale, car je crois bien, et c'est ma conclusion, que notre Parti, même s'il n'a pas réussi dans le monde agricole à réduire les inégalités, garde bien comme objectif dans cet élément essentiel tant dans une catégorie électorale qu'à l'intérieur même de la catégorie concernée. Et il faut, en même temps, que nous avancions dans une plus grande intervention des agriculteurs dans la société.
Voilà ce que je voulais dire simplement ; j'aimerais que le texte le prenne un

peu plus en compte. Sans doute. Mais nos éléments sont toujours autant spécifiques que, parfois, fastidieux ; on ne peut pas retrouver des pages agricoles dans le programme général ; en tout cas engageons-nous à mettre quelques lignes supplémentaires, je l'espère, dans le texte général aujourd'hui, mais, surtout, à faire un programme spécifique de complément dans les lignes générales de cette Convention, bien entendu ; nous voudrions l'argumenter lors de notre Commission agricole du Parti, les 30 novembre et 1er décembre, Commission nationale agricole où vous aurez tous, j'espère, un représentant - je parle aux fédéraux - et qui sera ouverte par Lionel Jospin et animée toute la matinée par lui-même.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Douyères, puis à Michel Rocard.

Raymond Douyères

Le projet de programme qui nous est présenté est intéressant mais il présente à mon avis un premier inconvénient, c'est que la partie bilan me parait trop importante. En effet, cette partie bilan doit être l'objet de la campagne électorale elle-même, et s'il n'est pas inutile de la rappeler, il me semble que dans le cadre d'une plateforme électorale que nous présenterions à l'ensemble des Français, il n'est pas nécessaire d'entrer dans de grands développements qui feront de toute façon l'objet même des questions que nous aurons à traiter au cours des différentes réunions électorales que nous devrons mener.
Par contre, un certain nombre de problèmes sont posés à l'intérieur de ce programme qu'il convient d'examiner avec attention.
Premier problème, celui de la croissance, Dominique Strauss-Kahn a rappelé ce matin avec justesse que nous souhaitions, les uns et les autres, que cette croissance soit le plus élevée possible dans les années qui viennent, en mettant en premier la nécessité de la modernisation de notre industrie qui elle même est le facteur nécessaire pour que cette croissance soit le plus élevée possible. Mais encore devons nous nous interroger, les uns et les autres, sur ce que représente cette croissance et à quoi elle va servir ? C'est peut être là, à l'intérieur du texte, que nous n'avons peut être pas assez de précisions.
Nous souhaitons qu'elle soit le plus élevée possible, mais à quoi va t-elle servir ?
Elle doit servir, à notre avis, pour une part pour les investissements, c'est certain, elle doit servir aussi pour la rémunération du capital, c'est aussi certain, et elle doit servir aussi à la rémunération du travail, et c'est au travers de cette répartition qui ne semble pas évoquée dans le cadre de ce projet de programme qu'il conviendrait qu'une meilleure élaboration du texte soit faite par la Commission qui se penchera sur ce programme.
En effet, il est très important que nous disions à l'ensemble des Français ce qui ira à l'investissement, ce qui ira à la rémunération du capital et surtout à ceux à qui nous allons nous adresser, ce qui va revenir à la rémunération du travail, car

Fondation Jean-Jaurès

c’est leur préoccupation principale.
Deuxième problème qui a été évoqué plus particulièrement et plus longuement par Christian Goux : les prélèvements obligatoires. Les uns et les autres nous nous sommes interrogés sur la nécessité ou non de parvenir à une stabilisation ou à une régression des prélèvements obligatoires, outre le fait que nous ne soyons pas tout à fait d’accord sur la définition des prélèvements obligatoires et que si l’on prenait, par exemple, la définition de Pierre Mauroy, nous ne serions pas à un peu plus de 40% de prélèvements obligatoires, mais aux environs de 37%, mais mettons ce problème à part, il est certain qu’il faut une stabilisation des prélèvements obligatoires et que cette stabilisation, si nous souhaitons qu’elle aille en plus ensuite dans un decrescendo, il faut qu’elle soit sur une procédure très lente et que nous ne pouvons pas très rapidement parvenir à 3, 4, voire 5 points de moins de prélèvements obligatoires, car à partir de ce moment là, c’est tout le système de la protection sociale que nous mettrions en péril et nous ne pouvons pas l’admettre.
Nous ne pouvons pas l’admettre sur le plan philosophique, mais en même temps l’ensemble de ceux qui nous ont élus ne l’admettraient pas.
La croissance, oui, mais par quels moyens ?
Au travers de cette croissance, il convient d’examiner quel est le rôle de l’Etat.
Nous avons aussi les uns et les autres longuement examiné le problème des nationalisations. Si nous en voyons les imperfections, nous en voyons aussi les résultats intéressants, concrets, qui sont au travers des différents résultats qui sont arrivés ces jours ci palpables et sont explicables aux Français.
Mais le rôle de l’Etat, dans le cadre des nationalisations, doit lui être mieux défini et il faut aussi savoir quel est le volume général des nationalisations. En effet, nous pensons et nous disons depuis très longtemps que nous sommes pour une société d’économie mixte et que donc une partie restera du domaine de l’Etat. Cette partie du domaine de l’Etat doit elle être immuable ou doit-elle être évolutive ? C’est l’objet de ce qui a été proposé, retiré, concernant la loi de respiration, mais encore devons nous mieux examiner le phénomène d’accroissement ou de diminution de l’ensemble du secteur nationalisé.
Et non seulement devons-nous examiner ce volume, mais encore devons-nous savoir si le rôle de l’Etat au travers des nationalisations est ou n’est pas éventuellement de créer des entreprises et lorsque ce matin Dominique disait qu’un certain nombre d’incitations devaient être mises en place permettant la création d’entreprises où l’Etat aurait un rôle moteur, je crois qu’il y a là sujet à réflexion, et en même temps nécessité d’approfondissement des thèmes et de précision des thèmes, car il y a, c’est vrai, sous-jacent - ce n’est pas notre objet, mais ce sera la critique qui sera faite éventuellement - une nationalisation rampante que nous ne voulons pas, mais un facteur de mobilisation de l’économie en même temps et une possibilité effectivement de croissance réelle.
Je voudrais citer simplement un exemple, parce que je suis dans une région où le secteur automobile a beaucoup d’importance et les nationalisations, aussi il y a un certain nombre d’années, nous avons eu un débat de fond sur l’automobile et ce débat a été tranché par le Congrès en disant que nous ne ferions pas une

Fondation Jean-Jaurès

nationalisation de tout le secteur automobile.
Malgré tout, nous avons devant nous le fait que subsistera vraisemblablement dans les dix ou quinze ans qui viennent un seul secteur automobile en France qui existera ou n'existera pas par rapport aux 4 ou 5 ou 6 secteurs automobiles internationaux.
Alors, est ce qu'il fallait ou est ce qu'il ne fallait pas - le débat a été tranché - nationaliser l'ensemble du secteur automobile ? Mais demain, devant les nécessités et devant les difficultés qui sont devant nous, ne faudra-t-il pas trouver une solution pour qu'au moins l'ensemble du secteur automobile le travaille ensemble sous une forme ou sous une autre, mais qu'effectivement nous soyons en phase avec ce qui se passera sur le plan international et que nous existions encore au niveau automobile.
Je crois que c'est un secteur important.
Les camarades ont parlé aussi ce matin de la modernisation, mais en se disant : modernisation, oui, mais à quelles conditions ?
Je crois que cette modernisation ne se fera pas si nous jetons en même temps les droits syndicaux qui existent et les droits syndicaux et sociaux que nous avons acquis après de très longs combats et qui ont été l'objet de très durs sacrifices pour l'ensemble de la classe ouvrière que nous sommes censés représenter.
Donc, si nous jetons tous ces acquis syndicaux, si nous jetons tous ces droits sociaux, il est bien évident que nous ne remplissons pas le rôle qui est le nôtre et donc il y a là un garde-fou impératif qui doit être signalé dans le programme en disant qu'en aucun cas nous ne reviendrons sur les droits syndicaux et sociaux qui ont été acquis après de longs combats.
Cela veut dire aussi qu'il ne faut pas camper sur l'immobilisme et que des adaptations sont nécessaires, qu'il faut faire face à ces adaptations ; quand j'entendais Dominique parler ce matin du problème du travail à domicile en fonction de l'informatique qui se met en place, il y a là devant nous de vraies difficultés, mais en même temps la nécessité pour nous d'affirmer très fort, très haut, dans notre combat, que si ce travail a domicile doit se développer, si les modernisations doivent intervenir dans le secteur du travail, en aucun cas il ne doit s'agir de la renonciation des droits acquis par l'ensemble des travailleurs.
Autre grand sujet, celui de la protection sociale : les systèmes de solidarité qui existent nous souhaitons les assurer, les poursuivre ; nous souhaitons les assurer, les poursuivre et nous souhaitons même les développer, et cela rejoint en quelque sorte tout le problème des prélèvements obligatoires. Mais encore faut-il les adapter à la réalité qui existe. Même en passant pour quelqu'un d'un peu iconoclaste, par rapport aux thèses défendues habituellement par le Parti, et je vois notre camarade Georgina devant moi, il est vrai que le système général de répartition est celui qui assure la meilleure protection possible pour les systèmes de retraite et qu'il faut affirmer haut et fort qu'il n'est pas possible de revenir sur ce système, non seulement sur le plan philosophique, mais même sur le plan pratique.
Mais au nom de quel droit pourrions-nous empêcher un certain nombre de personnes de faire un effort supplémentaire pour leur retraite dans un système de

capitalisation ?
Alors là, nous rejoignons un problème qui est celui de l'épargne longue et cette épargne longue qui est nécessaire à notre industrie et nécessaire à la modernisation, les autres, quand ils étaient au pouvoir, n'ont pas réussi à la mettre en place, ce sera peut être l'honneur de la Gauche de mettre un système en place permettant la modernisation par une épargne longue qui s'investirait au niveau industriel et qui permettrait à ceux qui le souhaitent d'avoir un complément de retraite, mais surtout à tous ceux qui bénéficiant de petits revenus, n'ont pas les moyens d'avoir une gestion collective de cette épargne longue, d'en profiter, tandis qu'actuellement cette épargne longue n'est profitable qu'à ceux qui ont les moyens les plus élevés et qui en fonction des capacités intellectuelles, des connaissances qu'ils ont des marchés financiers, sont capables de placer leur argent et d'en tirer un bénéfice, alors que tous les autres sont simplement obligés de mettre leur argent à la Caisse d'Epargne.
Il est vrai que cela présente un problème de fond concernant le volume d'épargne que nous pouvons drainer au niveau des Caisses d'Epargne et de celui qui serait drainé par d'autres moyens. Il y a là une nécessité d'arbitrage. Je crois que nous devons au moins signaler que le texte y fait référence, mais nous devons approfondir ce sujet, signaler que nous souhaitons aller dans cette voie, tout en mettant bien les barrières : la répartition en aucune façon ne peut être touchée, mais nous souhaitons aussi augmenter la possibilité pour certains de faire une épargne longue.
Autre problème qui a été soulevé, celui de la flexibilité du travail. Difficulté là de fond sur la flexibilité du travail, parce que nous sommes dans une société mouvante, qu'il y a nécessité d'adaptabilité du travail et en même temps l'ensemble des droits syndicaux qui ont été acquis par les travailleurs ne sont pas à remettre en cause. Là, je crois que le texte qui nous est proposé n'est pas suffisamment précis.
Et pour terminer, parce que je ne voudrais pas être trop long, je voudrais dire que ce qui me parait manquer à ce texte, en dehors du fait - et Dominique l'a très bien dit ce matin - qu'il était la conclusion de multiples réunions de travail de sous-Commissions et qu'il était forcément volumineux, c'est un enthousiasme pour le 21ème siècle, c'est à dire à quel moment dans ce texte sentons-nous le souffle susceptible de drainer vers nous l'ensemble de ceux qui sont actuellement à l'âge de 20 ou 30 ans et qui se disent : dans quelques années, pour nous, ou pour nos enfants, quel est le type de société que l'on propose ?
C'est vrai, nous montrons le bilan et le socle de ce que nous avons mis en place, c'est vrai que nous proposons un certain nombre de solutions pour l'immédiat, mais en tout état de cause, nous ne nous mettons pas en perspective et je crois qu'à ce niveau là il convient de consacrer un chapitre entier à cette perspective.

Le président - Michel Rocard ?

Michel Rocard

Mes chers camarades, je voudrais par ce propos éclairer un peu et durcir un peu

l'argumentaire de la campagne électorale.
Nous avons à Toulouse débarrassé nos ambitions d'une bonne partie d'illusions et surtout nous avons su le faire unanimêment, ce qui est décisif. Mais qui d'entre nous ne perçoit un doute ? Que reste t-il de la Gauche et du Socialisme dans tout cela ? C'est une question que quelques-uns ont l'outrecuidance de poser.
Aussi est-il utile et même, à mon sens, indispensable de réfléchir aujourd'hui aux rapports entre la Gauche et la France, parce que la première, la Gauche, est susceptible de dire à la seconde : tous ceux qui sont prêts à se mobiliser veulent savoir pour quoi ; tous ceux qui sont prêts à nous écouter attendent qu'on leur parle et l'enjeu c'est de reconquérir la confiance d'une majorité d'électeurs actuellement hésitants. Vous savez tous que là est notre chance.
La recherche systématique de l'affrontement nous perdrait, je crois, tandis que la persuasion est la condition de notre redressement.
J'ai maintenant la conviction, surtout après Toulouse, que notre meilleur argument électoral, c'est ce que nous sommes plus encore que ce que nous promettons, ce sont nos valeurs et notre éthique beaucoup plus que même notre bilan.
C'est dans l'ordre de l'éthique, de la morale politique que la France aujourd'hui cherche à la fois sa cohésion, son enthousiasme et les fondements de son avenir.
Le cœur de mon propos sera donc au fond d'insister sur ce que cela veut dire aujourd'hui que d'être Socialiste et de vouloir le rester.
Cela reviendra, pour le texte en discussion, à souligner certains accents et à y souhaiter quelques additions ou quelques inflexions.
Mais auparavant, et puisqu'il s'agit d'éthique politique, je veux faire une remarque.
Si nous voulons affirmer notre identité, il serait irresponsable, criminel même, que la Gauche ne s'engage pas beaucoup plus qu'elle ne le fait aujourd'hui, de la manière la plus complète dans le combat contre la montée, contre l'expression intolérable de l'extrême droite : raciste, xénophobe, outrancière et vulgaire.
Mes camarades, l'écho qui est fait à ces idées reste limité, nous le savons, mais il a progressé. Il menace à la fois la sérénité de notre vie publique et la haute exigence de notre pays, de la République Française, en ce qui concerne le respect des Droits de l'homme.
J'ai, pour ma part, déjà condamné, lors des élections cantonales puis, hélas, à propos du mode de scrutin, toute hésitation de notre part à barrer la route au Front National. Cela devient maintenant un enjeu encore plus considérable et c'est en faisant confiance à l'intelligence des Françaises et des Français, c'est en leur décrivant de manière ferme et précise l'action continue, multiforme, mais tenace et cohérente, qu'il peut endiguer la délinquance et distinctement, car les problèmes sont moins liés qu'on ne croit, permettre une intégration plus réelle des étrangers aussi présents sur notre territoire, que l'on trouvera les vraies réponses à ces questions que beaucoup se posent et qui sont légitimes.
Il faut dire avec force, mieux encore il faut convaincre l'opinion que les positions inacceptables de l'extrême droite non seulement polluent le débat

politique, mais poussent à un climat de guerre civile qui, bien loin de les résoudre, aggravera inévitablement les problèmes. Et ce n'est pas là un mince enjeu de nos délibérations à l'intérieur du programme. Abordons les donc maintenant, mais justement à partir de ce que nous sommes. Et ce que nous sommes, il n'est peut-être pas inutile d'y réfléchir quand nous façonnons notre programme législatif, même si Huntzinger avait raison de dire que ce n'est pas un nouveau programme, mais la traduction législative d'orientations plus générales.

Ce que nous sommes, c'est d'abord les héritiers d'une grande histoire. Est-il besoin de rappeler que la Gauche mena seule les combats pour la République, pour le suffrage universel, pour les libertés, que ses combats victorieux, elle les a poursuivis avec l'impôt progressif sur le revenu, les congés payés, et la protection sociale, les Comités d'entreprise, plus récemment la décentralisation et les lois Auroux.

Je n'ai fait ce rappel que pour en tirer des enseignements.

Le premier, je l'ai déjà dit une fois devant le Parti, mais j'y reviens, et je crois que c'est un bon argument de campagne, c'est que la Gauche n'a jamais été aussi durablement influente que quand ses combats valaient pour toute la France et non pas pour une partie seulement des Français. Et l'indice du succès de ces combats réside précisément dans ce que leur réussite est entrée dans le patrimoine commun. Non seulement plus personne ne les remet en cause, vous le savez fort bien, dans leurs principes, mais en plus, chacun, même à droite, s'en réclame.

Le second enseignement, c'est que toutes ces réformes tous ces progrès ont des dénominateurs communs qui, à mon sens, définissent ce qu'est la Gauche et ce qu'est précisément le Socialisme. Ce sont ces dénominateurs communs qui font notre identité et c'est donc eux qu'il faut rappeler. Et c'est précisément parce qu'à Toulouse, nous avons modifié sur certains points importants, d'un commun accord, certaines des analyses qui concernaient pour une société donnée les conclusions que nous tirions de ces principes, qu'il est essentiel, justement, de réaffirmer la fidélité à nos choix et l'importance des propositions que nous pouvons faire avec plus de lucidité peut-être plus de réalisme.

Ces dénominateurs communs, quels sont-ils ? Je crois que nous n'aurons pas beaucoup de difficulté à tomber d'accord. Moi, j'en vois prioritairement deux : la démocratie et la solidarité.

Que l'idéal démocratique soit au centre de notre démarche, nul ne peut en douter, bien sûr, et notre honneur historique est justement de l'avoir fait partager à tous, mais la démocratie ne s'arrête pas aux seules libertés, au suffrage universel. Elle s'exerce dans la conduite de l'Etat et dans les rapports avec la société. Et même, pour être quelque peu limitative, la définition du Socialisme comme l'extension de la démocratie au champ de la production, peut toujours utilement guider notre action de transformation sociale. Car c'est au nom de la démocratie, contre la loi de la jungle, que doit être affirmée et respectée à ce moment où n'importe quoi se place derrière le mot de libéralisme, la vocation de l'Etat à fixer les règles du jeu. C'est lui qui permet entre le fort et le faible

d'interposer la raison, aux égoïsmes naturels d'imposer la justice, et l'Etat, c'est d'abord une volonté. Nous avons compris que cette volonté ne peut plus être - et cela, c'est Toulouse - celle qui consiste pour l'Etat à régenter à lui seul toute l'évolution sociale, mais celle, au contraire, d'inciter au changement et de l'accompagner.
Voilà d'ailleurs ce qui nous distingue aujourd'hui d'autres courants de pensée de part et d'autres de ce que nous sommes, en nous situant à égale distance entre la renonciation à toute politique publique, car sérieusement c'est de cela qu'il est question, et la foi dans des réformes bureaucratiques dont nous savons maintenant les limites et trop souvent l'impuissance.
Notre credo, mes camarades, c'est le respect simultané de l'Etat qui fixe les règles du jeu, et dans ces règles du jeu, de la liberté des acteurs.
Quant aux rapports avec la société, la conception moderne de la démocratie que nous avons valorisée à Toulouse a deux conséquences.
La première, c'est que tout ensemble humain est un lieu de liberté, ce qui signifie que chacun doit y avoir la parole, jusqu'à l'entreprise, pour le meilleur profit de tous. Et souvenez-vous, le Président de la République lui-même a beaucoup insisté personnellement sur la nécessaire création d'espaces de libertés. Ces libertés s'exercent d'autant plus justement et d'autant plus efficacement qu'on substitue la discussion à l'oukase et la concertation à l'autoritarisme.
La deuxième conséquence est de privilégier le compromis social comme instrument d'évolution et de transformation de la société. Toute notre action doit encourager la négociation entre partenaires, quitte à ce que - et ce n'est pas Michel Delebarre qui me démentira - la puissance publique, quand il y a lieu, arbitre les conflits que le compromis n'aura pas pu ou su éviter. Mais que cette puissance publique ne se substitue pas aux partenaires sociaux incapables d'y aller par nature, de promouvoir les solutions souples et adaptées auxquelles sont seuls capables d'arriver lesdits partenaires sociaux. L'Etat peut inciter, il le doit, il peut cautionner, il ne peut ordonner.
Démocratie donc dans tous les domaines, et nous ne sommes pas au bout du chemin que les Socialistes ont à poursuivre sur ce champ.
Voilà notre premier signalement, car c'est de signalements que nous aurons besoin dans cette campagne.
Le second, c'est la solidarité. Il n'est pas question dans une société comme la nôtre, précisément parce que nous savons les entreprises autonomes et devoir le reste (?), d'accepter l'accumulation des laissés pour compte. Cette solidarité, il faut l'encourager quand c'est nécessaire, l'organiser, et après tout, la fonction redistributrice de l'Etat, qu'est-ce d'autre que la mise en œuvre de la solidarité ?
Mais la puissance publique a aussi ses limites. Elle ne peut faire dépasser au prélèvement obligatoire le seuil du tolérable, Huntzinger en parlait à l'instant. Elle n'est pas toujours la mieux armée pour donner l'effort de solidarité qui peut être local, ponctuel, pour avoir sa pleine efficacité ; aussi faut-il, et cela fait partie de nos réflexions les plus récentes, qu'un maximum d'initiatives viennent de la société, de ce qu'on appelle parfois la société civile pour la distinguer

justement de l'Etat, et que ces acteurs les assurent.
Certaines grandes actions, et je pense notamment à l'hypothèse retenue dans notre document d'un minimum social garanti, exigent l'intervention publique, mais il en est beaucoup d'autres qui n'en ont nul besoin. Au moins alors les responsables politiques doivent-ils être intimêment acquis à cette exigence de solidarité, sensibles à ces manifestations et disposés à les appuyer si nécessaire. Attention, à la lumière de la décentralisation, cela va prendre pour nos élus locaux, départementaux et régionaux, une signification d'une importance dont nous n'avons pas encore l'idée car nous ne l'avons point vue. Ne confondons jamais la solidarité avec la charité, le principe doit être clair, et la bienveillance arbitraire est une chose, la justice une autre.
C'est à mon sens, mes camarades, dans cet univers de la solidarité, au moins autant que dans celui de la démocratie, que se situent à l'époque présente les marques distinctives de l'ambition des Socialistes pour la France, pour l'Europe et pour le monde, et dans cet ordre, Jacques, tu as raison. On le verra avec quelques exemples concrets dans un instant. Mais si la démocratie et la solidarité sont nos objectifs constants, si elles participent de nos fins, je voudrais dire aussi vite que possible que notre éthique recouvre aussi les moyens, car il est des moyens qui disqualifient les fins. Il est des moyens sur lesquels nous n'avons pas, certes, à prétendre au monopole, mais sur le plein emploi desquels nous ne saurons admettre aucune espèce de restriction, et j'ai nommé la volonté politique et la vérité.
La volonté, c'est d'abord celle qui refuse toute fatalité, excusez-moi d'une pareille banalité, et nous nous battrons contre la dégénérescence de l'idée de puissance publique. Le libéralisme, c'est la société de la non-conscience, comme le disait il y a trente ans déjà un professeur de Sciences-Po. La volonté, c'est d'abord celle qui refuse toute fatalité, cette fatalité doit être sens cesse en éveil. Aucune loi, aucun droit ne s'impose par eux-mêmes, sauf la loi de la jungle et le droit du plus fort.
Notre volonté peut être ferme, sans être abusive. La condition, c'est qu'elle soit claire pour être efficace. Je m'excuse de ce rappel, mais vous verrez l'expérience du terrain, des préaux, des réunions, vous amènera à l'utiliser.
Nous nous battons contre la disqualification de la volonté publique et je dirai dans un sourire d'ailleurs que les héritiers de de Gaulle en France à cet égard pourraient bien n'être pas ceux qu'on croit. Après tout, il est à tout le monde, souvenez-vous en aussi.
Quant à la vérité, elle a une double dimension. La première, parler vrai, je n'insisterai pas. La seconde, agir dans le respect de nos principes en est le corollaire, d'une part, parce que, bien sûr, celui qui triche n'est pas un Socialiste, mais d'autre part et surtout, parce qu'on peut attendre beaucoup de l'intelligence des Françaises et des Français si, leur ayant dit la vérité, nos actes sont ensuite conformes à nos discours, et c'est le sens du grand progrès que représente le document qui est sur nos tables.
Donc, deux valeurs : démocratie et solidarité. Deux moyens : volonté politique et vérité. Voilà de quoi est faite l'éthique des Socialistes dont il nous faut

Fondation Jean Jaurès

retrouver la menée puissante, la menée combattive dans le débat d'aujourd'hui.
Il n'est rien de ce à quoi nous croyons, de ce pour quoi nous militons, qui ne se déduise de cet ensemble ; la justice et la raison, tout cela y concourt ou en résulte.
Comment cela s'applique-t-il aujourd'hui ?
L'évolution des sociétés, mes camarades, n'est pas régulière, nous le savons tous. Il est des temps forts, faits de changements institutionnels profonds ou de vigoureuses vagues de réformes, nous en avons connu et animés tout récemment, des temps forts précédés de lentes maturations, suivis de longues périodes de digestion ou d'accoutumances. Mais quelles que soient les périodes, les valeurs qui nous ont fait Socialistes doivent nous guider.
La nécessité réformatrice aujourd'hui a fait quelque peu place à celle de l'accoutumance de la mise en place de nos réformes et de leur efficacité, dans toute la société ! A l'action entraînante de l'Etat succède une germination à la fois prometteuse et inquiétante, et seule, l'éthique est alors discriminante. Et c'est pour cela que c'est d'elle que la France a besoin pour comprendre elle-même et pour discerner les voies de son avenir. Cela apparaît clairement au premier regard porté sur les grands domaines de notre action.
Deux mots, deux mots seulement très rapides, de l'ordre économique. La pleine lucidité qu'apporte notre Congrès de Toulouse sur les règles et les contraintes d'une économie compétitive ouverte au monde extérieur et faite d'entreprises autonomes, nous a aidés à prendre la dure conscience du fait que les marges de manœuvre de l'économie française sont présentement limitées. C'est donc dans le détail de tous les jours que l'on préservera la justice fiscale, en organisant la stabilité, peut-être la décroissance de la pression fiscale, que l'on préservera l'essentiel de notre protection sociale, en sachant concéder à temps sur l'accessoire, et surtout que l'on préservera la capacité d'impulsion de l'Etat pour façonner l'avenir, en gérant correctement le nécessaire dégraissage de ses fonctions de gestion. Un peu d'empirisme conviendra sûrement à ces tâches difficiles. Ne vous faites pas d'illusions. Elles seront bien comprises de l'opinion, seulement si les principes qui les guident sont bien nettement et clairement affirmés.
Cependant, je vais attirer votre attention sur un point qui n'est pas de détail, une difficulté toute nouvelle a surgi que l'on n'attendait guère : la paupérisation de l'Etat. Dans toutes les sociétés démocratiques, développées, c'est aujourd'hui un problème aussi imprévu que redoutable et je gage que seront mieux préparés à le traiter les hommes de l'Etat même et surtout quand il faut en diminuer l'ampleur et rester un sujet de préoccupation dominant, plutôt que ceux qui ne songent qu'à le démembrer sans savoir vraiment ni comment ni jusqu'où et dont on se demande où ils vont nous conduire.
Mais à mon sens et pour tout vous dire, compte tenu de la minceur de nos marges de liberté dans l'ordre économique, c'est, je crois, dans les domaines culturel, social et international que vont apparaître avec le plus de netteté dans la campagne les vrais choix qui vont nous opposer à la Droite.
Nous sommes, en matière culturelle, devant une situation très étrange.

Au niveau national, la Droite parle peu, affiche une assez grande prudence. Certains d'entre-nous ont relevé que le RPR est resté silencieux dans le débat budgétaire sur la culture. Mais les signes que l'on peut percevoir à d'autres niveaux sont parfaitement inquiétants, et les plus révélateurs apparaissent, bien sûr - vous êtes nombreux à le savoir - dans certaines politiques municipales : suppression des Maisons de la Culture à Nantes et à Chalon-sur-Saône, municipalisation avant le licenciement du directeur de celle de Saint Etienne, interruption de la construction de la Maison de la Culture à Brest, suppression de toute animation culturelle à Dreux, ainsi que de postes d'enseignants au conservatoire de musique, suppression des subventions au théâtre à Nantes, des rencontres cinématographiques à Saint Etienne, du ballet lyrique à Roubaix, avec là un cri poussé par le sénateur Diligent, d'ordinaire mieux inspiré, mais je ne peux pas ne pas le citer : "Il faut choisir entre un corps de police et un corps de ballet" ! Plaçons la campagne, mes camarades, sous le signe du débat sur la culture. Là, nous retrouverons le clivage éthique entre les Socialistes et les autres.

Il me faut, à la liste que je viens de citer, ajouter un épouvantable "et cætera" sur la lourdeur duquel vous n'aurez, je pense, pas de doute.

La vérité exige que je relève qu'il existe des municipalités d'opposition à la gestion satisfaisante néanmoins, tout comme d'ailleurs il existe, ici ou là, des municipalités Socialistes à la gestion culturelle pas tout à fait remarquable... Mais dans un cas comme dans l'autre, une hirondelle ne fait pas le printemps. Que le ciel soit ensoleillé ou pluvieux, le climat général de ce qui se prépare sur ce terrain est tout à fait inquiétant. Restons informés.

Il y a pire en effet, si possible. Une Convention libérale s'est tenue récemment sur la culture. Or, mes camarades, on y parla beaucoup plus de l'administration de la culture que de son contenu. Il ressort d'un rapport long et touffu de M. Michel Guy comme des travaux tels qu'ils ont été résumés à la presse - je n'invente rien, je ne calomnie pas, il y aura assez à dire... - et sans que M. Barre, plus prudent, ne se démarque vraiment, une évidente méfiance devant la création artistique, une volonté très claire de mettre les institutions et les acteurs culturels sous le contrôle direct des élus, et enfin une volonté de consacrer l'essentiel des budgets aux institutions de prestige et au patrimoine, en sacrifiant massivement aussi bien l'animation que la création et même la diffusion.

Cela promet, mes camarades, si ces gens-là gagnent, un avenir bien sombre aux artistes et aux créateurs, et je voulais souligner qu'il y a là un bel enjeu de campagne électorale, tout à fait digne de nous.

Le champ social en offre encore un autre, tout aussi essentiel, sinon davantage.

Là, une réflexion plus lourde.

Le dialogue social en France est aujourd'hui presque au point mort, nous le savons tous. On ne négocie guère, on ne contracte pas. Pourtant, chacun sait que pour sortir de la crise, pour mettre un pays en mouvement, il faut une action conjuguée de toutes les grandes forces sociales.

La crise a inévitablement affaibli le syndicalisme salarié. C'était peu évitable. Gagnant moins de conflits, il est devenu moins efficace. Il a perdu des

adhérents, a vu décliner son autorité. Mais qui, parmi nous, ne voit que les difficultés du syndicalisme sont aussi les nôtres ?
La Droite use d'un discours dangereux, selon les moments. Sans craindre le paradoxe, elle décrit les syndicats soit comme une puissance bureaucratique, tentaculaire, qu'il faut réduire, soit au contraire comme une réalité dépassée et sans force. Ne vous y trompez pas, dans les deux cas le but est le même : il est de marginaliser le plus possible le syndicalisme en France.
Je vois là pour ma part - je vous convie à tenir le même raisonnement - une énorme irresponsabilité. Quels déchirements nous préparerait cette volonté de profiter de la crise présente ! Qu'est-ce qu'un pays qui n'a plus d'encadrement social et de capacité de négociation avec lui-même ?
Nous ne pouvons, camarades, pas rester muets face à ce défi. Les Socialistes ne peuvent être des spectateurs face à ce qui peut amener une redoutable inversion du rapport de forces au détriment de toute la Gauche.
Certes, bien sûr, les syndicats doivent avant tout trouver eux-mêmes la capacité de conduire leur propre mutation pour rendre leur pratique plus proche des préoccupations des salariés, moins corporatiste, plus accessible à leurs besoins et à leurs désirs d'aujourd'hui, mais nous avons, nous aussi, nos responsabilités.
Le cœur de notre démarche est d'instaurer un système de régulation sociale qui ne fait dépendre l'évolution de la société ni du seul marché ni du seul Etat, mais d'une négociation ouverte et contractuelle. Il faut donc des acteurs sociaux représentatifs, organisés, identifiables, des lieux de confrontation et de négociation. Les Lois Auroux se sont inscrites pleinement dans cette perspective, il faut que nous aidions à les faire vivre durablement.
Pour éviter les blocages, la perte du sens de l'intérêt général, un Parti Socialiste, sans interférer dans les politiques syndicales, a d'abord la responsabilité de faire apparaître clairement à l'opinion les enjeux, en un mot de rendre visibles et compréhensibles les conséquences des choix à faire dans la négociation collective, tant sur la mobilité professionnelle, le partage du travail ou les investissements technologiques, que sur les exigences de la solidarité.
Mais au-delà de cette partie qui est presque de la pédagogie politique, il nous faut aussi définir l'action de l'Etat lui-même.
Il doit d'abord assurer l'existence de garanties minimales qui représentent l'effort de la collectivité tout entière en fixant les bases de protection sociale qu'en aucun cas on ne peut accepter de voir remettre en cause, mais sans déterminer les objectifs supérieurs qui peuvent être atteints, qui sont, eux, la découverte négociée du corps social.
Je crois - et peut-être, là, faudrait-il ajouter quelque chose à notre texte - qu'il faut envisager aussi un droit à l'expérimentation sociale qui permette de suspendre certains interdits réglementaires le temps d'une expérimentation - car nous sommes une société bien vigoureusement paralysée - mais cela sous l'obligation d'observation et d'évaluation. En tout cas, nous devons ouvrir un large champ à la créativité sociale, et c'est encore une chance pour le syndicalisme.
C'est un nouvel aspect du pari sur l'intelligence des Françaises et des Français

qui s'appuie toujours sur nos principes Socialistes, mais c'est aussi, mes camarades, le seul moyen de mettre en œuvre une société inventive qui accepte mieux ses conflits et privilégie le contrat pour les résoudre.
Une société qui accepte mieux ses conflits et privilégie le contrat pour les résoudre, qui ne voit que ce projet politique est aussi une méthode ?
Je voudrais maintenant vous suggérer que cette méthode permet d'aborder l'autre grande question sociale qui menace de déchirer la société française : la question qui n'est déjà plus celle de l'immigration mais celle d'une société multiculturelle.
Le malaise français est réel. Il n'épargne pas notre électorat. Les tentations racistes et xénophobes dont j'ai parlé ne sont pas un phénomène temporaire, hélas ; la crise les entretient. Il est indispensable de faire face.
Masquer nos principes, étouffer notre passion pour la dignité de l'homme ne servirait à rien. La tentation raciste favorise tellement les démagogies que les concessions ne nous laissent jamais quittes, jamais. Il faut défendre l'idée que nous nous faisons de la France, et aussi de son rôle et de son image dans le monde, tant les problèmes sont liés. Une France frileuse et haineuse n'aurait plus rien à dire aux autres pays.
Affirmons donc nos principes à travers une application concrète. La politique mise en œuvre jusqu'à présent trace des perspectives justes et qui doivent être poursuivies. Rappelons-les.

- Un contrôle strict de l'immigration clandestine, naturellement. Nous ne pouvons être le déversoir pour l'emploi de tout le tiers-monde, c'est évident.
- Des refoulements, si nécessaire, et nous en faisons, mes camarades ; vous avez les chiffres, nous les avons durcis par rapport à nos prédécesseurs.
- Une aide au retour.
- Des mesures pour faciliter l'insertion.

Mais ces actions, aussi nécessaires soient-elles, reflètent une réflexion un peu courte.
L'assimilation pour ceux qui restent, c'est-à-dire la disparition des différences, n'est pas un objectif réaliste. Je crains qu'elle ne conduise au seul autoritarisme.
S'il incombe à l'évidence aux immigrés de faire l'effort d'un minimum d'intégration - certains n'y sont pas toujours prêts, nous le savons - nous devons, nous, en revanche, rendre complémentaires l'intégration sociale et le respect des différences, l'intégration par la formation des jeunes, qui demande un effort tout particulier que nous faisons déjà mais qu'il faut intensifier, par la répartition géographique des travailleurs immigrés, par des moyens pour la rénovation du logement, par des procédures appropriées de consultation et d'expression - là aussi, le texte de Toulouse est précis - le respect des différences par la mise en œuvre d'une réelle politique culturelle, qui, là, dépend plus des collectivités locales que de l'Etat, par des moyens donnés aux associations nationales, régionales et locales pour développer leur travail et permettre l'affirmation d'élites représentatives, car là aussi, avec qui négocier ?...

Fondation Jean Jaurès

Tout cela constitue ensemble, avec le volet répressif compris, la clé du problème.
Cette dialectique intégration/respect des différences est difficile. Elle sera une œuvre de longue haleine... c'est un maire de banlieue qui vous parle. C'est pourtant la seule réponse à la hauteur des enjeux.
Là comme ailleurs, la clé du succès viendra des confrontations et des rencontres entre les points de vue. Si nous y réfléchissons bien, nous avons dans notre aspiration laïque - qui dans ce qu'elle a de meilleur avait pour objet et a su organiser la confrontation de traditions différentes dans le même espace public - les instruments, les outils pour affronter ce défi.
C'est enfin, pour en terminer, dans l'ordre international, mes camarades, que je vois s'esquisser les oppositions avec la Droite, qu'il nous faudra, que nous devrons soumettre à l'opinion, avec de bonnes chances de la convaincre.
Pour me limiter à l'essentiel et ne pas trop tirer sur votre temps, je dirai, dans une formule un peu sèche, que par carence de la Droite l'idée européenne - qui, certes, n'était pas née de gauche - est en train de le devenir, et que c'est bien le moment d'en profiter.
Chacun est conscient, et le Congrès de Toulouse l'a dit fortement, que nous avons besoin d'une puissante accélération de l'édification européenne, mais pour trois raisons ce mouvement ne peut guère se faire si la Gauche, et précisément les Socialistes européens, n'en assument pas l'initiative.
Quelles sont ces trois raisons, rapidement ?
En premier lieu, le blocage principal des progrès de la Communauté tient aujourd'hui à son absence à peu près totale d'identité par rapport aux Etats-Unis. Nous le savons tous, nous l'avons souvent dit. Ne craignons rien pour l'Alliance Atlantique, au contraire elle sortirait renforcée d'une consolidation du plus faible de ses deux partenaires, c'est du moins ma conviction. Il y a là un espace. Et le plus faible de ses deux partenaires, chacun l'a compris, c'est l'Europe.
Quant aux politiques commerciales de la Communauté, si vitales, elles n'existeront vraiment que lorsqu'elles seront défendues d'une voix unique et négociée sur la scène internationale par une autorité incontestée. Or, mes camarades, ni dans l'ordre stratégique ni dans l'ordre commercial la Droite n'assume le risque de provoquer l'irritation du "grand frère" américain.
C'est bien, en effet, d'une politique d'orientation Socialiste qu'il s'agit ici et c'est bien une politique Socialiste qu'il faut ici.
De la même façon - c'est la deuxième raison - si l'action de l'Europe mettra du temps à se faire sentir au niveau international dans l'ordre de l'équilibre stratégique et des négociations de sécurité, elle est beaucoup plus attendue et, à mon sens, encore plus urgente pour les relations Nord/Sud.
Dans ce domaine, seule une action puissante de la Communauté pourrait contribuer à faire accepter aux Etats-Unis les modifications nécessaires des règles du jeu mondial pour favoriser le développement. Il s'agit là, vous le savez bien, aussi bien du changement dans les formes d'aide que du traitement de la fameuse dette et des négociations commerciales mondiales qui doivent intégrer les problèmes du développement.

Fondation Jean Jaurès

Sur ce point essentiel - essentiel pour l'avenir et la paix du monde - la Droite, aujourd'hui, est à peu près muette et notre responsabilité de Socialistes éminente. Sur ce point aussi, nous avons toutes chances d'être très bien compris de l'opinion quant au fond de ce qu'il y a à faire et quant au fait que seule la Gauche peut le faire.
Enfin, troisième raison, presque inattendue puisque l'idée européenne est née plutôt à droite, enfin au centre-droit : après tout, mes camarades, pourquoi faire l'Europe ? Nous, Socialistes, la voulons parce que nous voulons voir la régulation économique nécessaire se faire au niveau continental efficace plutôt qu'à un niveau national dépassé, parce que nous voulons cesser d'aggraver le chômage en faisant de la déflation les uns contre les autres pour protéger nos balances de paiement à l'intérieur même de la Communauté - c'est cela que nous faisons aujourd'hui - et parce que nous ne croyons pas pouvoir préparer correctement l'avenir sans des efforts industriels massifs qui naturellement exigent la conjonction de tous nos moyens en Europe.
Et toutes ces idées, mes camarades, sont de nature Socialiste. La Droite ne croit à rien de tout cela.
Pourquoi à votre avis la Droite voudrait-elle édifier une puissance publique alors qu'elle ne pense que dérégulation et privatisation ? C'est encore je pense une forte question à lui poser.
Voyez-vous, mes camarades, pour le cas où certains d'entre vous auraient été inquiets, je pense que le Socialisme a encore beaucoup de choses à apporter à la France et je gage que, si nous arrivons à rendre clairs tous ces enjeux pour l'opinion, le résultat des élections pourrait surprendre.
Après tout, nous avons dépoussiéré notre drapeau, le temps est revenu de le déployer haut et fort !
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Grimon, puis Mélenchon.

Jean Grimont

Je ne ferai pas un tableau d'ensemble, mais j'interviendrai sur un point qui est cependant essentiel, ce qui me permettra de ne prendre qu'une minute de votre temps, avec l'espoir cependant de rejoindre une conviction qui nous est commune. secrétaire fédéral aux entreprises et député parce que ma fédération, celle du Haut-Rhin, a mis en pratique une volonté politique qui est celle du Parti et qui, je le souhaite, ne devrait pas être publiée au moment où nous établissons les listes, je dirai que cette phase de la réussite économique et politique dont nous pouvons parler à présent, implique impérativement la participation effective des travailleurs.
Malgré ce qu'a du endurer le monde du travail dans cette période d'austérité, son attente et sa confiance à notre égard n'en demeurent pas moins très vives. Je souhaite donc que le Parti conforte encore davantage son secteur entreprise et conforte sa crédibilité en tant que Parti des travailleurs. C'est un des points sur

Fondation Jean-Jaurès

lesquels nous pouvons démontrer que non seulement nous gérons mieux, mais, ce qui est tout aussi important, que nous gérons autrement, en faisant apparaître clairement pourquoi, pour qui et avec qui nous voulons et nous allons réussir.
(Applaudissements)

Le président - Hommage est rendu à l'orateur pour ce message concis.
Mélenchon, puis Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Luc Mélenchon

Je fais partie des camarades qui croient à la valeur du programme, ce qui ne semble pas être le cas de tout le monde et je me trouve légitimé dans tout ce qui se trouve être un peu précis.
Cela veut dire que, comme vous-mêmes, je n'avais pas compris que l'on allait refaire ici le débat du Congrès et il y aurait fort à dire sur la longue intervention que nous venons d'entendre, dont je n'ai pas très bien compris quels étaient les points d'application précis et pratiques sur le document que nous sommes chargés d'élaborer.
Avant que la "Gauche historique" et les réalisations de la Gauche historique ne vaillent pour toute la France, elles ont d'abord valu par l'engagement militant, non pas de tous les Français, mais de certains Français, les Français de gauche, les salariés, et lorsqu'on aborde un scrutin comme celui-ci, si vraiment la Gauche a une ambition pour le pays, peut-être faut-il qu'elle dise d'abord, et en particulier le Parti Socialiste, qu'elle doit - ou alors je ne comprends rien à ce qu'est une élection à la proportionnelle - d'abord regrouper les siens, et de ce point de vue il n'est de bonne gauche que de gauche.
Sans vouloir faire un procès en étiquette, il m'apparaît que l'aspiration et le but pour le Parti Socialiste dans la période qui vient, sur le plan de sa stratégie, c'est évidemment qu'un espace politique vienne se dégager, qui le mette en situation d'être le Parti de toute la Gauche ; et j'ai cru comprendre, aux interventions d'un grand nombre de nos camarades dans le Congrès national, que telle était la perspective que nous nous fixions. J'ai même entendu, dans son intervention du Congrès, Lionel Jospin la faire tout à fait sienne.
Par conséquent, par quel étrange retournement de situation parlerions-nous ici d'autre chose que de cela ?
D'abord rassembler les nôtres : de ce point de vue, dans un document comme celui que nous avons à mettre au point, il m'apparaît que la discussion porte au moins autant sur le contenu que sur son efficacité, et à partir de là comment défendre un programme, comment s'organiser autour d'un texte qui, même si c'est utile, commence par des considérations sur le niveau de l'investissement industriel?
Je rejoins les propos de plusieurs camarades pour dire que nous avons besoin d'un document qui donne des raisons de se battre au tout venant et d'abord aux nôtres.
De ce point de vue il m'apparaît que la totalité du texte doit être placée sous l'éclairage initial de l'impératif du progrès social perçu comme l'exigence du

bonheur dont les Socialistes sont porteurs et que tout le reste vient derrière comme autant d'instruments, autant de moyens de matérialiser cette exigence du bonheur.
Cela peut paraître un peu banal, mais c'est quand même autour de cela que les uns et les autres essaient de bâtir leur vie et leur engagement.
Donc l'éclairage sur le progrès social.
Ensuite, quatre ou cinq mesures simples qui visent notre identité.
J'ai eu l'impression, et je ne fais de procès à personne, que précisément c'est à la difficulté qu'ont eu certains de nos soutiens naturels dans notre base sociale à se reconnaître en nous, que nous devions quelques-uns de nos déboires.
Par conséquent, pourquoi ne pas en tirer la leçon pour les élections à la proportionnelle ?
Et puis, comment se fait-il que sous cet angle-là, que l'on ne parle plus de nationalisation entre nous ?
Les nationalisations procèdent à la fois d'un objectif d'efficacité économique, mais aussi d'une philosophie de la collectivité. Considérons-nous que le niveau atteint est le niveau qui convient pour parvenir à cette rupture qui nous fait basculer vers un autre mode d'organisation de la société et vers la maîtrise collective de ce destin par les citoyens ?
Serait-il totalement inconvenant que précisément pour prendre à rebours l'argumentation en faveur de la dénationalisation, nous reposions le problème des nationalisations sous l'angle de nouvelles nationalisations à faire ?
Une ou deux me viennent à l'esprit, qui n'ont pas de caractère particulièrement révolutionnaire, sinon symbolique, puisque nous avions nationalisé toutes les sources d'énergie et les instruments de leur répartition et de production, par exemple est-ce qu'il serait scandaleux et impensable d'expliquer qu'il faut nationaliser l'eau, et en particulier les deux monopoles qui aujourd'hui sont omniprésents là-dessus ? Après tout, pourquoi pas ?
Cela permet quand même d'expliquer un certain nombre de choses sur le sens de cette maîtrise par la collectivité des principaux instruments qui la rassemblent, et après tout, cela peut donner aussi des choses intéressantes, on peut voir à Paris comment la régie municipale a été démantelée au profit de deux compagnies, chacune de chaque côté des rives de la Seine.
Et puis, toujours sur le même motif, on me souffle du premier rang, c'est donc dans l'esprit de pas mal de Socialistes, "pas de profit sur la mort"... oui, c'est l'institution des pompes funèbres, tout le monde l'a compris, il y en a ainsi toute une petite liste sur mon papier, mais je les indique pour faire savoir que c'est un état d'esprit, une démarche, la nationalisation c'est non seulement une efficacité économique, mais aussi une conception de société, ce n'est pas qu'un problème économique.
Donc sur ce terrain des nationalisations et dans le registre du symbole, il me semble que nous avons quelque chose à dire.
De même pour la fiscalité, ne peut-on tenter quelques formules qui sont justes suivant qu'on les prend par un bout ou par l'autre et dans lesquelles nous nous retrouvons finalement tous, et pourquoi ne pas être précis et dire que dans la

Fondation Jean Jaurès

législature nous nous engageons à constituer le minimum social garanti.
N’est-ce pas un langage qui parle, en temps de crise, à ceux qui sont les plus fragiles, les plus démunis, dont on s’occupe pour une petite partie d’entre eux seulement, qui jouent quand même dans les décalages qui se font dans la répartition politique, on le sait et pour cette catégorie de la population la garantie du droit à la dignité, est-ce que ce ne serait pas une image de marque, une possibilité de rassemblement dans une campagne électorale, qui aurait une efficacité au moins aussi considérable qu’un certain nombre de formules générales.
Enfin, je le cite en deux ou trois points, le déplafonnement des cotisations sociales, ce problème est aussi évoqué dans le texte, pourquoi ne pas dire qu’on va le faire, que l’on se donne la législature pour le faire ? Et cela aussi c’est de nature à modifier profondément la vie quotidienne des gens et c’est inscrit dans la motion du Congrès.
Par conséquent, pourquoi ne pas en faire aussi un drapeau. Chers camarades, croyez-vous que dans la campagne, en militants et dans ce qui va rassembler à droite et à gauche, dans la bipolarisation, nous allons défendre un document de cette nature, dont je ne conteste pas qu’il soit très bon, mais qui en terme de trompette, n’est pas parlant à ceux à qui nous nous adressons.
Enfin, sur l’emploi, moi je souscris à ce qui a été dit par Christian Goux tout à l’heure, je crois qu’il faut avancer l’idée que nous nous assignons une obligation de résultat et qu’il est temps que les camarades qui sont les plus compétents pour le faire donnent un sens à la formule pour l’instant algébrique, mais à laquelle il faudrait donner un contenu arithmétique du pacte national de croissance, thème sur lequel nous avons fait également voter au Congrès du Parti, et qu’à partir de là le fait que nous puissions dire : "nous nous engageons sur des résultats" nous mettrait dans une meilleure situation que de dire "nous nous engageons sur des moyens à mettre en place". Car, en temps de crise, il y a un besoin d’être rassuré. Puisque nous en avons les moyens, les instruments, la capacité et l’explication de programme et de moyens, pourquoi refuserions-nous la possibilité de le dire ?
Enfin, en ce qui concerne l’emploi également, je pense qu’il est raisonnable d’annoncer un objectif de réduction du temps de travail, ou bien on n’en parle pas, ou bien on en parle, et si on en parle, on dit pour quoi faire et vers quel objectif. Et je ne suis pas sûr que ce soient les propositions maximalistes qui dans ce domaine seront les plus convaincantes. Mais une avancée, si modeste soit-elle, dans une période comme celle que nous traversons, sera ressentie aussi comme un appel, comme la démonstration du fait que nous sommes porteurs de justes espoirs de progrès social et que nous sommes les seuls à l’incarner.
Il faut pour tout cela que les choses se concentrent sur, je l’ai dit tout à l’heure, les drapeaux.
Alors, j’ai entendu dire tout à l’heure que les Français attendaient qu’on leur parle, je n’ai pas le sentiment que l’on soit muet, on vient de tenir un Congrès, on vient de prendre un certain nombre de positions, je crois que s’ils attendent qu’on leur parle, c’est qu’on leur parle clairement. Je crois que le Parti le fait, à

chaque jour suffit sa peine, mais au moment des élections, rien ne serait pire que d'aller lire notre motion de Congrès dans la rue pour en faire une plateforme électorale. Un programme doit remplir son objectif d'efficacité électorale et, encore une fois, dans le système de la proportionnelle je crois qu'on ne peut pas procéder autrement qu'avec cette méthode.
Dernier élément, parce que tout de même cela fait un peu réagir et peut-être que ce sera le moment, mais enfin, je ne suis pas sûr que la revendication du droit à la différence soit compatible avec l'exigence d'égalité et là aussi c'est un élu d'une banlieue qui parle, je ne suis pas sûr que l'on se rende les meilleurs services qui soient, notamment en direction de la deuxième génération, en lui annonçant que les Socialistes les perçoivent d'abord pour leurs différences, quand une bonne partie de leur vie est faite de refus de cette différence et de l'exigence du droit à la ressemblance.
J'entends par avance les procès que l'on va me faire, on me les a déjà faits d'ailleurs, je ne propose pas de mettre tout le monde dans le même uniforme, mais en attendant de bien comprendre que dans la psychologie collective il n'est pas sûr, et je pense notamment à la deuxième génération des jeunes filles, que l'exigence soit celle du droit a la différence, car cette différence est synonyme d'oppression pour elles.
Cela mérite qu'on y réfléchisse un peu plus assidûment, un peu plus précisément, que l'on ne se contente pas d'une ou deux formules qui risquent de nous jouer quelque vilain tour pour la suite de ce que nous voulons faire dans ce pays. Il n'y a pas de honte à faire valoir que le respect de la diversité culturelle peut être assorti d'une forte volonté d'intégration parce que nous bâtissons quand même, c'est d'abord une communauté, et non pas une addition de communautés.
Moi, j'ai le sentiment qu'il faut aborder ces élections, et notamment la rédaction de notre programme, essentiellement avec cette idée que la Gauche doit se sentir représentée avec un but, un certain nombre d'objectifs à atteindre significatifs et symboliques de ce qu'est la Gauche, et qu'à cette condition, nous avons une chance historique cette fois-ci - pas la fois d'avant, mais cette fois-ci - d'émerger vraiment comme le Parti de toute la Gauche !
(Applaudissements)

Le président - Jean-Pierre Chevènement.

Dans la salle - La Marseillaise !

Jean-Pierre Chevènement

Nous en parlerons…
Chers camarades, les rasions qui nous réunissent aujourd'hui, je veux parler de notre projet, nous obligent à aller à l'essentiel, à évoquer les vrais discours, les vrais problèmes, les vrais enjeux, bref, à aller entre nous au fond des choses, et je me réjouis d'un certain nombre de choses que je viens d'entendre.
Pour gagner, car c'est bien de cela qu'il s'agit, il faut d'abord avoir les idées

Cercle Fondation Jean Jaurès

claires, et savoir ce qu'on veut faire. Le flou de la pensée, le vague des sentiments, les demi-teintes qui conduisent aux demi-mesures, les concessions faites à l'adversaire avant même de l'affronter, c'est le prélude à une déroute d'autant plus inéluctable qu'elle aura été consommée dans les esprits avant de l'être dans les faits.

Dois-je vous rappeler, chers camarades, que chacune de nos avancées a été précédée par un formidable effort de réflexion, de compréhension et de clarté ? En 1972, quand nous avons dressé les perspectives qui moins de 10 ans après nous ont conduits à la victoire, et en 1980 avec le projet Socialiste, quand nous avons défini pour les Socialistes les enjeux et le sens de cette décennie.

Moins que quiconque, bien entendu, je n'ignore la mode funeste qui entend discréditer tout effort de pensée, tout effort de projection dans l'avenir, et par conséquent toute action collective. Cette mode est funeste pour les Socialistes, elle en l'est pas bien évidemment pour les grands intérêts installés, mais nous devons aller contre cette mode, nous ne devons pas faire de concessions à cette mode.

Nous avons vu, tant en 1971 qu'en 1981 - on pourrait remonter plus loin d'ailleurs - qu'un programme, un projet, ce n'est pas un rituel désuet, c'est un des ressorts essentiels de la vie démocratique, ce qui permet le débat en grand, le débat dans le pays ; la mobilisation consciente, l'engagement d'un peuple adulte, un peuple de citoyens. On ne demande pas un chèque en blanc, laissons à d'autres le souci de ne pas se lier les mains, le dessein de glisser sur la pente que tracerons les circonstances, le goût du pouvoir pour le pouvoir, ce réalisme qui a pour seul défaut d'ignorer la réalité dès lors qu'elle ne s'exprime pas en chiffres.

Nous devons donc dire aux Français, de manière très concrète, ce que nous voulons et pourquoi, pour qu'ils aient le sentiment de pouvoir choisir en connaissance de cause.

Le gouvernement a à défendre son bilan, il le fera dans tous les domaines, et je le ferai, pour ma part, dans le secteur dont j'ai la charge, et chacun pourra juger de ce qui a été fait et de c qui reste à faire pour relever l'école de la République, pour porter notre système d'éducation et de formation à la hauteur des exigences de l'an 2000.

Mais ce que les Français attendent de nous, ce n'est pas seulement un bilan, même s'il détient déjà une grande partie de notre projet. Ce que les Français attendent de nous, ce n'est pas seulement la dénonciation des fautes et des bévues que la Droite se prépare à commettre ; cette dénonciation est absolument nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Nous ne sommes pas en situation de prêcher pour le statu quo. Ce que les Français attendent de nous, c'est de savoir ce que nous, Socialistes, en tant que parti de gouvernement, nous leur proposons de faire pour cette deuxième législature, quel projet à long terme nous proposons à la France, comment nous voyons l'avenir de la France, comment sortir de cette crise dans laquelle le pays patauge depuis le début des années 70.

Mais d'abord, faudra-t-il en être convaincu. Est-ce possible ? Bien sûr que c'est possible. A condition, je l'ai dit à Toulouse, de choisir la voie de l'effort, de parier sur l'intelligence et de compter d'abord sur nous-mêmes.

Fondation Jean Jaurès

Ce sera long, oui, ce sera long. Peut-être y a-t-il là une pédagogie que dans le passé nous n'avons pas su ou pas pu, étant donné les conditions qui prévalaient, développer suffisamment.
Ce sera long, mais où vit-on jamais que la victoire ait récompensé la paresse et le laisser-aller ?
Voilà donc, à mon avis, ce que le pays attend du Parti Socialiste et ce que nous devons lui apporter.
Que le Parti fasse entrevoir à la France la lueur à travers le brouillard, qu'il lui indique le chemin, qu'il lui parle le langage de l'intérêt national, et j'ajoute que ce faisant, ce sera pour nous la meilleure manière d'être à Gauche : parler le langage de l'intérêt national.
Il faut que nous disions clairement ce qu'il y a à faire, quel est le prix à payer, pourquoi il faut absolument le faire. C'est ce langage là que le pays peut comprendre.
On s'est beaucoup interrogé récemment sur notre identité. Michel Rocard disait à l'instant que nous avons besoin de signalement, ceci, cela, Socialiste, socio-démocrates... Eh bien je dirai tout simplement qu'on est ce qu'on fait, voilà tout ! Et si nous avons beaucoup appris, nous n'avons pas tourné le dos à nos engagements fondamentaux, il convient de le rappeler.
Permettez-moi cette allusion au 3ème centenaire de la révocation de l'Edit de Nantes, je ne crois pas qu'il suffise de dire "j'abjure" pour accéder au paradis, même électoral !
Ce que nous devons définir avant de nous présenter aux électeurs, ce sont des actes précis, identifiables, ce que nous nous proposons d'accomplir pour préserver les acquis, bien sûr, c'est très important, pour prolonger ce qui a été entrepris. C'est en ce sens que je disais qu'une grande part de notre projet est, pour le meilleur et pour le pire, contenu dans notre bilan. Mais aussi pour préparer mieux que d'autres l'avenir du pays, et par conséquent il y a aussi une lecture de ce que nous avons fait, de ce que nous avons commencé de faire et de ce que nous voulons poursuivre.
Mais naturellement, pour aller à cette bataille, il faut le faire, je le disais tout à l'heure, avec des idées claires, à visage découvert, en sachant clairement ce que sont les valeurs au nom des quelles nous prétendons l'emporter, après tant d'autres luttes où les chances de gagner justement paraissaient plus minces. Je vous le rappelle, il n'y a pas si longtemps nos espérances étaient moins partagées.
Parlons de nos valeurs. Michel Rocard a dit que nous manquions de signalement. Notre signalement, il est pourtant assez simple. Ce qui nous rassemble, c'est la démocratie. Depuis 1920, ce qui nous oppose aux Communistes, c'est la conviction qu'il n'y a pas de Socialisme sans démocratie, et ce qui nous oppose à tous les autres, c'est que nous sommes les seuls à vouloir, suivant la forte parole de Jaurès, la démocratie jusqu'au bout.
Nous pensons qu'il n'y a pas de loi, pas de règle supérieure à la souveraineté du suffrage universel, et il y a en France, depuis la Révolution, cette conviction simple dont je crois qu'aujourd'hui nous sommes les seuls héritiers, les seuls à

Fondation Jean Jaurès

bien la comprendre : le bien commun, l'intérêt de tous ne résulte pas de l'addition ou de la combinaison des intérêts particuliers, mais les domine et les dépasse. Exprimée par les voies et les moyens de la démocratie, la volonté générale permet à une nation de prendre conscience d'elle-même en se saisissant de l'Etat à travers l'exercice quotidien des libertés publiques. Rien de plus stupide dans une telle conception que d'opposer l'Etat et la société civile, car c'est oublier que l'Etat n'a pas d'autre légitimité que celle qu'il tire de l'adhésion consciente des citoyens, du contrôle qu'ils exercent sur leurs mandataires, de leur volonté exprimée à chaque élection.

C'est oublier aussi qu'une société où chacun ne songerait qu'à soi, une société qui ignorerait que la liberté de chacun est fondée sur la liberté de tous, et qu'un individu est libre qu'autant qu'il est un citoyen, car un individu qui oublie qu'il est un citoyen n'est pas libre, eh bien, qu'une telle société, mes chers camarades, ne serait pas une démocratie, n'est pas une démocratie, mais simplement une collection d'hommes et de femmes réunis par le hasard sur un territoire donné et livré à qui veut les prendre, et cela, c'est une conception difficile. On parle de République, en tous cas vos m'entendez quelquefois en parler. Le mot est usé, j'en conviens, mais le concept ne l'est pas, parce qu'il repose sur des principes intellectuels que je viens de rappeler, qui n'ont jamais été plus contestés ni plus attaqués qu'aujourd'hui.

Beaucoup d'intellectuels ont chanté une autre chanson. Où sont-ils aujourd'hui, à l'heure du choix ? Certains secteurs du syndicalisme nous ont conseillé d'emprunter une autre voie; quelles perspectives offrent-ils aujourd'hui au syndicalisme ? On nous invite à nous inspirer d'autres modèles, d'autres expériences. Mais franchement, entre nous, le modèle français, une société construisant elle-même par la discussion et par le vote les instruments de son propre pouvoir, une nation et un état vivant en symbiose étroite dans la médiation de la politique, c'est-à-dire la démocratie, c'est le modèle de vie en commun et d'état de droit construit peu à peu mais durement par les Français eux-mêmes, il en vaut bien d'autres.

C'est cela, la République, qui est la forme française de la démocratie.

Et qu'est-ce qu'on nous propose en face ? Disons le, parce que c'est bien de nous distinguer qu'il s'agit. Ce qu'on nous propose, c'est ce libéralisme dont on nous rabâche tous les jours les vertus. Les droits et les libertés des individus, certes nous y sommes plus attachés que personne, mais que peut-on construire sur l'enchevêtrement des égoïsmes, des corporatismes, des ambitions ou des rancœurs ?

Est-ce que je parle en l'air ? Est-ce que ce n'est pas ce que nous voyons tous les jours, partout où nous portons notre regard ?

Permettez-moi de vous dire qu'ayant exercé trois portefeuilles successifs, je pourrais vous en parler longuement !

On nous parle de l'exaltation des différences. Croyez-vous qu'on puisse fonder l'avenir là dessus ? Du conflit des intérêts : mais qui représentera, qui fera triompher l'intérêt général ? Quelque main invisible... la providence ?... On n'en parle plus. Le marché ? Vous y croyez ? Bien sûr que non ! D'ailleurs nos

libéraux n'y croient pas parce que ce n'est pas leur affaire.
Dans un monde, le leur, où la nation ne compte pas, qu'importe son patrimoine matériel ? On peut dénationaliser, le marché mondial fera le reste. Qu'importe son patrimoine moral ? On peut détruire l'école, l'école de la nation, chacun se débrouillera bien pour élever ses enfants comme il pourra, et si, en ce qui concerne l'économie, tout se décide à Bruxelles, à Wall Street ou à Tokyo, si en ce qui concerne la défense tout se décide à Washington, si en ce qui concerne la monnaie tout se règle dans le conclave des gouverneurs des banques centrales, et d'abord par la décision du plus puissant d'entre eux, s'il n'y a plus qu'une langue, qu'une culture et une loi, si le souci de l'ordre international et de la paix civile incombent désormais à la puissance impériale qui nous protège, à quoi bon l'Etat ? Si la nation n'a plus de sens, si la démocratie n'a plus de contenu, l'Etat en effet ne sert à rien, c'est un luxe inutile que l'on conserve encore quelque temps pour ne pas heurter de front les sentiments respectables, mais désuets de deux qui croient que la France existe encore et s'étonneraient de la voir tout d'un coup disparaître.
Mais nous qui croyons à la démocratie, chers camarades, nous n'avons pas de pire adversaire que ce libéralisme là. Ne nous y trompons pas, derrière les mesures ponctuelles, les billevesées économiques et financières, les fantaisies législatives que nous propose la Droite, il y a une logique profonde qui va loin, La revanche que nos adversaires se proposent de prendre aujourd'hui, nous serions bien naïfs de croire que c'est seulement la revanche de 1981. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. L'adversaire des libéraux, et les grands ancêtres dont ils se réclament ne craignaient pas de l'avouer, c'est le règne plein de la démocratie, c'est la loi du suffrage universel et de la volonté populaire s'appliquant à tous, et d'abord à l'économie, aux finances, à la répartition des richesses.
C'est l'égalité des droits, dès lors qu'on se soucie de la faire entrer dans les faits. La revanche des libéraux, surgis de la poussière où les avait ensevelis un siècle de luttes politiques et sociales, et nous servant intact le même vieux ragoût de grimoires moisis, d'antiques rancunes, d'idéologies baroques qui sentaient déjà le rance au milieu du siècle dernier, cette revanche, elle reste à prendre pour eux sur ce qui déjà une fois les a vaincus, c'est-à-dire la République. Rassurez-vous, je ne ramène pas le Socialisme aux valeurs républicaines, mais, néanmoins, je voudrais vous dire que c'est sur ce socle que nous pouvons construire car qui ne voit que quand cette idéologie libérale aurait définitivement triomphé des valeurs républicaines, dans ce pays, il n'y aurait plus de place pour les Socialistes ?
Il faut comprendre la Droite. Comprendre l'adversaire, c'est la moitié de la victoire. Jamais plus elle ne veut éprouver cette peur de tous les instants, qu'elle a connue de 1974 à 1981, de voir le pouvoir livré à des inconnus pour la raison absurde qu'ils ont eu la majorité. Jamais plus cet élément de trouble sur la scène internationale, cette France qui, avec la Gauche - mais c'était déjà le cas avec de Gaulle, c'est ce qu'on lui reprochait - joue son propre jeu, alors que tout serait si simple si elle se contentait, comme les autres, d'obéir.

Et, comment se délivrer de ce cauchemar ? C'est très simple : il suffit qu'une victoire politique n'ait plus de contenu, qu'une volonté exprimée par le peuple n'ait plus d'instrument pour la servir, que la politique disparaisse et, avec elle, les partis. Il restera le microcosme politico-médiatique que nous connaissons, un microcosme politico-médiatique sans signification qui serait la fin de la politique et la fin de la démocratie. Quand quelqu'un vous dit : moins d'Etat, vous pouvez presque à coup sûr savoir où il veut vous conduire. Et si quelqu'un dit ces vieux mots : la nation, la République, ne souriez pas trop vite, ceux qui ricanent, lorsqu'ils entendent la Marseillaise, chers camarades, ceux-là qui ricanent tout simplement d'ailleurs parce qu'ils ont oublié la révolution française dont on va fêter le 2ème centenaire, eh bien, un jour ou l'autre, ils chanteront les yeux fixés sur l'autre côté de l'Atlantique : veillons au salut de l'Empire, si ce n'est déjà fait.
(Applaudissements)
Chers camarades, c'est seulement si nous sommes sûrs de nos valeurs que nous pourrons entraîner et mobiliser autour de nos propositions, et je trouve que le papier qui nous a été communiqué n'est pas sans mérite, loin de là, mais il faut évidemment le resserrer dans un corps de propositions entraînantes et mobilisatrices.
Ces propositions, je le disais, sont déjà contenues dans notre bilan, soit qu'il s'agisse de prolonger l'action entreprise, soit qu'il s'agisse de poser les actes nouveaux qui donneront sens à ce que nous avons déjà fait, je dis bien qui donneront sens à ce que nous avons déjà fait, que nous devons pouvoir défendre et que nous défendrons mieux si nous le comprenons nous-mêmes. C'est d'ailleurs la première partie du projet Socialiste : comprendre.
Je ne m'étendrai pas sur la première catégorie d'actions, celles qui visent à prolonger ce que nous avons entrepris, qu'il s'agisse du pari sur l'intelligence dont je me réjouis de voir Michel Rocard en faire un des articles de son programme, je veux parler par-là de la politique de la recherche et de la politique de la formation, qu'il s'agisse de la réduction de l'inflation, de la modernisation de la police, de la justice et de tant d'autres politiques car notre bilan est si riche ; il n'est que de prolonger l'effort et d'armer les volontés pour ne pas dévier du cap fixé.
Encore faut-il garder - excusez-moi d'y revenir - les idées claires et ne pas croire, par exemple, que l'accent mis sur les valeurs de la connaissance à l'école, traduise je ne sais quel penchant réactionnaire ! Excusez-moi d'y revenir quelques secondes.
La République est fille des lumières. Descartes n'est pas de Droite. Parce que la République a besoin de citoyens éclairés, parce qu'elle ne se soutient que par un constant effort de pensée, l'école de la République doit d'abord transmettre des connaissances et former le jugement.
Certains ont cru que c'était une querelle pédagogique. Pas du tout. Ce n'est pas une querelle pédagogique, c'est la logique républicaine, et ceux qui ne l'auraient pas compris, il faut qu'ils l'apprennent !
Encore une fois, il s'agit, dans tous ces domaines, de garder le cap qui a été pris.

Plus originaux et c'est là-dessus que je voudrais terminer mon propos, sont les actes nouveaux qu'il nous appartient de poser, pour donner sens à ce qui a été entrepris, mais reste encore souvent, par la force des choses, à l'état d'ébauche.
Je veux parler de 3 sujets qui sont au cœur d'une démarche Socialiste moderne.
Tout d'abord, la planification. Ce n'est pas trahir un secret, chers camarades, les ministres du Plan successifs se sont assez exprimés sur ce point, que de dire qu'elle n'a pas eu, depuis 1981, l'importance que nous lui accordions jadis dans nos discours, mais est-elle moins nécessaire aujourd'hui qu'elle ne l'était autrefois ?
(Applaudissement)
Merci, Michel.
Trop d'entre nous ont admis presque sans débat qu'il s'agit avant tout d'un exercice intellectuel qui n'engage personne et surtout pas ceux qui s'y livrent. Nous avons tellement insisté sur l'autonomie de gestion des entreprises publiques qu'on a pu nous soupçonner d'avoir "nationalisé les chrysanthèmes".
Où est la banque nationale d'investissement que nous jugions tous nécessaire, ou, à défaut, quels sont les moyens financiers d'une politique industrielle nécessaire à la modernisation de nos industries ? Où sont les banques régionales d'investissement qui donneraient à la décentralisation sa véritable dimension économique ?
Je sais que j'engage là une réflexion sur les nationalisations bancaires, mais il n'est pas trop tard pour prolonger l'effort entrepris.
Aurions-nous renoncé à mener, en fonction d'objectifs stratégiques, sociaux et d'aménagement du territoire, une politique industrielle soucieuse du long terme et des intérêts de la nation ?
Sommes-nous prêts à admettre, par respect pour la liberté de l'entreprise, que la démocratie - le pouvoir d'un gouvernement démocratiquement élu - s'arrête désormais non seulement aux portes de l'usine, mais dès qu'il s'agit d'économie, d'investissement, de production ? Evidemment non. Et si l'action engagée depuis 1981 fait apparaître d'inévitables limites, elle crée aussi les conditions d'un nouveau bond en avant : il s'agit en effet de mettre en œuvre de manière cohérente les moyens dont nous nous sommes dotés : les droits des travailleurs aussi bien que les nouvelles entreprises publiques.
Cette mise en œuvre cohérente, chers camarades, a un nom : ce nom c'est le plan. Mais un mot n'a jamais rien résolu. Disons-le tout net : la planification à la française telle que nous l'avons héritée de jean Monnet et de Jean Masse, a définitivement vécu. Elle était d'ailleurs morte avant notre arrivée.
Inutile de mimer les gestes de la foi. L'ouverture de la France sur le marché mondial a périmé sans retour cette forme de planification-là. Il faut en inventer une autre, je dis bien en inventer une autre. Il faut inventer, car, plus que jamais, il est nécessaire de voir loin pour organiser et conduire la gigantesque mutation technologique et sociale qui permettra à la France de sortir de la crise.
Pour résorber le chômage, il faut rendre notre économie compétitive sur le marché mondial. L'erreur serait de croire que le libéralisme puisse être la solution au problème de la modernisation. Pour la France, en tout cas, qui doit

Fondation Jean Jaurès

réunir tous ces moyens pour tirer son épingle du jeu, le libéralisme, c'est en fait, si vous voulez bien y réfléchir, l'idéologie du déclin. La tâche que nous avons à accomplir est d'un ordre de grandeur tout à fait comparable à celle qui nous incombait à la fin de la 2ème guerre mondiale quand il s'agissait de reconstruire le pays, mais d'une nature toute différente.

Nous avons besoin, pour développer notre recherche, organiser le grand bon en avant de la formation - je le vérifie tous les jours - pour moderniser notre industrie d'une planification entièrement neuve, articulée sur l'Europe et le marché mondial. Eh oui, sur le marché mondial. Une planification remontant des parts de marché à conquérir, vers l'investissement, vers les financements, la recherche, la formation, l'organisation du travail.

Tout cela est-il à inventer ? Non, pas du tout, les pays qui réussissent, au premier rang desquels le Japon, ont su mener des politiques volontaristes et, pour tout dire, planifiées. S'ils l'emportent dans la guerre économique, c'est qu'ils ont su s'organiser. Certes, je ne propose pas de transporter en France le fameux MITI. A rien ne sert de copier. Encore une fois, il faut inventer et créer notre propre modèle de développement, appuyé sur nos propres valeurs. Et pour qu'une telle planification puisse réussir, elle doit d'abord associer les syndicats, le patronat et les pouvoirs publics. Brefs, elle implique une révolution culturelle pour laquelle nous avons déjà beaucoup fait ; nous avons appris les Français à travailler ensemble et les Français au fond d'eux-mêmes savent qu'ils ne s'en sortiront pas autrement.

Et puis, disons-le tout net, il faut changer l'Etat. Il faut substituer à la bureaucratie, des administrations de mission. Il faut que ce plan soit un catalyseur d'énergies, et je suggère que nous engagions une réflexion sur la transformation de l'administration économique ; je la connais de l'intérieur, je sais que cela ne peut pas marcher, et, en particulier, nous pourrions réfléchir à la modernisation des mécanismes de contrôle financier dont la lourdeur paralysante n'est pas compatible avec une politique industrielle dynamique, avec la nécessaire souplesse de la vie économique.

Là encore, chers camarades, il ne s'agit de rien d'autre que de restaurer l'Etat républicain, que de l'arracher à la gangue dans laquelle le retiennent prisonnier ceux qui ont voulu le confisquer, qui, aujourd'hui, font profession de le combattre. Même Michel Crozier disait récemment qu'il ne fallait pas moins d'Etat, mais un meilleur Etat.

Voilà, chers camarades, une œuvre immense qui est devant nous, que nous avons à peine entrevue ; c'est un sentier qui n' a pas été défriché. Et c'est à nous de le faire, en tant que Socialistes, et parce que c'est aussi l'intérêt de la France et l'intérêt de la démocratie. Permettez-moi de vous dire que ce retour, affirmé sans fausse honte, aux valeurs de la planification, si chères jadis à Pierre Mendès France, donnerait sens à tout ce que nous avons commencé de faire, étant donné que nous n'avons pas pu tout faire en quelques années. Redisons-le aux Français. Penser l'avenir dans les temps troublés qui sont devant-nous, le planifier, le prévoir pour l'essentiel, c'est éviter que d'autres ne le planifient à notre place.

Fondation Jean Jaurès

Je prendrai un deuxième exemple s'agissant des actes précis que je propose que nous posions : c'est l'indépendance nationale.
Sans doute, ce n'est pas le premier souci des électeurs, mais chacun sait que la place, le rang de la France, sa capacité à entraîner l'Europe sont une des grandes questions, dans cette campagne électorale. Je propose que nous prenions publiquement 3 engagements clairs, en mettant nos adversaires au défi d'y répondre.
Ces engagements concerneraient l'initiative de défense stratégique, EUREKA et les négociations commerciales du GATT.
L'IDS, vous l'avez compris, ce n'est pas la guerre dans l'espace ; c'est la vassalisation de l'Europe. Technologique, d'abord. La religion du marché qui règne aux Etats-Unis, impose au gouvernement américain de trouver un prétexte de sécurité pour lancer sur fonds publics, un formidable effort de recherche-développement.
Nous n'avons pas les mêmes pudeurs, et nous avons à songer à combler notre retard plus qu'à les aider à augmenter leur avance.
Vassalisation militaire ensuite. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de faire en sorte que les deux superpuissances, si elles le souhaitent, s'affrontent par des moyens conventionnels sur les terrains de leur choix, en Europe par exemple. L'IDS c'est la guerre à nouveau rendue possible. Dans ces conditions, il n'y a plus d'alliés, il n'y a que des supplétifs. Il y a bien un bouclier, chers camarades, mais nous sommes devant, et tout nus. C'est la fin de l'ère de la dissuasion qui fondait et justifiait l'Alliance Atlantique. Et c'est ruiner d'avance toute tentative de l'Europe pour exister par elle-même au plan de la défense et de la sécurité. Tout le monde le pense en Europe, mais personne n'ose le dire, sauf la France, et vous avez entendu M. Chirac, il accepte d'avance ce marché de dupes qui est de co-financer les recherches dont le succès scellerait notre déclin.
Disons clairement que si les Socialistes ont le pouvoir, la position courageuse du Président de la République ne sera pas remise en cause, que la France saura veiller elle-même à sa sécurité en invitant les autres Européens à faire de même avec elle.
J'ai parlé de l'IDS, mais si nous acceptions de participer à l'IDS nous n'aurions pas les moyens de financer EUREKA. Affirmons que si les Socialistes sont au pouvoir, la navette HERMES sera étudiée, construite, lancée quoi qu'il arrive. Ce n'est qu'un exemple, bien sûr, mais il a le mérite d'être clair et compréhensible.
Le troisième exemple, c'est la politique agricole commune dont nous ne pouvons pas accepter que le principe et les règles soient modifiés de l'extérieur, même si certains de nos partenaires nous ont abandonnés en chemin, même si surgissaient comme d'habitude ces propositions de compromis qui sont en réalité des demi-défaites, de simples haltes sur une route tracée d'avance. Eh bien, sachons nous faire respecter et vous savez pourquoi on respecte la France ? Parce qu'elle sait dire non.
Je terminerai par un troisième sujet qui est l'immigration.
Avec dégoût, avec colère, nous voyons chaque jour la répugnante exploitation

qu'en font des démagogues irresponsables. Nous refuons de toutes nos forces le racisme, l'exclusion. Je n'y reviens pas. Sur tous ceux qui vivent en France s'étend la devise de la République, ils ont tous droit à la liberté et à l'égalité. Plus que d'autres ils ont besoin de fraternité, ne la marchandons pas. Mais ce dont il s'agit, pardonnez-moi de le rappeler aussi simplement, c'est de ce que sera la France, enrichie de tous ces apports, transformée, modifiée dans ses composantes sociales et culturelles dans vingt ans.

Ayons le courage de le dire : il s'agit de la France et des Français, nous ne voulons pas faire un nouveau Liban. Il s'agit de ceux qui sont français aujourd'hui, mais aussi de ceux qui le seront demain. La situation actuelle est provisoire. On n'imagine pas que des millions d'étrangers puissent ad aeternam vivre en France en tant qu'étrangers. Nous ne les reconduisons pas à la frontière. La France ne sera jamais le Nigeria. Les 4/5èmes d'entre eux sont en France depuis plus de dix ans, et c'est pour permettre leur insertion d'ailleurs que nous devons contrôler strictement l'immigration nouvelle.

Mais qui ne voit que ces immigrés pour la plupart, et plus encore leurs enfants, resteront en France ? Que ceux ci deviendront français ? C'est l'évidence et, mes chers camarades, c'est là l'essentiel.

Leur apport fera qu'être français prendra un sens nouveau, que notre pays tout entier s'ouvrira à d'autres dimensions, à d'autres cultures. C'est arrivé souvent dans notre histoire. C'est ainsi que les Etats-Unis sont devenus une grande nation. C'est sain et c'est normal.

Ce qui n'est ni sain, ni normal, c'est de croire que l'intégration de ces communautés résultera du jeu naturel de la société. Tous, tous les jours, nous démontre le contraire, et de refuser de se donner des objectifs, un délai, un budget, pour réaliser cette intégration au plus vite, et dans les meilleures conditions. Je ne dis pas assimilation, parce qu'il ne s'agit pas d'assimilation, il s'agit de faire quelque chose ensemble.

Il faut que ces jeunes puissent réussir dans la société française. Vous savez que j'ai demandé au professeur Berg un rapport que je rendrai public prochainement avec un certain nombre de mesures à la clef.

Ce plan là concerne, bien sûr, l'Education nationale, mais cela concerne aussi l'emploi, l'urbanisme, la défense, le gouvernement tout entier. C'est la tâche, c'est le devoir de l'Etat. Cela s'organise, se prévoit se finance. Les discours ne suffisent pas.

Disons le, donnons-nous cinq ans, dix ans, pour construire une France fraternelle où tous aient leur place, où tous soient à l'aise en tant que citoyens de la République. C'est cela la vraie réponse au racisme. Ce qui est indigne, ce qui est inacceptable, c'est, avec les meilleurs sentiments du monde, de laisser des centaines de milliers d'hommes et de femmes- et surtout de jeunes - sans nation et sans loi, sans langue et sans culture, sans patrie et sans droits, et de leur refuser hypocritement la chance de devenir français comme nous ou nos ancêtres le sont devenus.

Voilà, chers camarades, quelques exemples de ce que nous devons dire aux Français et qu'il faut impérativement faire pour relever les deux défis auxquels,

Fondation Jean-Jaurès

nous sommes affrontés : la vassalisation et l'éclatement de la société.
Ces deux périls sont si graves que la France et la démocratie peuvent être entraînées dans un désastre définitif si nous ne savons pas faire revivre la République, en réactivant le meilleur de notre héritage, l'héritage de la République qui est notre meilleur héritage.
Tel est le rôle auquel aujourd'hui le Parti Socialiste doit s'égaler. Et c'est à lui que je pense pour finir, car notre effort n'aurait pas de sens... il ne suffit pas d'avoir des idées claires, si nous en venions à oublier le rôle du Parti et de ses militants. Ce sont eux qui devront défendre ces idées et ces propositions, expliquer, convaincre.
Je ne suis pas de ceux qui parlent avec un peu d'ironie des "grands appareils". Je n'ai pas oublié le temps où cet appareil nous manquait tragiquement et où nous aurions tout donné pour le construire mieux, et plus vite.
Le Parti, c'est tout simplement, au-delà des péripéties de l'histoire et des aléas électoraux, une continuité, la permanence de nos idées inscrite dans les structures fondamentales de la vie politique de notre pays.
Et ce peut être aussi, pourquoi pas, une fraternité, fondée sur l'espérance partagée. Il faut que le Parti prenne conscience des enjeux de la période nouvelle dans le prolongement de ce qui a été fait à Toulouse, qu'il se rassemble plus fortement encore qu'il ne l'a fait jusqu'ici, et naturellement certaines querelles n'ont plus de sens, parce que la vie a tranché, parce que certains débats ont vieilli tout simplement. L'important est d'apporter des réponses claires que les Français attendent de nous.
Nous sommes en crise, que diable, c'est de cela qu'il s'agit. Quelles sont les réponses que nous nous fournissons ?
Etre moderne, mes chers camarades, ce n'est pas se renier. C'est affronter la réalité dans cette fin de siècle troublée, en s'appuyant sur les valeurs que nous avons toujours défendues. C'est ainsi que nous aiderons la France à dominer la crise, à faire progresser l'Europe, et à montrer à tous les peuples du monde l'actualité des valeurs républicaines qui sont aussi celles du Socialisme.
Etre moderne, c'est aussi ne pas craindre de réunir une majorité sur ces valeurs. Lorsqu'on croit à la démocratie, lorsqu'on pense que le suffrage universel est bon juge, est, en dernière instance, le seul juge, il n'y a pas de vertu ou de mérite particulier à rester incompris. Et il n'est pas déshonorant qu'une politique, fondée sur nos principes et nos convictions, soit, en même temps, populaire. C'est pourquoi nous devons nous tourner maintenant vers notre peuple, en faisant confiance à l'intelligence et à la responsabilité de chaque citoyen, parce que cela, c'est l'essence de la République, c'est la confiance faite dans l'intelligence des citoyens, c'est cela la Gauche. C'est cette confiance dans nos idées qui doit irradier notre projet.
Il faut que nous ayons confiance. C'est comme cela que nous gagnerons. Confiance en nous. Confiance dans les citoyens. Confiance dans la République et confiance dans la France dont, je crois que nous incarnons beaucoup mieux que d'autres le vrai visage.
(Applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, à 17 h 37, j'ai encore inscrits Gérard Fuchs, Alain Barrau, Marie-Noëlle Lienemann, Didier Dupuis, Philippe Farine... si vous en étiez d'accord, nous arrêterions là le nombre des intervenants ? Il en est ainsi décidé. Ce débat devrait normalement se terminer aux environs de 19 h et la Commission des résolutions annoncée ce matin par Debarge se réunirait aux alentours de 19 h 15 dans la salle Colbert.
La parole est à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Chers camarades, un petit point d'histoire d'abord en réaction au début de l'intervention de Dominique Strauss-Kahn ce matin, puisqu'il semble décidément qu'il n'y ait pas de grande histoire qui s'écrive sans quelques petites.
J'avais exprimé, dès le mois de juillet, auprès de Dominique Strauss-Kahn, la conception qui était la mienne du document programmatique dont nous allons avoir besoin dans les mois qui viennent.
Je lui avais dit que je voyais un document ramassé, organisé autour d'un petit nombre de thèmes, moins d'une dizaine, des thèmes clés comme l'emploi, l'immigration, la vie en ville et des thèmes traités de façon politique.
J'ai renouvelé cette proposition devant la Commission de travail et après notre Congrès... Mon avis n'a pas été suivi, peu importe, mais qu'on ne vienne pas s'étonner ensuite des commentaires que je porte alors même d'ailleurs que nous allons finalement nous orienter vers un document plus politique et plus condensé.
Ce document, je crois que c'est un texte important, dont nous entamons aujourd'hui la discussion.
Il est important par l'image qu'il va donner de nous à l'extérieur, qui permettra ou non de retrouver une confiance trop largement perdue par les électeurs qui avaient voté pour nous en 1981. Il sera important par les propositions nouvelles sur lesquelles il devra mettre l'accent et qui par-delà la confiance devront susciter la mobilisation.
Il sera important enfin, parce que, comme nous l'avons dit à Toulouse, c'est à partir de lui que sera élaboré le contrat politique dont nous aurons éventuellement besoin pour constituer autour de nous une nouvelle majorité.
Alors, l'image tout d'abord : sans aucun doute, le texte que vous avez reçu ce matin est je crois un texte qui s'inspire d'une philosophie de réforme et non plus d'une philosophie de rupture. C'est le texte d'un parti de gouvernement qui a pris la mesure des contraintes économiques, des rigidités sociales, qui ralentissent le processus de transformation, qui entend demeurer démocratique.
C'est un texte qui accepte de ne plus céder à la facilité de certaines phrases séduisantes, mais dangereuses, qui ont trop souvent orné notre littérature du passé, je me bornerai à en rappeler une qui m'était particulièrement restée en travers de la gorge en son temps : l'équilibre de la balance commerciale n'est pas un enjeu de la lutte des classes.

Fondation Jean-Jaurès

Tout cela donc est très positif.
Pour autant, je dois le dire aussi, l'image que reflète ce texte ne va pas sans me poser quelques problèmes.
Présenter la modernisation comme un impératif de survie est juste, qu'il s'agisse d'éviter de devenir un pays de chômage chronique, faute d'être capable de fabriquer dans des conditions compétitives de quoi satisfaire nos propres besoins, qu'il s'agisse d'éviter de devenir un sous-traitant des Etats-Unis ou du Japon, faute de maîtriser les chaînes des technologies de demain.
La priorité à l'investissement s'impose à tous, c'est vrai, mais rien ne serait plus dangereux, je crois, que de risquer ainsi de laisser supposer que les différences entre la Gauche et la Droite se réduiraient alors en matière économique à quelques divergences de mode de gestion plus ou moins de nationalisations, d'interventions publiques, et en matière sociale à quelques nuances d'accent plus ou moins de préoccupations pour les laissés pour compte présenté comme inévitables des mutations engagées.
Je suis convaincu pour ma part que nous nous trouvons aujourd'hui à un carrefour de civilisation sans précédent dans l'histoire et que l'usage de gauche, de droite des bouleversements économiques que nous commençons d'observer peut conduire à des organisations sociales radicalement différentes.
Ainsi, on nous dit que les ressources humaines sont les ressources clés de notre futur, mais qui a laissé se mettre en place le formidable gâchis qu'engendre le système de formation qui nous a été légué, outil de reproduction social, outil de reproduction des idées établies, les deux choses étant bien évidemment liées, et qui est susceptible, au contraire, de se battre pour une réelle égalité des chances qui réduise au maximum ce gâchis ?
Ainsi, on nous dit que la production de demain exigera de plus en plus d'utiliser la capacité d'initiative et la créativité des travailleurs, mais qui veut maintenir, voire aggraver l'organisation particulièrement paternaliste et hiérarchique qui caractérise aujourd'hui les entreprises françaises, qui est susceptible, au contraire, de mettre en avant l'approfondissement, le renforcement des lois Auroux ?
Ainsi, on nous dit que la manière dont seront utilisées demain les fantastiques possibilités des nouveaux réseaux de communication marquera notre avenir, mais qui pèsera en faveur de l'organisation de réseaux verticaux renforçant l'autorité du sommet et qui, au contraire, développe l'existence de l'effort inter-actif favorisant l'apparition de nouveaux modes de démocratie ?
Chers camarades, absorbés depuis plus de quatre ans par des taches de gouvernement qui ont mobilisé toute leur énergie, les Socialistes semblent trop souvent…

Louis Mexandeau - On le fait !

Gérard Fuchs - ... je vois que mon texte n'est pas trop obscur, puisque tu vois la différence entre la Gauche et la Droite… Les Socialistes semblent trop souvent se contenter d'opposer à la Droite la qualité de leur gestion, mais celle ci ne peut

Fondation Jean-Jaurès

être qu'une notion vide de sens si elle n'est pas replacée dans une perspective politique.
Le texte qui nous est proposé aujourd'hui à travers ses 80 pages est réaliste, je m'en félicite, je ne suis pas sûr, par contre, qu'il prenne suffisamment en considération les grands défis de l'avenir et qu'il définisse la perspective nécessaire.
J'en viens maintenant aux propositions. Celles-ci sont dans le document nombreuses, souvent intéressantes et opératoires.
Le matériau qui nous est proposé sera utile à l'élaboration du texte, plus ramassé, plus politique, qui est indispensable, tout le monde en convient.
Ainsi, je retrouve la notion de minimum social garanti défendue à notre Congrès de Toulouse par la motion 2, pas inventée par elle, c'est évident, Dominique Strauss-Kahn, je t'en tonne acte, l'idée est bien ancienne, elle ne figurait pour autant que dans un seul texte. Mais n'oublions pas que si nous conservons cette idée, la question de son financement devra être abordée et j'aimerais alors retrouver aussi dans notre texte une autre idée que nous avions présentée à Toulouse, à savoir que la stabilisation du prélèvement obligatoire est indispensable, mais que sa diminution ne saurait pour autant représenter un objectif en soi.
Je suis heureux de voir clairement reconnu que le taux de croissance à venir, même avec le plus grand effort, ne suffira pas par lui-même à résorber le chômage, que l'aménagement du temps de travail sera indispensable, mais alors, mes camarades, n'ayons pas peur des mots, et osons parler non seulement d'aménagement, mais de réduction de la durée du travail, car enfin, comment demander à ceux qui font tourner les machines de modifier leur horaire et leur rythme de vie pour qu'elles soient utilisées davantage, si la contrepartie claire et nette de davantage de temps libre ne leur est pas proposée en échange ?
Je constate que la situation du secteur public est à nouveau à l'honneur, j'en suis heureux. Aussi, grâce à la frénésie dénationalisatrice de la Droite, il nous sera plus facile de défendre le contour du secteur public comme la résultante de choix de stratégies industrielles, plutôt que comme celle d'une conception exclusivement idéologique des choses.
Chers camarades, en ce qui concerne les propositions, j'exprimerai cependant le regret de deux absences. La première est celle de toute référence au secteur de l'économie sociale des micro-réalisations individuelles aux coopératives, car là se trouve un important gisement d'emploi, et aussi un levier important de transformation progressive du capitalisme où nous vivons.
Celle ensuite de l'absence de toute référence à l'action entreprise pour faire prendre en main par les habitants des quartiers difficiles, jeunes, immigrés notamment, leurs propres affaires, et là, je pense aux travaux de la Commission Pesce. Pour tous ceux qui considèrent que l'auto organisation est la clé de voûte du changement social, il y a là deux oublis qu'il nous faudra, sans aucun doute, réparer.
Des propositions, nous en avons donc, et de potentiellement mobilisatrices. Il conviendra, dans notre document définitif, de les mettre davantage en valeur en

Fondation Jean Jaurès

en isolant un petit nombre qui nous paraîtront importantes particulièrement.
Je termine enfin à travers la question suivante. A partir des orientations qui apparaissent dans le document et seront enrichies au terme de notre débat d'aujourd'hui et des jours qui suivront, pouvons-nous espérer rassembler sur la base d'un contrat clair une majorité pour continuer de gouverner la France ?
Je suis convaincu que c'est possible et que les Français seront nombreux, en mars prochain, à souhaiter que ceux qui se montrent capables de moderniser le Socialisme, se voient à nouveau confier la tâche de poursuivre la modernisation de la France.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Alain Barrau.

Alain Barrau

Mes chers camarades, en essayant d'être aussi rapide que ce matin sur un thème qui est lié à celui que j'ai évoqué ce matin, mais qui parle aussi du programme, je voudrais vous faire un peu la relation de ce que nous avons discuté au sein de la Commission, en ce qui concerne ce problème de la place des jeunes dans notre société.
Nous étions confrontés à une double possibilité.

- Soit saupoudrer le programme d'un certain nombre de propositions concernant les jeunes.
- Soit, faire dans ce programme une partie spécifique en direction de la jeunesse.

Il nous a semblé - c'était le sentiment de l'équipe du MJS, c'était ma proposition, cela a été repris par les membres de la Commission du programme - qu'il était important que l'ensemble de ce programme puisse avoir en direction de la jeunesse un écho particulier, ce qui fait que des thèmes comme l'emploi, l'aménagement du temps de travail, la modernisation, l'éducation, la défense, des questions internationales, vous le verrez en le lisant, sont marqués par des propositions précises en direction des jeunes.
Nous considérons qu'il ne doit pas y avoir une sorte d'appendice de notre programme qui serait les dispositions des Socialistes en direction de la jeunesse, mais en revanche, qu'il faut essayer, comme d'autres intervenants l'ont dit avant moi cet après-midi, de faire, à partir de ces propositions, à partir du texte politique qui va maintenant être rédigé après le Bureau exécutif de mercredi et après cette Convention, un axe central de notre programme politique pour 1986, à partir de cette démarche politique en direction de la jeunesse.
En effet, l'un des objectifs Socialistes depuis 1981 a été de combler le fossé ouvert depuis plusieurs années entre la jeunesse et le reste de la société. Ce fossé a été particulièrement accru dans la période qui a précédé 1981. Lutter contre les discriminations qui touchaient les jeunes, remettre en jeu les jeunes comme le disait Bertrand Schwartz, dès 1981, ont été des objectifs des gouvernements Socialistes. Jamais autant n'a été fait en direction des jeunes par un gouvernement que par le nôtre depuis 1981 : droit à la formation pour tous les

Fondation Jean-Jaurès

jeunes, dispositif d'insertion sociale et professionnelle, droit à l'expression, radios locales, soutien aux jeunes créateurs, reconnaissance des pratiques culturelles des jeunes, mesures contre les discriminations sexistes, statut des objecteurs de conscience, problèmes de la délinquance, défense des Droits de l'homme, actions de solidarité avec le tiers-monde, et je pourrais encore augmenter ces citations.
Il faut donc poursuivre cette politique, mais sans doute mieux mettre en évidence dans notre bilan sa cohérence globale, ne pas dissocier ces actions en direction des jeunes de la politique d'ensemble de modernisation économique, de progrès social et d'extension des libertés.
La question des jeunes n'est pas une question à côté des autres. C'est une question qui doit être pour nous une question centrale par rapport à ces trois objectifs qui se retrouveront dans notre programme : modernisation économique, progrès social, expansion des libertés.
Tout ce qui peut permettre à notre pays d'assumer pleinement sa place dans le monde, de remplir son rôle historique de patrie des Droits de l'homme et de liberté, de contribuer à lutter contre la faim et le sous-développement, d'agir pour la recherche de la paix et de la sécurité, sont des valeurs qui mobilisent les énergies et la volonté des jeunes, et suscitent leur participation.
C'est, à mon sens, autour de ces valeurs que nous devons rassembler tous les jeunes pour lutter contre les inégalités et pour moderniser notre société.
Cette remise en jeu économique et sociale des jeunes constitue la seule réponse à la situation de précarité liée aux mutations socio-économiques actuelles, et pour cela, nous faisons dans ce document, outre ce qui a été déjà dit sur les problèmes de formation et d'éducation, ce qui a déjà été dit en ce qui concerne le problème de la défense nationale, huit propositions précises que je vous invite à débattre, à discuter, et ce soir dans la Commission des résolutions, et aussi quand ce document sera abordé au niveau des fédérations et du débat dans le Parti.

Le président - J'invite la salle à un peu de silence, il y a un brouhaha permanent.

Alain Barrau - Première de ces huit propositions : les nouvelles formules d'insertion. Nous sommes confrontés à l'allongement de la période entre l'école et la vie active et cet allongement nous conduit à imaginer de nouvelles formules d'insertion qui doivent faire sauter le cloisonnement habituel entre formation, travail et emploi.
La mise en situation de travail est un outil déterminant pour l'insertion et, à cet égard, la formation en alternance et les TUC relèvent de la même logique. Dans ce dispositif, les TUC ont pris, par leur nombre, par leur succès, une importance très grande. Comment peuvent-ils déboucher sur une création d'emploi ? Ce problème n'est pas un problème que nous allons nous poser pour le moyen terme ; c'est un problème que nous devons nous poser maintenant. Il faut s'efforcer de les inscrire dans une perspective de développement social, répondant à des besoins collectifs actuellement non satisfaits par l'économie

marchande. Je crois que, dans la prochaine période, il faut qu'un dispositif de formation complémentaire, à côté du mi-temps qui est celui du TUC, puisse permettre, par le biais de l'action des collectivités locales et des associations, de compléter le dispositif que nous avons mis en place.

Aujourd'hui, nous assistons à une véritable offensive de la Droite sur la question de l'emploi des jeunes. Elle cherche à faire croire que la solution au chômage des jeunes, c'est l'abaissement du coût salarial au moyen de l'instauration d'un SMIC jeunes. Nous devons clairement, dans la campagne qui s'ouvre, dénoncer cette proposition, montrer qu'elle accroîtrait la précarité des jeunes. Pour nous, l'accès des jeunes à un emploi passe par la mise en œuvre de nouvelles solidarités, c'est-à-dire, entre autres, par une nouvelle étape qui doit être discutée, concertée, mais qui doit être aussi précise de réduction du temps de travail, par la création de nouveaux postes de travail pour les jeunes, et surtout par la complémentarité entre les dispositions de l'emploi formation, celui des TUC et le développement des entreprises intermédiaires.

Deuxième proposition : la politique du logement des jeunes.

Beaucoup a déjà été fait dans ce domaine et je pense que nous devons aller plus loin en proposant que l'ensemble des initiatives locales qui existent déjà et qui sont encouragées par le gouvernement puissent s'appuyer sur la création d'un fonds de garantie pour le logement des jeunes, qui aura pour mission de faciliter aux jeunes l'accès de relogement pour le parc locatif public, mais aussi privé.

Troisième proposition : des actions en ce qui concerne la médecine préventive.

Vous savez que nous constatons qu'en dehors de ceux qui sont dans le dispositif de formation, d'Education nationale, ou ceux qui sont déjà dans un dispositif d'emploi, il y a toute une partie de la jeunesse qui est actuellement un peu en dehors de ce système de médecine préventive. Il faut donc qu'en créant des antennes de médecine préventive, par exemple, dans les PAIO, en faisant en sorte qu'il y ait des accès possibles pour les lieux de médecine préventive pour les jeunes, nous améliorions - je pense aux soins dentaires, mais aussi à beaucoup d'autres - les possibilités de médecine préventive pour les jeunes.

Ces éléments que nous pouvons proposer ne constituent pas un coût important.

Quatrième proposition : les droits nouveaux pour les jeunes.

Je crois que, dans le domaine de l'aide judiciaire, en particulier pour les mineurs de plus de seize ans, des dispositions actuellement sont en train d'être discutées avec le ministère de la Justice et doivent déboucher dans le cadre de ce programme.

Les dispositions, en ce qui concerne la détention provisoire pour les mineurs de treize à seize ans, faire en sorte qu'il y ait là des dispositions spécifiques qui puissent permettre de tenir compte de la situation réelle de ces jeunes.

Enfin, et nous le disons depuis de nombreuses années, cela fait partie des propositions qui, en 1982, ont été déjà adoptées par le Conseil des ministres quant au principe, il faut que le droit d'association puisse avoir son plein exercice pour les jeunes à partir de seize ans. Cela se fait souvent dans la pratique. Il faut que nous y mettions en conformité le droit et la réalité.

Cinquième direction : une fondation, une disposition qui permettrait d'aider les

Fondation Jean-Jaurès

initiatives et l'innovation des jeunes. Nous constatons, et Gérard Fuchs vient d'en parler, pour les quartiers ici ou là de nombreuses initiatives qui existent à partir de groupes de jeunes qui ne sont pas forcément regroupés en association. Il faut que, par une Fondation nationale d'aide à l'initiative des jeunes, nous puissions leur proposer dans des conditions qui sont à déterminer un relais à ces initiatives diversifiées et à ces initiatives locales.
Sixième point : la dimension culturelle de notre politique qui est fondamentale pour les jeunes.

Le président - J'insiste à nouveau pour le silence. Il n'est pas agréable de s'exprimer dans cette ambiance. Tu poursuis, Alain.

Alain Barrau - La reconnaissance de la culture spécifique des jeunes, de la bande dessinée au rock, mais aussi avec la diversité des cultures qui traversent la jeunesse, est une dimension que nous devons non seulement: poursuivre, mais amplifier.
Ce qui a été dit tout à l'heure, en ce qui concerne l'enjeu culturel du combat politique que nous allons entreprendre est une question importante. Je partage ce point de vue. Ces élections prochaines verront cet enjeu culturel au cœur du débat.
Septième élément : la participation des jeunes, à partir d'une modernisation de la démocratie représentative et à cet égard, nos initiatives sur la limitation du cumul des mandats vont dans le bon sens, l'incitation au plein exercice du droit de citoyenneté - j'en ai parlé ce matin en ce qui concerne l'inscription sur les listes électorales, et en ce qui concerne les Français maghrébins.
Je crois que tout ce qui peut se faire dans les quartiers, le travail de la Commission Pesce, les initiatives comme celles qui ont été prises à Mons en Baroeul, montrent qu'en ce qui concerne l'initiative locale, les possibilités de participation des jeunes, nous n'avons pas accompli tout ce qui pouvait être fait et nous pouvons prendre dans ce domaine aussi un certain nombre d'initiatives très concrètes.
Enfin, dernier point : la dimension internationale de notre projet est, à mon sens, déterminante en ce qui concerne nos propositions à la jeunesse, que ce soit l'affirmation de l'indépendance de notre pays dans un monde ou la domination des deux superpuissances est souvent cause de division, que ce soit notre politique pour le développement du tiers-monde, pour le co-développement du Nord et du Sud, pour la lutte contre la faim, que ce soit enfin notre rôle pour la paix et le désarmement.
Dans cet esprit, la création d'un service de volontaires européens du développement à partir de l'initiative franco-allemande devra, à mon sens, être progressivement élargie tant aux autres pays de la Communauté européenne qu'à des volontaires civils ayant le statut de stagiaires de la formation professionnelle.
Voilà quelques propositions concrètes qui sont déjà dans ce document. Elles peuvent, elles doivent être étoffées par la réflexion de tous.

Fondation Jean Jaurès

Ce que nous voudrions, ce que les membres de la Commission ont partagé avec moi, c'est que nous n'ayons pas une volonté de traiter les questions de jeunes à côté des espaces centraux des organes du Parti, mais que dans le projet mobilisateur que nous allons rédiger à partir de cette base politique soumise aujourd'hui à cette Convention, la part de notre projet pour les jeunes, la signification de notre projet pour les jeunes, à l'aube du 21ème siècle, pour la prochaine période - qu'elle soit de deux ou de cinq ans - soit un élément déterminant de notre combat.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann

Mes chers camarades, les Socialistes, à Toulouse, ont parcouru une partie du chemin vers la reconquête de l'opinion. Ils ont abandonné de vieux dogmes, ils ont choisi une rupture, définissant avec plus de lucidité les contraintes économiques et mesurant les limites du volontarisme. Ils ont donc levé les appréhensions, voire les rejets qu'ils avaient fait naître au sein même de ceux qui avaient fait notre victoire en 1981.
Mais il reste du chemin à parcourir pour passer de cette disponibilité que nous pouvons parfois percevoir dans l'opinion à une mobilisation réelle pour constituer une majorité positive autour d'une logique, car les Français souhaitent non seulement comprendre ce qui a fondé notre évolution, nos changements, le choix de la rigueur et de la compétitivité - pour la plupart, ils en acceptent la nécessité - mais surtout ils voudraient savoir quelle est notre vision d'une France moderne et quel est le projet de la Gauche aujourd'hui.
On mesure à travers divers signes, comme le récent sondage qui met en évidence le souhait d'un gouvernement de compromis, par exemple, ou à travers les discours répétés sur l'absence de clivage entre la Gauche et la Droite, ou un clivage qui serait dépassé entre la Gauche et la Droite, un risque assez réel de discrédit du politique, et finalement un sentiment qu'il n'y aurait pas d'alternative à une gestion au fil des événements.
La Droite, elle, peut se passer de répondre à cette question, à cette interrogation, parce que d'abord elle est beaucoup plus, par nature, liée à une attitude conservatrice, et ensuite parce qu'elle donne l'illusion, à travers les dogmes libéraux, d'une pensée opérationnelle.
Mais la Gauche, elle, ne peut différer l'exigence de préciser son projet et sa vision de la France moderne.
C'est pourquoi je crois que la préparation du document programmatique doit être une étape pour une rénovation plus profonde et aussi pour la définition des nouvelles frontières qui existent entre la Gauche et la Droite dans ce pays.
Je dis bien "nouvelles frontières" parce que je crois que la Gauche a vocation à s'élargir.
Il ne s'agit pas de réfléchir sur notre identité pour être bien sûrs de nous-mêmes,

Fondation Jean Jaurès

bien au chaud dans ce que nous représentons et qui n'est pas, à ce jour, majoritaire dans le pays. Je crois qu'il nous faut fixer les lignes de notre identité de la Gauche de demain, une gauche large, ouverte, capable d'être un pôle d'une majorité dans ce pays, le pôle déterminant.
Alors, il me semble que nous avons deux exigences dans cette campagne.
D'abord, parler du bilan, et nous parlerons bilan. Faisons-le sans fard, sans timidité, mais aussi sans caricature. Osons mettre en perspective les choix aussi essentiels que le choix de la baisse du taux des prélèvements obligatoires et, en même temps, le choix d'une économie mixte.
Or, le texte actuel qui nous a été présenté par la Commission du programme ne précise pas de façon explicite notre orientation quant aux prélèvements obligatoires. Il le fait, à mon avis, de façon implicite.
Je crois que le choix de la baisse du taux des prélèvements obligatoires était révélateur d'une recherche - ce n'était pas simplement, pour faire plaisir une année, moins d'impôts... - d'un équilibre entre intervention publique et intervention privée et d'une réorientation des prélèvements sociaux en faveur d'une solidarité plus efficace, sans obérer la compétitivité et le dynamisme de notre économie. C'était donc un choix essentiel dans une vision d'économie mixte.
Pour ma part, je serais plutôt favorable à une baisse lente et maîtrisée du taux des prélèvements obligatoires pour les cinq ans à venir, mais en tout cas je crois, à mon sens, minimum que nous fixions l'objectif du maintien de ce taux, en précisant notre conception d'une économie mixte, terme qui n'apparaît nulle part dans le document qui nous a été distribué.
Au-delà du fétichisme des mots, il nous faut préciser à travers cette idée d'économie mixte notre vision des nationalisations et de l'intervention économique de l'Etat.
J'approuve le soutien à un projet de loi de respiration du secteur public conçu dans le texte, mais je souhaiterais que nous approfondissions les propos de Dominique Strauss-Kahn sur les nationalisations, qui étaient d'ailleurs beaucoup plus clairs ce matin que le texte qui nous a été présenté. Si j'ai bien compris, il préconise la création de nouvelles entreprises publiques, notamment des PME, en redéfinissant le secteur public, son contour, non pas en l'étendant en masse mais en faisant des transferts au sein du secteur public.
Je suggère la plus grande prudence sur ce terrain. Nous risquons de justifier l'idée selon laquelle les nationalisations sont des dispositions de conjoncture et non pas qu'elles répondent à une vision de l'économie mixte où l'Etat intervient dans des domaines bien spécifiques qui sont les secteurs-clés de l'indépendance nationale.
Prenons garde aussi à une interprétation de nationalisations rampantes qui peut être donnée à ces propositions. Si les PME de haute technologie ont besoin de capitaux, de capitaux à risques, et parfois d'un soutien actif à leur démarrage, il est d'autres possibilités que l'Etat/actionnaire. Trop longtemps, nous avons donné l'impression de confondre socialisation, nouvelle maîtrise collective des activités économiques et nationalisations. Pour ma part, je préfère que nous

Fondation Jean Jaurès

mettions tous nos efforts à la démocratisation de l'initiative économique ; j'y reviendrai.
Ainsi donc, le bilan ne doit pas être présenté en termes de réalisations ou de bilan comptable, mais bien en termes d'une mise en perspective de l'action gouvernementale.
Les Socialistes, dans leur programme de 1986, doivent à mon avis se garder de deux écueils.

- Le premier, une liste de propositions concrètes, opérationnelles, qui tendraient à vouloir dire : eh bien, voilà, on termine le septennat de François Mitterrand et on rajoute six propositions, vision à mon avis peu porteuse d'avenir. Je crois que le document ne tombe pas du tout dans ce travers.
- Le deuxième, un discours incantatoire, un vague projet, et un discours essentiellement ciblé sur une radicalisation contre la Droite. Je ne suis pas non plus sûre que nous convainquions beaucoup l'opinion uniquement sur cette vision défensive.

Plutôt que des propositions, je crois qu'il nous faut fixer des arbitrages lourds qui, justement, pourraient être l'approche de ce qui est être de gauche aujourd'hui. Par exemple :

- Une société rassemblée plutôt qu'une société éclatée. Nous voyons bien les risques d'éclatement, de marginalisation, et au contraire la Gauche qui propose un projet valable pour tous.
- Le partage et l'initiative plutôt que le nécessaire "ça ira mieux", deux thèmes à mon avis essentiels pour notre identité.
- De nouvelles formes de vie collective et d'intervention collective respectueuse de l'autonomie de l'individu, plutôt que les égoïsmes, le repli sur soi, les corporatismes, la juxtaposition d'intérêts privés. Or, nous voyons, à travers la montée de l'individualisme, un courant ambigu porteur à la fois d'une volonté émancipatrice de l'homme, mais aussi en négatif, le risque de voir une société éclatée où chacun joue sa carte contre les autres et contre la solidarité. Néanmoins, la Gauche ne peut pas nier l'autonomie de l'individu, elle doit lui reconnaître toute sa dimension en l'insérant dans une nouvelle forme de vie collective. Or, il y a une crise des organisations collectives aujourd'hui.
- La recherche de l'intérêt général plutôt que les corporatismes.
- Une puissance publique européenne et une France ouverte sur le monde plutôt que le déclin par le repli frileux ou l'alignement sur les USA.

Ainsi donc, l'identité de la Gauche, d'une gauche ancrée dans l'alternance, suppose que le rassemblement d'une gauche ouverte se forgera autour de cette alternative.
Plus concrètement, avec ce fil directeur, comment se présentent les choix que nous avons à faire sur les dossiers que je crois les plus lourds de la période, qui sont l'emploi, la protection sociale, l'initiative économique ou la démocratisation de l'initiative économique, culturelle et sociale ?
Sur l'emploi d'abord, n'allons pas vers le partage du travail de façon défensive.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Pourquoi avoir peur du mot partage en se réfugiant derrière le slogan technocratique d'aménagement du travail ? Chacun sait que la croissance ne résoudra pas le problème social du chômage, en tout cas à court terme, et une société rassemblée, c'est une société qui refuse les marginalisations, les exclusions, les inégalités installées, et donc qui a besoin de réduire très fortement le nombre de chômeurs et la durée du chômage.
Tous les paris sur la seule croissance sont, au mieux, des paris sur le long et moyen termes. D'ici là, quels dégâts sociaux devront être subis !
Aussi, si des avancées réelles sont faites dans nos discours, puisqu'il est admis que la réduction du temps de travail doit être négociée, faire le lien avec... (inaudible)...
C'est vrai aussi que l'exigence de compensation intégrale de la réduction du temps de travail est abandonnée en tant que telle, mais nous n'en assumons pas pleinement la conséquence en parlant concrètement du partage des revenus, corollaire à celui du travail.
On ose à peine reconnaître que la loi doit être largement ouverte au temps partiel, au temps choisi, et que les TUC procèdent déjà de cet esprit.
Ainsi donc, le thème du partage du travail doit être au cœur d'une relance de la négociation sociale et de la politique contractuelle.
Plus substantiel est sans doute le problème de la protection sociale - en tout cas je crois que c'est une des divergences les plus lourdes aujourd'hui entre nous - car je pense que la protection sociale doit être rénovée eu égard à deux exigences.
D'abord, et c'est tout à fait conforme à ce que je disais sur les prélevements obligatoires, son coût ne saurait continuer à croître au même rythme. Son efficacité doit être améliorée pour faire face aux risques nouveaux et pour éviter les situations de pauvreté, de détresse, de marginalisation.
Cela suppose que soient mieux ciblées les missions essentielles de la protection sociale, révisés son fonctionnement et son financement.
J'approuve tout à fait les propositions concrètes de couverture des risques liée à la mobilité et aux mutations, de mise en place d'un revenu minimum garanti, ainsi que celle de la révision de l'assiette des cotisations en fonction des revenus. Je regrette d'ailleurs de ce point de vue qu'on ait abandonné le 1%.
Mais toutes ces décisions, si l'on veut être cohérent avec la baisse des prélèvements obligatoires, et aussi avec la nécessité de dynamisme de notre économie, doivent s'accompagner d'économies pour couvrir ces dépenses nouvelles.
Je crois donc que la Gauche doit sortir du schéma selon lequel la solidarité serait un frein à la compétitivité et à l'économie.
Par exemple, on pourrait redéfinir dans le système de santé ce qui doit vraiment être remboursé, ce qui ne l'est pas, et réviser régulièrement ce qui doit être remboursé et ce qui ne l'est pas. On doit envisager certaines formes de retraite complémentaire par capitalisation.
En effet, mesurons bien que le maintien du statu quo est source d'inégalités. Mesurons que les dépenses risquent de ne pas être maîtrisées et que ne rien faire,

Fondation Jean-Jaurès

ne rien proposer, serait, en termes d'économie, laisser la porte ouverte aux remises en cause les plus fondamentales des objectifs de solidarité.
La démocratie de l'initiative doit être au cœur de notre projet. C'est, à mon avis, la seule façon de rendre vraiment fort notre discours sur les libertés, car un pays qui refuse le déclin est un pays où l'initiative individuelle et collective s'épanouit. La Droite française s'en aperçoit et prétend qu'elle seule est garante de ce mouvement et que la Gauche veut tout organiser, encadrer, limiter. On ne peut lever cette caricature qu'en mettant le clivage réel entre la Gauche et la Droite entre ceux qui pensent, d'un côté, que l'initiative économique, la fonction entreprenariale, la création d'activités, sont réservées à un petit nombre, une élite, et si possible qui se transmette ce privilège à travers les générations, et ceux qui, de l'autre côté, comme nous, estiment que par une large diffusion de ses potentialités, par une large diffusion de ses possibilités d'initiative, notre pays retrouvera son dynamisme et sa compétitivité.
Aussi la loi sur l'initiative économique doit-elle être prolongée, amplifiée, par la mise en place de fonds salariaux, par la mise à disposition de fonds propres pour la création d'entreprises et la mise en place d'outils performants d'évaluation sur les projets et les besoins.
Cela ne peut se faire ni par une intervention directe de l'Etat ou autre, mais je crois beaucoup plus à une attitude qui viserait à solidariser les acteurs économiques et sociaux, les collectivités locales sur la base des bassins d'emploi, en animant une démarche d'innovation et de solidarité auprès des entreprises.
Ainsi donc l'initiative est au cœur de notre combat Socialiste, c'est aussi en dehors du monde de la production, des possibilités nouvelles offertes au monde associatif, et de ce point de vue nous mesurons les déceptions réelles du côté de nos partenaires associatifs, il nous faut rechercher des projets collectifs où chacun trouve sa place et sa responsabilité.
Je crois qu'en tout cas il nous faudrait aller plus loin dans la décentralisation pour faire que notre objectif de diffusion du pouvoir d'ouverture, de création de nouveaux champs d'activité, soit une réalité et donc manque cruellement le volet participation des citoyens à la vie locale tant attendu et qui était prévu lors des premières lois.
Quand M. Madelin parle de dépôt de bilan idéologique de la Gauche, il confond faillite d'une entreprise et sa modernisation. Les Socialistes ont fait preuve de leur capacité à gouverner, à gérer le pays, ils peuvent aujourd'hui donner un nouvel élan à leur message, à leur action, s'ils veulent bien mener à leur terme leur démarche de rénovation esquissée à Toulouse et donner du souffle au pragmatisme.
(Applaudissements)

Le président - Michel Debout, puis Boulard.

Michel Debout

Mes chers camarades, je ne sais pas si l'oral de Dominique Strauss-Kahn a

corrigé ce matin son écrit, mais j'ai le sentiment que son intervention était une très bonne base pour l'établissement du texte que nous devons maintenant établir ensemble.
Par rapport à ce texte, je voudrais intervenir sur trois points essentiels, sur lesquels je voudrais attirer votre attention.

- La politique médiatique et de presse.
- Le problème du minimum social garanti.
- Et la politique de santé, vous me le pardonnerez, j'ai l'habitude de l'évoquer.

Avant d'aborder ces trois points, je voudrais faire une remarque sur la nécessité qui a été rappelée par beaucoup d'intervenants de mener la bataille à gauche, et cette bataille à gauche, de rassemblement à gauche, il y en a un aspect qui n'a pas été abordé jusqu'à maintenant, qui me paraît quand même préoccupant pour la campagne à mener, je veux parler de quelque chose que je rassemblerai sous le terme de "l'effet Juquin/Ferrat", effet Juquin/Ferrat.
Mes camarades, je ne sais pas si vous avez suivi deux émissions télévisées très intéressantes au demeurant, l'une dimanche dernier de Juquin, à 7 sur 7, et l'avant-veille de Jean Ferrat interviewé par un grand commis de la télévision française, dans Apostrophe.
Mes camarades, il faut quand-même que l'on réfléchisse sur la signification de ce qui a été dit, à la fois par Juquin et par Ferrat, qui sur beaucoup de points se rassemblaient, et qui sont quand même une manière de cautionner l'attitude actuelle du Parti Communiste tout en s'en démarquant, vers ou ? Vers nous. Et lorsque nous disons qu'il faut rassembler la Gauche, mes camarades, je dis qu'à travers les interventions de Juquin et de Ferrat, on est en train de ratisser à notre frange gauche et que l'on ne peut pas me semble-t-il laisser de tels discours sans réponse politique. Car, en cautionnant l'attitude actuelle du Parti Communiste sur les bases qui sont celles de Juquin et de Ferrat, effectivement je crois que l'on peut, ou le Parti Communiste peut chercher à rassembler autour de lui des électeurs qui sinon voteraient pour nous.
Il me semble donc que c'est là un problème.
Mais cette question soulevée m'amène tout naturellement à aborder mon premier point, qui est celui de la politique médiatique et de presse.
Mes camarades, il me semble que sur ce dossier là nous devons, je dirai marquer de la manière la plus claire, de la manière la plus offensive, car c'est au cœur du débat politique, aujourd'hui nos positions.
C'est vrai que notre politique en matière de média, en matière de presse, est totalement opposée à celle de la Droite et c'est un des enjeux de la bataille d'aujourd'hui, et je dirai qu'au-delà c'est un des enjeux de la démocratie.
Et, sur ce point, je rejoins ce qu'a dit tout à l'heure Jean-Pierre Chevènement.
Vous avez entendu comme moi Toubon, mais Toubon cela ne l'inquiète pas, cela ne le gêne pas que demain toute la presse et même toute la télévision soit aux mains d'Hersant.
Voilà ce qu'ils nous promettent, et je pense que sur ce terrain-là nous avons justement à rappeler nos principes et même au-delà de nos principes ce que nous

Fondation Jean-Jaurès

avons fait, car nous avons commencé à le faire.
Vous avez aussi entendu comme moi hier peut-être, non pas que ce soit l'orateur que je suive le plus fréquemment, Valéry Giscard d'Estaing. Je dois dire que j'étais en partie d'accord avec ce qu'il a dit, lorsque l'ancien Président de la République a dit que maintenant le premier pouvoir était la presse, que ce n'était plus le quatrième mais qu'il était devenu le premier, pas la presse mais la télévision, je crois que l'on peut être d'accord avec lui, en tout cas c'est l'impression que l'on peut avoir ; mais ce qui me paraît dangereux, c'est qu'il l'ait dit sans s'inquiéter, sans s'en plaindre un seul instant.
Mais, camarades, où est la démocratie si effectivement demain, même aujourd'hui, ce sont les médias, c'est la télévision, qui font l'opinion et non pas qui informe l'opinion ?
Je prends quelques exemples, c'est très récent.
Le procès d'Auckland : moi j'ai été parfaitement choqué par les commentaires de la presse.
Enfin, mes camarades, le gouvernement de la République a permis, ou va permettre, en tout cas c'est notre espoir, de ramener, j'allais dire deux officiers français à bon port... On aurait pu penser que le lendemain la presse s'en félicite en disant : voilà quand même un gouvernement qui montre son autorité et qui ne va pas faire porter à deux lampistes, puisque c'est comme cela qu'ils ont été traités auparavant par cette même presse, le poids des erreurs... Eh bien non, ce n'est pas du tout ce que l'on a entendu, on a crié au scandale dans cette même presse qui nous pressait avant de les libérer et, maintenant que c'est presque fait, alors là on s'étonne et on dit mais enfin quel est ce marchandage?...
Voilà une illustration.
Deuxième illustration, le problème du SIDA.
C'est quand même assez extraordinaire qu'une partie de la presse, j'allais dire une partie qui fait semblant de nous défendre, ou bien qui se situe plus plutôt à gauche, enfin j'ai l'impression qu'elle a depuis longtemps abandonné le combat de la Gauche, mais une partie de la presse qui ne fonctionne que par coups médiatiques, pour une fois, je ne sais pas si c'est à tort ou à raison, je ne veux pas entrer dans le détail, mais pour une fois qu'on fait un coup sans eux, alors elle crie au scandale.
Cette presse enfin, et j'en terminerai, qui nous réclame tous les jours d'abandonner tout débat idéologique, tout débat politique, regardez le sondage sur le meilleur gouvernement possible... Voilà, mes camarades, où en est la presse... Abandonnons les idées de gauche et de droite, abandonnons nos valeurs et puis rassemblons des Français dans une nébuleuse qui serait celle de l'efficacité. Mais on sait bien que cette nébuleuse là, c'est en fait une nébuleuse de droite et, mes camarades, je crois que sur ce terrain de la politique médiatique, de la politique de presse, nous avons des arguments, mais au moins que ces arguments nous les portions haut et fort.
Le deuxième point que je voudrais évoquer, c'est celui du minimum social garanti, simplement pour attirer votre attention sur le risque qu'il y a à trop parler de minimum car, dans la notion de minimum on courrait retrouver - même

et si je n’en fais le procès à personne évidemment, en tout cas pas au rédacteur du texte - quand même d’une certaine manière un projet de la Droite, car lorsqu’on comprend bien le projet qu’a la Droite de sécurité sociale à double vitesse, qu’est-ce que cela veut dire ?
Cela veut dire que l’on va organiser pour tous les Français - pour tous, évidemment ils ont toujours été un peu oecuméniques - une garantie minimale, mais au-delà ce sera le privé la responsabilité de tout un chacun, qui décidera du maximum.
Donc, mes camarades, je dis bien : attention à l’utilisation abusive du terme de "minimum social". Je dis moi qu’il faut une solidarité sociale plutôt qu’un minimum social.
Enfin, et j’en terminerai sur les problèmes de politique de santé, j’ai relu le texte qui nous est proposé et je voudrais dire que j’y ai relevé deux oublis, mais cela ne vous étonnera pas, car ce sont un peu mes dadas - chacun en a -, et puisqu’il faut une certaine permanence dans la pensée j’essaie de m’appliquer cette formule à moi-même.
Il y avait deux engagements dans les 110 propositions du candidat François Mitterrand à la présidence de la République en matière de politique de santé, je dis bien : deux propositions sur la santé.
La première concernait la suppression de l’ordre national des médecins, la deuxième le développement de centres de santé intégrés.
Or, sur le texte qui nous est proposé, on ne trouve aucun mot ni sur l’un ni sur l’autre point. Et l’on sait en même temps que sur ces deux domaines - et je vois notre ministre Hervé qui m’écoute - nous n’avons pas progressé.
Alors, qu’est-ce à dire ? Est-ce qu’on a renoncé ? Mais si nous avons renoncé, encore faudrait-il dire pourquoi et que ce soit un renoncement, je dirai, significatif, ou bien, si c’est simplement un oubli, que l’on remette l’ouvrage sur le métier.
Je voudrais dire, mes camarades, que cette question est très difficile, je le sais bien, qui concerna la politique sanitaire de la France et là je mets de côté le problème de la protection sociale, le problème des professions de santé, il y a une question incontournable, que ce soit pour nous-mêmes ou pour les autres s’ils devaient revenir : c’est celle de la démographie médicale.
Mes camarades, dans moins de dix ans nous seront 200 000 médecins, que cela plaise ou non, et il faudra organiser le travail de ces 200 000 médecins. Or je vous dis, moi, que les propositions de la Droite, c’est-à-dire les propositions de la libre concurrence, ne répondront jamais à cette question fondamentale et que nous sommes les seuls, nous Socialistes, à avoir des réponses dynamiques à ce problème préoccupant de la profession médicale. Je crois, puisque nous avons les réponses, plutôt que de les mettre dans notre poche, qu’il faudrait les brandir, et c’est avec un discours comme cela que nous arriverons à ne pas "désespérer Billancourt" non plus, mais un certain nombre de collègues qui ne savent pas à quel saint se vouer.
Alors, mes camarades, je dirai que finalement ce qui doit être au cœur de notre discours aujourd’hui c’est cette grande notion de contrat ou de compromis, mots

Fondation Jean Jaurès

qui sont un peu synonymes. Oui, il faut que l'on montre que dans un monde qui bouge et qui ne va cesser de bouger, la seule voie possible est celle du dialogue social, parce que le dialogue est la seule possibilité de règlement de la dynamique. Sans ce dialogue il n'y a que des rigidités, donc il n'y a que des conflits, il n'y a que des ruptures. Avec le dialogue, au contraire, nous pouvons prendre l'avenir de la France en mains. Je crois que c'est un grand projet, c'est un projet d'essence Socialiste, et c'est un projet pour la France.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Boulard.

Jean-Claude Boulard

Mes Chers camarades, de nombreux orateurs ont brossé une large fresque de la France, de son présent et de son avenir. Je voudrais prendre quelques minutes pour parler d'une toute petite partie de cette fresque : la partie la plus sombre, celle d'une France qui a commencé à s'appauvrir avant 1981, mais qui a continué à s'appauvrir depuis 1981, c'est-à-dire depuis que nous sommes au pouvoir.
Dans ma ville, l'hiver dernier, et probablement encore cet hiver, on voyait des files de mères de famille qui attendaient dans des maisons de quartier la distribution de produits alimentaires, de surplus de beurre, de surplus de pommes de terre, de boîtes de conserve... Cette image, qui se relie aux images les plus sinistres de la réalité du 19ème siècle.
Mes camarades, si avant 1981 on m'avait dit que, la Gauche étant au pouvoir, je verrais ces files dans ma ville, et dans d'autres villes, j'aurais parlé de provocation, et pourtant c'est une image que nous pouvons voir et que nous verrons malheureusement encore l'hiver prochain.
C'est pour cela que nous avons parfaitement raison d'intégrer dans nos propositions la notion de minimum social garanti, et j'essaierai de donner sur ce point quelques éclairage par rapport à l'intervention que je viens d'entendre.
Certes, nous avons fait un certain nombre de choses pour cette France qui s'est appauvrie. Mais, mes camarades, permettre d'éviter qu'on coupe l'électricité, c'est bien, permettre aux gens de payer l'électricité, c'est mieux, et c'est ainsi que l'on passe de la charité à la solidarité.
Distribuer des surplus alimentaires, c'est bien; permettre aux Français et aux Françaises d'acheter de quoi manger, c'est mieux. C'est comme cela qu'on passe de la charité à la solidarité.
Distribuer pour cet hiver des vêtements chauds, c'est bien; il va en être distribué dans nos villes. Mais permettre aux hommes et aux femmes de ce pays d'acheter des vêtements pour eux et pour leurs enfants, c'est aussi passer de la charité à la solidarité.
C'est la question qui nous est posée, car c'est vrai, le chômage de longue durée est une des maladies des sociétés en voie de modernisation, et nous savons maintenant que quels que soient les efforts que nous ferons pour rétablir la croissance ou partager le travail, et dieu sait que quand la denrée est rare, elle est

Fondation Jean Jaurès

difficile à partager, nous aurons des centaines de milliers de Français et de Françaises qui n'auront plus rien pour vivre et pour lesquels il est effectivement urgent de ne pas se contenter de les renvoyer au Secours Catholique ou à l'Abbé Pierre, mais d'instaurer en leur faveur un système de solidarité.
En ?... et Dieu sait que les Socialistes de cette époque n'étaient pas des révolutionnaires, ils ne parlaient pas beaucoup de rupture, mais en 1956 ils ont découvert les vieux dans leur pays, parce que la vieillesse à l'époque, c'était la source de la pauvreté. Eh bien ils ne se sont pas contentés de les renvoyer à l'Abbé Pierre, ils ont fait effectivement un Fonds national de solidarité, un minimum vieillesse très bas au départ, mais qui progressivement s'est revalorisé, ce qui fait qu'aujourd'hui plus aucune personne âgée dans ce pays n'est privée de ressources.
Eh bien, nous savons aujourd'hui que la source essentielle de la pauvreté, liée hier à la maladie pour la vieillesse, est liée à l'inactivité, dans un système où l'essentiel des revenus est distribué à travers le travail. Et dès lors ceux qui n'ont plus de travail n'ont au bout d'un certain temps plus de revenus et plus d'insertion sociale
Le nouveau risque, le risque d'aujourd'hui et malheureusement le risque de demain, réside dans l'adaptation de la couverture sociale. Donc ce minimum dont nous parlons, ce n'est pas une régression de la couverture sociale d'aujourd'hui, ce n'est pas une manière de ramener ceux qui sont actuellement couverts à un minimum, mais c'est de faire que ceux qui n'ont rien aujourd'hui d'avoir quelque chose.
Alors on nous fait deux objections : la première d'ordre financier, est-ce qu'on a l'argent pour faire cela ? La deuxième d'ordre plus philosophique, est-ce que nous n'allons pas plonger cette France dans l'assistance ?
Je voudrais très rapidement répondre.
En ce qui concerne l'objection financière, un calcul rapide montre qu'au niveau de l'ancienne allocation de solidarité, 2200 F par mois, pour une population de l'ordre de 100 000 personnes qui est à peu près le nombre de personnes qui n'ont pas de ressources aujourd'hui, et sur un an, le coût de la mesure est de 14 milliards de francs. 14 milliards de francs, c'est une grosse somme. Rapportée à la production intérieure brute, cela représente 0,3% de la richesse de la France.
Mais, camarades, est-ce qu'avec 0,3% de plus, le défi, lorsque la Gauche est au pouvoir, est vraiment insurmontable ?
En tous cas, si nous osons dire que nous n'avons pas les moyens de le financer, alors, mes camarades, il ne faut pas que sur le budget de 1986 vous hésitiez sur un point, le point qui diminue les impôts des 1 500 000 Français qui paient plus de 3 millions et demi de centimes d'impôt par an, car le budget 1986, c'est une réalité, prévoit une diminution des impôts pour cette catégorie de contribuables.
Il faut choisir. On ne peut pas dire qu'on est incapable de faire face à la solidarité minimum et poursuivre une politique de diminution des prélèvements fiscaux, dans un sens qui effectivement nous interdirait durablement de faire face aux éléments les plus essentiels de la solidarité
Deuxième objection qu'on nous fait - je la trouve pour ma part plus étrange

encore -, on va les plonger dans l'assistance, comme si aujourd'hui les femmes et les hommes qui viennent à nos permanences, qui viennent nous demander des surplus alimentaires, qui viennent demander des vêtements, qui viennent demander des tickets de repas, n'étaient pas déjà plongés dans l'assistance la pire de toutes, celle qui ne trouve de réponse que dans les avantages en nature, alors que le début de l'autonomie, c'est d'avoir un petit peu d'argent dans sa poche.

C'est vrai qu'avoir un peu d'argent, avoir un peu de revenus, c'est le premier pas vers le retour à un petit peu d'autonomie.

Alors, certes, il vaudrait mieux avoir un emploi. Certes, il vaut mieux avoir une occupation, et chaque fois qu'on peut donner un emploi, chaque fois qu'on peut donner une occupation, chaque fois qu'on peut créer un travail d'utilité collective, pourquoi pas le faire ? Mais nous savons fort bien qu'on n'arrive pas à répondre à toute la demande, et lorsqu'il n'y a pas d'emploi possible à donner, lorsqu'il n'y a pas d'occupation possible à donner, eh bien, que l'on donne au moins un revenu. On avait promis aux Français de leur donner à tous un emploi, ils n'ont pas tout à fait oublié cette promesse. Ils sont prêts à comprendre que ce n'était pas si facile, ils sont prêts à comprendre qu'on ne peut pas décider des emplois par la voie administrative, ils sont prêts à comprendre qu'il y a un certain nombre de contraintes internationales, encore qu'il ne faille pas leur donner des leçons d'économie parce qu'ils risqueraient de nous rappeler un certain nombre de nos propres propos et de nos propres engagements. Mais au moins ils sont prêts à comprendre qu'on ne peut pas leur donner tout de suite un emploi. Ils ont quelques raisons de nous dire : si vous ne nous donnez pas un emploi, donnez-nous au moins un revenu.

Telle est tout simplement l'idée qu'il y a derrière le minimum social.

Je terminerai sur une simple réflexion. Je ne suis pas certain, nous ne sommes pas certains que les Français aujourd'hui aient totalement compris la différence entre une modernisation de Droite et une modernisation de Gauche. Il ne suffit pas de conjuguer tous les matins le verbe "moderniser", d'utiliser l'informatique, la bureautique, etc. pour dire qu'on fait une modernisation de Gauche. Vous savez, toutes ces technologies n'ont besoin ni de la Gauche, ni de la Droite pour faire régner leurs lois. Comme on dit au café du coin - mais quelquefois on fait de la meilleure économie au café du coin qu'à certaines tribunes - "on n'arrête pas le progrès".

Par contre, ce qu'on peut faire, c'est éviter, pour la première fois dans l'histoire des hommes, que le progrès se traduise comme toujours par un coût social effroyable.

Peut-être que pour la première fois dans l'histoire des hommes, et ce serait l'honneur et la dignité de la Gauche, on pourrait limiter le coût social de la modernisation en préparant les conséquences de cette modernisation et en prenant en charge les victimes de la modernisation.

Nous en sommes capables, ce sera notre honneur, car c'est notre tradition. La générosité, c'est un grand mot... C'est le mot le plus beau, c'est celui sur lequel on peut se retrouver le plus facilement et qui illustre le mieux notre tradition

historique.
C'est à travers cette capacité de faire la différence entre une modernisation de Droite et une modernisation de Gauche que nous avons une chance de retrouver la confiance des Français.
(Applaudissements)

Le président - Lydie Dupuy, ensuite Philippe Farine.

Lydie Dupuy

Mes chers camarades, j'ai entendu Bernard Thareau parler de l'agriculture, j'ai entendu parler des Droits de l'homme, moi je voudrais faire quelques réflexions.
J'ai lu le programme de notre camarade et je l'ai trouvé très bien, très complet. J'ai entendu certains de nos amis dire qu'il manquait un petit peu d'idéologie. Je ne le crois pas.
Qu'il y ait peut-être un chapitre un petit peu court sur les Droits de l'homme... mais enfin il existe.
Au sujet des Droits de l'homme, je voudrais vous signaler, mais je sais qu'on en a déjà parlé, que le grand thème de cette campagne va porter sur l'insécurité ; l'insécurité, la délinquance, qui seront liées avec l'émigration. Il faut faire très attention à ce thème qui est très porteur, non seulement pour la Droite, mais aussi pour certains de la Gauche. Malheureusement je ne sais pas si vous avez assisté l'autre soir au discours de Le Pen, certaines personnes ont ri; moi pas. Cela rappelait des souvenirs que beaucoup d'entre vous ont connus peut-être, avant guerre; moi je m'en souviens. Le discours de Le Pen, j'ai d'abord pensé que c'était du chantage aux voix. Je me suis dit : ce n'est pas possible, il sort des énormités, cela va être une catastrophe pour lui ! Eh bien, pas du tout, ce qui est effrayant, c'est qu'au fur et à mesure qu'il parlait, les sondages montaient en sa faveur.
Je ne sais pas si vous vous rendez compte à quel point ce phénomène est effrayant. Bon...
Le lendemain, les journaux étaient pleins du discours de M. Le Pen et je ne sais pas s'il est très bon qu'il repasse à la télévision, à la radio, et quand on en parle dans les journaux, je crois, moi, que cela fait l'effet contraire de ce que nous recherchons.
Tout à l'heure notre camarade ici présent nous a parlé de mobiliser les jeunes, et je suis tout à fait de son avis.
Pour mobiliser les jeunes, il leur faut quelque chose qui leur donne envie de se battre. Je ne crois pas qu'actuellement nous leur donnions envie de se battre, pour l'instant… Je pense qu'on va se ressaisir, qu'on va retrouver une image de marque, on va retrouver notre sérénité. Mais par contre, quand on leur parle des Droits de l'homme, ils se mobilisent, et actuellement ils sont en train d'adhérer en masse à la Ligue des Droits de l'homme. Et quand ils y ont adhéré, ils adhèrent souvent au Parti Socialiste. Je crois, je t'assure que c'est très mobilisateur. C'est tellement mobilisateur pour les jeunes que Chirac, qui n'est pas un imbécile, s'en est rendu compte et est en train de monter quelque chose

qui va passer dans le courant du mois de décembre, dont vous avez peut-être entendu parler, sur la présidence d'une certaine organisation internationale qui s'appelle l'Académie des Droits de l'homme.
Cette Académie des Doits de l'homme est dirigée, entre autres, par un certain milliardaire Amer (?), dont vous avez peut-être entendu parler : ce milliardaire est quelqu'un d'assez… pas répugnant, mais assez effrayant ! Il finance en Amérique centrale, en Amérique du Sud, certains mouvements… je n'ai pas besoin de vous en dire plus, vous en avez entendu parler.
Chirac va organiser un grand rassemblement dans le courant de décembre qui va s'appeler le rassemblement des Droits de l'homme, qui va faire venir entre 100 et 150 maires ou adjoints, ou représentants de grandes villes du monde entier.
Il ne faut pas prendre cela à la légère, parce que cela va avoir un retentissement considérable dans le pays, et je pense qu'il faudra nous mobiliser tous pour dénoncer cela. On ne peut pas le dénoncer devant les médias, ce n'est pas possible, mais enfin il faut en parler. Il faut mettre les gens en garde contre cette opération parce que tout de même, il ne faut pas oublier que quand le Premier Ministre a fait son colloque au mois de mai et que nous avions invité Mme Veil, elle a refusé de venir. Donc, tout de même, il ne faudrait pas se tromper de Droits de l'Homme ! Eh oui ! Vous avez les Droits de l'homme pour la Droite, les Droits de l'homme pour la Gauche, ce ne sont pas les mêmes…
Il faudrait parler aussi du rôle de la France en politique extérieure. On en parle pas beaucoup et je pense que c'est important pour la campagne. Nous n'avons pas à rougir de ce qu'a fait la France en politique extérieure, au contraire. Nous nous sommes affirmés partout, nous ne nous sommes jamais reniés. Que ce soit à l'Est, à l'Ouest, au Nord, au Sud, nous sommes restés fidèles à nos engagements, et les pays ne s'y trompent pas, les pays nous admirent. Partout où nous allons, nous pouvons être fiers de l'engagement de gouvernement, du Président de la République, des Socialistes en un mot.
Voilà ce que je voulais vous dire.
Je pense que nous avons bien du travail à faire, que nous devons lutter. Nous devons nous retrouver, nous devons lutter tous ensemble, nous mobiliser pour le combat des Droits de l'homme, qui est le combat de tous les Socialistes et le combat des Droits de l'homme, je pense que, comme le disait Robert Badinter, c'est l'honneur de toute la Gauche.
(Applaudissements)

Le président - Philippe Farine, et après Geneviève Domenach-Chich.
Il restera un intervenant après.

Philippe Farine

Chers camarades, un mot d'abord sur le texte lui-même ; certains l'ont trouvé très dense, très riche et tant mieux. Je crois justement que sa densité et sa richesse doivent nous satisfaire et je souhaiterais que même si l'on en tire un texte plus réduit, le matériau qui a été rassemblé ici ne soit pas inutilisé et, au contraire, serve justement à nos fédérations de manière à nourrir cette campagne.

Il ne faut pas que ce travail remarquable soit perdu.
Je veux parler du texte lui-même, sur le fond, et de l'immigration, pendant quelques instants.
Sur le fond du texte, il me parait correct de faire quelques remarques sur la forme et sur le style qui, ici, rejoignent le fond. Peut-être pourrait-on les améliorer en mettant plus fortement l'accent, ne serait-ce que par la disposition des paragraphes, sur l'objectif central qui est l'insertion des populations étrangères se trouvant sur notre sol. C'est cela qui est l'objectif central, c'est autour de cela que tout s'ordonne, que tout s'harmonise, que tout s'articule, y compris le contrôle. Je crois que cela doit être marqué beaucoup plus fortement.
Mais au-delà du texte, ce qui est le plus important, c'est ce qu'on en fait et il faudrait que ce soit l'occasion pour chacune de nos fédérations de bien mesurer l'enjeu qua représente cette question dans la campagne électorale qui va s'ouvrir.
Le débat, le vrai débat que l'on va avoir n'est pas le débat simplement sur les mesures techniques qui constituent une politique de l'immigration, sur les mesures d'insertion, le vrai débat est un débat sur la nature de la société française. C'est pour cela qu'il est fondamental et c'est pour cela que nous devons le mener sans hésitation, sans complexe. C'est un débat qui est éthique et qui est fondamentalement politique.
Quel type de société ?
Dans ce domaine, plus encore peut-être que dans certains autres, si nous pouvons proposer quelque chose pour l'avenir, c'est parce que pendant cinq ans un travail permanent, difficile, a été accompli, et je pense que dans beaucoup de nos fédérations on ne connaît pas suffisamment le bilan. Il est nécessaire de bien connaître ce bilan si on veut livrer cette bataille.
Dans ce domaine particulièrement, ce qui sera proposé prolonge ce qui aura été réalisé. J'ajoute qu'au moment où le poison xénophobe, parti de l'extrême droite, contamine de plus en plus la Droite dans son ensemble - Stasi est minoritaire à droite aujourd'hui, il faut en avoir conscience - il est nécessaire que nous livrions ce combat sans provocation inutile, avec beaucoup d'explications.
J'ajoute que justement l'excès de Le Pen, le développement de ce poison à travers le corps social font qu'il y a un certain nombre de réactions qui se manifestent. Il y a actuellement en cours de préparation une initiative qui apparaîtra sans doute publiquement cette semaine, qui va être quelque chose qu'on n'a jamais vu : c'est un texte sur le racisme et sur l'accueil de l'étranger qui va être publié et signé conjointement à la fois par les grandes obédiences maçonniques, la Ligue des Droits de l'homme, la LICRA, le MRAP, les églises, le grand rabbinat et la mosquée.
Que l'ensemble de ces grandes familles spirituelles et morales de ce pays prennent position ensemble alors qu'habituellement elles le font rarement est aussi un élément qui entre dans cette campagne électorale et il faut que nous soyons politiquement en mesure de donner le ton qu'il faut à cette campagne.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Geneviève Domenach-Chich puis à Pierre Montoya.

Geneviève Domenach-Chich

Chers camarades, dans le cadre de la poursuite et de l'amélioration de ce que nous avons fait depuis 1981, ce qui est le cadre de notre plateforme, j'insisterai sur la nécessité impérieuse de reconquérir la confiance du mouvement social.
Or, je ne sens pas une telle prise en compte dans notre plateforme, même si je me félicite qu'elle soit présente ponctuellement, page 46, dans laquelle il est question du mouvement associatif mais cette prise en compte pourrait être plus large, plus diffuse et traverser davantage nos textes.
Pour cela, il nous faut présenter, inventer de nouveaux rapports aux politiques.
Nous avons devant nous la nécessité d'associer les électeurs à la tâche gouvernementale, d'associer le corps des citoyens à l'ajustement de la politique. A s'en tenir à la théorie classique de la représentation, la démocratie dépérira.
Ce qui ne veut pas dire que l'on doive se laisser conduire par une dictature molle de l'opinion, qui est la forme moderne de l'irresponsabilité politique. C'est l'avenir même de la démocratie qui est en jeu.
L'un des moyens dont disposent les sociétés modernes pour résister à ce despotisme doux de l'opinion et des régimes démocratiques de l'opinion, est précisément l'action des mouvements sociaux.
Dans la sphère du travail, il s'agit des syndicats ; dans le domaine de la vie quotidienne, il s'agit des associations volontaires de citoyens. Le danger des sociétés démocratiques réside dans le renoncement des citoyens à la politique, à la chose sociale on s'en rend compte chaque jour davantage.
Bien évidemment, nous Parti politique, nous militants d'un Parti politique, sommes heureux, dans cette conviction partagée qu'est la nôtre, mais le nombre de citoyens de ce pays qui sont membres de partis politiques n'est pas franchement énorme.
Les associations quant à elles constituent ces corps intermédiaires, collectifs, capables d'initiatives sociales. Associations et syndicats constituent des groupes sociaux qui structurent le pays, qui donnent à ce pays une colonne vertébrale, dans une négociation/confrontation, négociation par moment, confrontation à d'autres moments, et c'est normal et sain pour la démocratie. Nul n'ignore que le syndicalisme et le monde associatif traversent depuis une dizaine d'années une crise, il ne faut pas se le cacher. La charte d'Amiens constitue peut-être l'une des sources de déviance du mouvement social et singulièrement syndical vis-à-vis de la politique qui se traduit par la difficulté d'articuler revendication et action politique.
Aujourd'hui, le chômage et la crise aggravent cette désarticulation. Le chômage conduit certains au repli sur leurs problèmes salariaux, les syndicats ne parviennent pas à organiser significativement les chômeurs, la mutation économique érode les bastions traditionnels des syndicalistes. Les métallos, les mineurs, les gens qui travaillent dans les chantiers navals en tant que catégorie-

clé du syndicalisme classique perdent de leur influence avec la crise, la modernisation du tissu industriel et les restructurations.
Les emplois tertiaires se développent et n'offrent pas les mêmes possibilités de syndicalisation.
En arrivant au pouvoir, la Gauche avait le projet explicite de renforcer le syndicalisme. Je me réfère là au discours de politique générale de Pierre Mauroy ainsi qu'à celui de Laurent Fabius. Les lois Auroux ont donné de nouveaux pouvoirs aux syndicats pour en faire des interlocuteurs obligés. Les acquis de 1981 ne sont pas négligeables : la retraite à 60 ans, la réduction à 39 heures du temps de travail, correspondaient à des revendications des syndicats depuis des dizaines d'années. Mais les grandes confédérations ont été peu à même de tirer parti de ces mesures et, il faut le reconnaître, pour une raison que personne n'avait prévue au milieu des années 70 : la victoire de la Gauche. Notre politique n'a pas été de pair avec une mobilisation sociale.
Premier élément d'explication, l'incapacité des grandes confédérations à surmonter leurs divergences ; je repense là au débat qu'on a eu sur la social-démocratie à Toulouse : la différence fondamentale entre notre Socialisme réformiste et le Socialisme des pays nordiques, c'est l'articulation avec le mouvement social. La pluralité syndicale ne permet pas le même type de relations.
Deuxième élément d'explication, les effets de la crise. Il faut, je crois, dépasser la charte d'Amiens, articuler revendications et action politique, articuler vision syndicale et vision politique. Il faut, pour cela, que syndicats et parti, mouvement social et parti, associations et parti communiquent.
Au-delà de la défense des salariés, le syndicat ne peut pas renoncer à jouer un rôle dans les mutations économiques et sociales en cours, quitte à auto-limiter ses revendications. La place du syndicalisme change, la place du mouvement social aussi, la place du mouvement associatif change, elle ne reflète plus la même réalité sociale qu'il y a une dizaine d'années, mais son rôle est tout aussi important. En tous les cas, aujourd'hui encore, le mouvement associatif est partie prenante de la Gauche. Prenons garde, camarades, de perdre le contact avec lui, car nous y perdrions nos racines et nos soutiens avec la société réelle.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Montoya.

Pierre Montoya

Mes chers camarades, depuis des décennies, on se pose toujours les mêmes questions et aujourd'hui nous arrivons à un terme : nous allons renouveler une bataille que nous voulons victorieuse. Je vois des questions qui se posent, mais je crois qu'à se poser des questions on en oublie l'essentiel.
On parle dans la presse de Toulouse/Bad Godesberg. Je dirai, camarades, qu'on n'a jamais eu de mea culpa à faire ni de révision déchirante. Un certain nombre de camarades voudraient nous proposer un quota avec tout ce qu'il a d'excessif dans l'abandon de notre propre identité, poussés, complexés par le flot de

l'idéologie dominante. Il faut peut-être caresser la bête dans le sens du poil : la Droite, c'est comme un porc-épic, à l'endroit ou à l'envers, ça pique !
C'est le complexe par rapport à ces courants de l'idéologie dominante de ceux qui possèdent le capital. Ceux qui ne l'ont pas ont deux issues : ou se battre ou se soumettre, ou combattre ou abandonner.
Les dogmes. Avons-nous des dogmes au Parti Socialiste ? Est-ce le moment de faire le ménage actuellement ? Qui a décrété que le ménage était à faire au niveau du Parti ? Il n'y a pas de ménage, il n'y a pas de femmes de service. Au Parti Socialiste, nous n'avons jamais eu de dogme, mais ni poussière ni archaïsme. Je dirai d'ailleurs que, sur ce qui nous préoccupe, nous ne sommes pas simplement les agents de la modernité, ni les agents de la modernisation, nous sommes aussi les porteurs d'une espérance et d'un projet politique historique sur lequel, mes camarades, tout a été dit mais tout reste à faire.
Alors, une question bien banale : Etat ou pas Etat ? On s'est posé la question tout à coup, quand la Droite l'a découverte... Un peu moins d'Etat, un peu plus d'Etat.. Je vais choquer certains de mes camarades en leur disant tout simplement qu'un peu plus d'Etat, si c'est pour le bien, pour planifier la modernisation, si c'est nécessaire pour éviter les licenciements massifs, si c'est nécessaire pour empêcher la bestialité patronale vis-à-vis des travailleurs, cette même bestialité qui engendre la pauvreté contre laquelle nous voulons combattre, je dis que, oui, nous sommes pour plus d'Etat. Je dis que si l'étatisation peut être efficace comme instrument politique pour la construction de la société que nous voulons, eh bien, je suis étatiste !
Demandez un peu aux militants ouvriers Socialistes qui, dès 1981, étaient répertoriés dans les entreprises, et que le patronat n'hésitait pas à licencier en premier ! Demandez à ces vieilles couches de travailleurs Socialistes qui votent Socialiste depuis plusieurs générations quel est ce type d'Etat ? Ils vous diront qu'ils le trouvent désuet. Il y a d'autres préoccupations pour eux. Celle qui commande, c'est l'efficacité. En fait, nous ne serons perçus qu'au travers de ce que nous construirons.
Innovation, identité, ce sont des termes, mes camarades, qui représentent des idées, et aujourd'hui les gens attendent des réponses concrètes, des réponses concrètes par rapport au chômage, des réponses concrètes par rapport aux chômeurs en fin de droits, et des réponses concrètes par rapport à la sécurité sociale.
Comment seront-ils couverts demain ? Car, mes camarades, on ne peut pas se permettre le luxe d'expliquer aux gens que la rigueur, c'est une santé à deux vitesses, on ne peut pas se permettre de dire aux gens que pour mieux se couvrir, ils feront appel à un type de mixité où, effectivement, les assurances privées seront là pour s'enrichir sur le dos de la santé.
Je dis qu'il faut prendre des dispositions et dire clairement ce que nous sommes, car la victoire ne viendra que du courage que nous aurons.
Sur le problème des immigrés, il faut dire à la Droite, mes camarades, cette droite qui encore hier était à Vichy alors que des Sénégalais, des Marocains, débarquaient en Italie ou sur les côtes de Provence, alors que les Espagnols

occupaient le sud de la France, que les immigrés ont leur place comme travailleurs, car avant d'être des immigrés ce sont des travailleurs, de pauvres hères, qui n'ont ni les moyens de leur économie, qui n'ont même pas les moyens de leur culture parce qu'ils sont totalement dépersonnalisés.
Arrêtons ce débat et disons clairement que nous sommes du côté des travailleurs quels qu'ils soient et que nous soutiendrons les immigrés. L'intégration, c'est possible. Bien sûr que c'est possible pour ceux qui le veulent, bien sûr que c'est possible, mais pour nous aussi ce problème de l'immigration est une vaste bataille idéologique, au même titre que l'étatisation, que notre politique agricole, au même titre que toutes nos revendications qui datent d'un siècle. Des générations et des générations en ont rêvé, personne n'a pu la réaliser. L'exigence que nous avons aujourd'hui, l'exigence des travailleurs, c'est que nous le fassions.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, vous avez été étonnamment raisonnables. Nous nous étions fixés comme heure de fin 19 heures, il est 19 h 01 !
(Applaudissements)
Puissiez-vous continuer avec la même précision pour la suite de nos travaux.
A 19 h 30, réunion de la Commission plénière des résolutions, dont la composition a été donnée en fin de matinée par Debarge. Cette Commission - c'est un peu mon sentiment - se réunira peut-être un quart d'heure ou une demi-heure et éclatera ensuite en deux sous-Commissions dont les compositions ont été données ce matin : sous-Commission élections, sous-Commission programme.
Les délégués fédéraux et ceux qui veulent pouvoir être auditionnés ou que la Commission élections pourrait appeler en consultation, doivent se trouver salle Colbert, lorsque la Commission plénière l'aura libérée - je crois avoir été suffisamment précis - aux alentours de 20 h.
Et nous nous retrouverons demain matin à 10 h en séance plénière ici en séance ouverte.
S'il n'y a pas d'autres demandes de précisions, il en est ainsi décidé.
La séance est levée.

Parti Socialiste
Convention nationale à Paris
9 et 10 novembre 1985

Séance du dimanche 10 novembre 1985

La séance est ouverte sous la présidence d'André Billardon.

Le président (André Billardon)
La séance est ouverte.

Fondation Jean-Jaurès

Je donnerai tout de suite la parole à notre Premier secrétaire Lionel Jospin. Lionel, tu as la parole.
(Applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, je crois d'abord qu'il convient que je vous dise comment nous allons terminer nos travaux, de façon que les délégués à cette Convention participent à la maîtrise collective de ces deux journées.
Nous avons pendant la nuit, en Commission des résolutions, travaillé, d'une part sur les propositions Socialistes, et d'autre part sur les désignations. Comme, dans le premier cas, nous avons encore un peu de temps devant nous, que dans le deuxième nous n'en avions pas, car nous souhaitions terminer ce processus de désignation aujourd'hui, la nuit a été plus longue pour les membres de la Commission des résolutions du 2ème groupe que du premier. Et ils sont, à l'heure actuelle, en train de procéder aux derniers éléments d'examen et de décision qui sont nécessaires.
Je crois que, sans vouloir être trop optimiste ni m'aventurer imprudemment à prédire l'avenir immédiat, nous sommes quand même en mesure de boucler l'ensemble de ce processus, c'est-à-dire sans doute bientôt d'annoncer à l'opinion et à la presse - je ne le fais pas encore maintenant, qu'on m'entende bien - que nous aurons été en mesure d'investir, comme c'était le mandat de cette Convention, l'ensemble de nos candidats aux élections législatives et régionales, l'ensemble de tous nos candidats de toutes nos listes aux législatives et aux régionales. Ce qui, si c'est bien le cas, si cela s'avère exact, est évidemment, d'une part l'aboutissement d'un très long travail - et j'aurai peut-être l'occasion d'y revenir - d'un très grand effort de tous, mais aussi représente une grande réussite politique.
Alors, vous comprendrez que dans ces conditions, nous souhaitons qu'il en soit bien ainsi, nous préférons ne pas venir rapporter, au nom de la Commission des résolutions, devant la Convention, sur un dossier qui ne serait pas totalement achevé, en tous cas au niveau de la Convention.
Ensuite il y aura sûrement à expliquer, à discuter, à dialoguer, et donc dans ces conditions les décisions que nous proposons à la Convention sont les suivantes.
Nous nous sommes réunis à nouveau, maintenant, vers 11 h 15, et si vous le voulez bien j'interviendrai maintenant pour honorer aussi les rendez-vous pris avec la presse, qui assiste à cette partie de la Convention. J'interviendrai donc maintenant pour dire ce que je pense de la démarche que nous avons conduite, et des propositions que nous faisons au pays, et de la campagne que nous allons conduire. Puis nous suspendrons la Convention, et nous réunirons la Commission des résolutions afin que le groupe de travail qui a fonctionné cette nuit - car finalement il a paru nécessaire d'agir en formation restreinte, et toute la nuit ont eu lieu des contacts avec les représentants des fédérations, dans un dialogue vivant, difficile, amical, très important (rires)... Il y avait une figure, mais ces deux termes sont à conjuguer ensemble... ce n'était pas toujours difficile, et c'était toujours amical, je crois... Donc, ce groupe de travail

rapportera à la Commission des résolutions, et ensuite nous réunirons à nouveau la Convention pour écouter le rapport de la Commission des résolutions sur les propositions, et le rapport de la Commission des résolutions sur les désignations.
Je crois que c'est la démarche qui tient le mieux compte de ce que nous avons encore à faire, du contact de courtoisie et de la volonté de faire connaître aussi, notamment par mon intervention après le débat d'hier, nos propositions en direction de la presse, du rendez-vous que nous avions pris avec elle.
Ensuite, nous nous reverrons et nous terminerons donc à la fin de la matinée, au sens où cette matinée débordera un peu, mais la matinée après tout ne s'arrête que quand on déjeune dans la culture française... Tant qu'on n'aura pas déjeuné, on sera pratiquement dans la matinée...
(Rires)
Voilà, la proposition que je vous fais. Je voudrais savoir si vous êtes bien d'accord pour que l'on fonctionne ainsi ? On devrait pouvoir terminer vers 1 h 30, peut-être un peu plus mais en tout cas, nous n'interromprons pas et donc nous ne reprendrons pas dans l'après-midi, nous finirons cette matinée copieuse.
Est-ce que nous sommes d'accord sur cette proposition ?

Dans la salle - Oui.

Lionel Jospin - Très bien. Je vous remercie.
Mes chers camarades, je peux en venir maintenant à ce qui doit être le cœur de mon propos ce matin.
Evidemment, comme j'interviens avant que le processus de désignation soit totalement achevé, je serai obligé de garder à mon propos sur la première partie de mon intervention un certain caractère de généralité mais au fond, qui ne différenciera pas beaucoup mon intervention de celle que j'aurais pu faire si j'étais intervenu après, car je crois nécessaire, n'ayant pas pour mandat, d'entrer, moi, dans le détail à ce stade, de donner un certain nombre de jugements, d'appréciations politiques plus générales sur la démarche qui a été la nôtre.
Vous savez que le double objet de cette Convention était d'investir nos candidats et d'élaborer nos propositions, et nous voulions le faire à quelle fin ? Afin de mener, et si possible de gagner, la bataille des élections législatives et régionales. Ce sont les trois points dont, au fond, je parlerai dans mon intervention.
Il me semble - et là je m'aventure - que nous sommes en train d'achever de façon positive le processus de désignation de nos candidats aux élections, pas des têtes de listes comme pour l'UDF, parce que j'ai lu dans la presse que l'UDF allait désigner ses têtes de liste; oui un certain nombre de ses têtes de liste ne seront jamais élues dans un certain nombre de départements. Par contre, dans les départements où il peut y avoir éventuellement plus que les têtes de liste qui peuvent prétendre à être élues, nous ne savons rien de ceux qui suivent derrière, ni de ceux qui seraient sur les régionales. Donc, c'est en réalité l'aveu d'un travail qui n'est pas achevé. Nous, nous avons espoir de pouvoir tout à l'heure présenter l'ensemble de notre dispositif.

Fondation Jean Jaurès

Quels sont les objectifs que nous nous sommes fixés en abordant ce processus de désignation de nos candidats et en le conduisant, et j'espère en le conduisant à son terme ?
Le premier, bien sûr, parce que c'est tout de même le point de départ de toute campagne, c'est d'avoir de bons candidats. Nous aurons à mener en mars 1986 une bataille politique extrêmement difficile et en même temps, les hommes et les femmes qui nous représenteront dans les assemblées régionales mais plus décisivement encore à l'Assemblée Nationale auront à travailler dans le cadre d'une législature qui sera très importante puisqu'elle coïncide, pour ses premières années avec la fin du septennat inauguré par François Mitterrand en notre nom et au nom de la Gauche en 1981.
Donc, nous avons, pour la bataille, besoin de candidats populaires, attractifs, bénéficiant de la confiance des gens et, notamment, de l'électorat Socialiste, et puis en même temps nous devons, autant que possible, dans la diversité qui est la nôtre, conduire à l'Assemblée, si le peuple en décide par ses votes, des hommes et des femmes qui, face à la période qui vient, soient fermes et sûrs dans leur conviction et dans leur volonté.
Ces hommes et ces femmes, qui doivent convaincre sur le terrain, qui doivent être, pour nous, une garantie d'engagement politique, ils peuvent être des ministres, des dirigeants du Parti, des personnalités, dont certaines proches de nous et non pas directement Socialistes, des hommes et des femmes de terrain, et j'espère d'ailleurs qu'on ne cherchera pas à les spécialiser à l'excès, les uns étant réputés "hommes de terrain" et les autres n'étant que "personnalités". Je connais beaucoup d'hommes de terrain qui pourraient être de grands ministres et qui ne le sont pas, et je connais beaucoup de dirigeants ou de ministres qui sont aussi des hommes de terrain.
Mais il est vrai que, pour avoir ces hommes et ces femmes de qualités, d'histoire, de positions différentes, les modalités ne peuvent pas toujours être les mêmes, même si, toujours, le respect de nos textes impose que le vote des militants soit là pour que la désignation soit possible.
Le deuxième objectif que nous nous étions fixé, je crois, était de maîtriser collectivement, de maîtriser ensemble l'introduction de la proportionnelle dans notre Parti, ou plutôt l'adaptation de notre Parti à ce nouveau mode de scrutin.
Un choix politique a été fait, vous le savez - avec une éducation, il est honnête de le dire, dans le Parti - par le gouvernement, et je suis de ceux, je l'ai dit d'ailleurs, qui trouvaient ce choix - l'adoption de la proportionnelle - justifié. Il était d'ailleurs conforme à nos engagements historiques et programmatiques.
Mais j'ai toujours pensé - la direction du Parti a pensé avec vous - que l'adaptation de notre formation politique à ce nouveau mode de scrutin et au processus de désignation qu'il exigerait serait, pour nous, une épreuve, et je dirai en même temps un défi. Cela, effectivement, l'a été.
Cela a exigé de la part de tous, de la part de la direction et de ceux qui se sont chargés de ce dossier - et notamment de Jean Poperen - une énergie, une présence, des centaines d'heures de travail. Cela a exigé de la part de beaucoup d'élus - qui peut-être d'ailleurs ne l'auraient pas été nécessairement, nous le

savons, si nous avions gardé le mode de scrutin majoritaire - esprit de renoncement, dévouement à la cause commune. Cela a exigé des décisions, des choix qui ont été souvent cruels sur le plan humain. Et cela aurait pu être, pour notre formation politique, pour notre collectivité, une épreuve qui la secoue tellement, qui l'émeuve tellement, qui laisse tellement de blessures ou de cicatrices, que celle-ci en aurait été atteinte.

C'est contre le risque des explosions locales, des morcellements, des rivalités excessives de personnes, souvent légitimes, que nous avons choisi, dans le respect des règles, dans la pleine connaissance - et là aussi, souvent, dans la soumission - des réalités politiques locales, bien évidemment, dans le respect des pouvoirs qui sont ceux de nos Commissions exécutives fédérales, de proposer, dans le respect du vote des militants, un processus maîtrisé, un processus collectif qui unisse à la fois le centre et la périphérie du Parti, la Direction nationale, ses dirigeants, et puis ses fédérations et ses militants.

Je crois que nous sommes en train de réussir et, si c'est bien le cas, je crois que personne ne l'aura fait parmi les autres formations politiques, ni si tôt, ni avec cette méthode unissant la démocratie et l'esprit de responsabilité.

Le troisième objectif que nous nous sommes fixé et auquel, dans la dernière période, j'ai été particulièrement attaché, c'est celui d'assurer, malgré le caractère potentiellement traumatique de ce processus de désignation, l'unité du Parti.

Je ne l'ai pas sentie, chers camarades - je veux m'exprimer avec vous sincèrement - je ne l'ai pas sentie vraiment, directement, menacée dans la dernière période, mais j'ai eu l'impression, quand même, que ce sujet de l'unité du Parti était en question. Ce que j'ai lu, ce que j'ai entendu parfois, m'a fait penser qu'il fallait faire preuve de beaucoup de sagesse, de beaucoup de prudence. Il y a eu trop d'allusions à des listes différentes possibles, à une difficulté qui serait peut-être, pour certains, celle de vivre dans le Parti Socialiste, trop d'insistance à certains moments sur l'enjeu que constituerait un minimum de représentation pour certains camarades dans le Parti, pour que je ne sois pas particulièrement attentif.

Alors, oui, j'ai voulu, avec d'autres, l'unité du Parti, passionnément, avant la bataille législative, et qui pourrait nous en tenir rigueur ?

Nous sommes face à une élection difficile. La mobilisation des nôtres - j'entends des nôtres dans le pays, je ne parle pas de nos militants, elle sera assurée - le fait qu'ils viennent, qu'ils votent, qu'ils sortent de leurs cités pour aller voter, ne sera pas aisée et je pense que nous ne pouvions pas nous payer le luxe d'un Parti éclaté, ou simplement paralysé par des querelles ou des rancœurs.

J'ai voulu donc, nous avons voulu, faire à chacun sa part pour que tous nous tirions dans le même sens dans la campagne.

Cette unité du Parti, cette capacité d'être ensemble, de vivre ensemble, je veillerai sur elle, au-delà même de la bataille de 1986, parce que, comme je l'ai dit souvent, cette question de l'unité du Parti Socialiste, de même que celle de son identité, de sa liberté de décision, est une question, pour moi, décisive.

Je crois que, comme nous l'avons dit à Toulouse, la construction d'un grand

Parti, où chacun puisse trouver sa place, est l'alternative positive à ce risque de l'éclatement, à cette menace pour l'unité.
Ce souci de l'unité, chers camarades, et cette volonté de faire vivre tout le monde ensemble, je voudrais que vous sachiez que je les manifeste - j'espère que beaucoup pourraient ici m'en porter témoignage - dans toutes les directions.
Je dis cela parce que j'ai lu tout récemment, de façon peut-être un peu moins mezzo voce que je ne l'avais déjà lu il y a quelques semaines dans un ou deux échos - cela devenait, ces derniers jours, un thème favori, et comme les journalistes s'aiment beaucoup les uns les autres, apparemment, eh bien, j'ai vu courir ce thème partout - que j'aurais, paraît-il, scellé une entente, ou bien que je participerais désormais à la construction d'un axe.
Je ne sais, chers camarades, qui est à l'origine de cette petite campagne, mais je voudrais vous dire de la prendre, comme moi, avec le sourire.
Je suis très content d'être en bons termes, et peut-être même, c'est bien possible, en meilleurs termes avec Michel Rocard, car, comme lui, j'adore qu'on m'aime... (quelques sourires)... mais je voudrais vous dire que je suis dans les meilleurs termes avec les autres dirigeants du Parti Socialiste, du Parti que je dirige. Mes déjeuners, qu'apparemment on scrute, sont nombreux - ce qui est agréable - et extrêmement éclectiques ! Là aussi, plusieurs, que je vois, que j'ai parfois appelés à des tribunes, pourraient m'en porter témoignage.
Nous avons voulu la synthèse, chers camarades, au Congrès de Toulouse. Alors, oui, j'essaye de faire vivre, y compris dans les têtes, dans les cœurs, dans les habitudes nouvelles, la synthèse.
Je ne suis au bout d'aucun axe, et si certains aiment les images de transmission, j'aurais envie de leur dire - excusez la prétention du propos - qu'en matière de roue je me verrais plutôt comme le moyeu, avec des relations excellentes, parfois privilégiées - pas du coté qu'on dit - avec chacun de ses rayons.
Je ne suis pas un pion qu'on place ou qu'on déplace au gré des commentaires, j'ai eu l'occasion de le montrer, je suis le premier dirigeant de ce Parti, je suis le Premier secrétaire de tous les Socialistes, où qu'ils soient, je suis élu sur une orientation que j'ai signée, d'abord avec d'autres, avec certains autres, et je ne donnerai pas leurs noms mais vous pourrez penser à certains qui ont une grande notoriété, et que je n'ai pas signée, dans un premier temps, avec certains autres dont on parle, mais il est vrai que cette orientation, enrichie par le débat de synthèse, est devenue unanime.
Sachez, puisqu'il y a des commentaires, que je décide moi-même, et mes actes, mes déclarations, mes écrits parlent pour moi. Je décide moi-même sous l'œil des militants de l'endroit où je me situe et de la façon dont j'agis.
Je serai toujours conduit par une pensée politique, jamais par des arrières-pensées !
(Applaudissements)
Le quatrième objectif que nous nous sommes fixé, c'était d'ouvrir les listes du Parti vers l'extérieur.
Nous pensons, nous l'avons dit, que nous avons vocation à être le grand Parti de la Gauche, et il me semble que, dans ce processus d'ouverture, nous amorçons,

Fondation Jean Jaurès

trop faiblement encore - mais nous amorçons - cette évolution.
Cette ouverture vers l'extérieur, qui doit esquisser cette capacité de rassemblement mais qui, aussi, est respect des autres, de ceux qui nous rejoignent, vous savez que nous l'avons voulue et nous la souhaitons vers le courant Communiste unitaire, qui s'est détourné d'une politique de division et de sectarisme, vers certaines personnalités d'un centre un peu modéré et qu'effraye la dérive réactionnaire de la Droite, et vers une sensibilité de gauche, très minoritaire, moins classique que la nôtre, où les préoccupations d'écologie peuvent tenir une part importante, et j'espère bien que nous pourrons tout à l'heure traduire cette ouverture quand le rapport sera fait. Quelques autres personnalités, pas nécessairement significatives de ces courants politiques que je viens d'évoquer, mais riches de leur talent, riches de leur expérience, parfois gouvernementale, qui ont traduit une volonté d'aller vers la politique de la Gauche conduite par les Socialistes, et vers le Parti Socialiste, pourront peut-être aussi illustrer sur nos listes cette volonté d'ouverture.
Je connais, et j'ai mesuré pendant toutes ces semaines, les difficultés à faire passer cette ouverture sur le terrain à partir du moment où elle s'incarne dans des personnes et où elle s'inscrit dans des fédérations. Sur des listes nationales, il n'y aurait pas eu de problèmes, mais là, nous devons faire vivre un raisonnement politique global justifié - et que je n'ai jamais vu critiquer, même par ceux qui critiquaient l'implantation que nous choisissions - dans un environnement particulier où jamais il n'est considéré comme s'adaptant de façon acceptable ou harmonieuse.
C'est pourquoi je comprends les critiques, mais c'est pourquoi je crois aussi que la Convention devra dire à chacun des camarades concernés pourquoi nous devons les dépasser.
Enfin, chers camarades, le dernier objectif de cet accord que nous sommes en train d'élaborer, c'était, je crois, de faire une nouvelle fois un contrat politique, un accord politique avec notre partenaire traditionnel : le Mouvement des Radicaux de Gauche.
Vous savez, parce que je l'ai dit, mais je voudrais le dire ici publiquement, que j'aurais souhaité, je souhaitais personnellement conclure dès vendredi entre les deux délégations qui se sont réunies au niveau des chefs de partis, entre le MRG et le PS et nous avons fait, à la délégation du Parti Socialiste, à ce propos des propositions dont nous pensons qu'elles devaient faire l'accord.
Je rappelle ici publiquement, même si nous rapporterons sur ce point de façon plus précise peut-être tout à l'heure par la bouche de Jean Poperen, les bases de l'accord avec le MRG, un accord honnête et un accord utile à tous.
Une dizaine de sièges pour le Mouvement des Radicaux de Gauche, l'acceptation par nous d'un certain nombre de listes autonomes.
Ne pas faire l'accord, chers camarades - et je veux là aussi rendre la Convention sensible aux décisions qu'elle devra prendre, qui seraient d'ailleurs dans le prolongement de ce que nous avons dit au Congrès - nous coûterait un peu cher je le pense, ce serait une mauvaise manière d'aborder la campagne, cela ne témoignerait pas d'une dynamique d'un rassemblement dont la Gauche a grand

besoin et je crois que nous y perdrions des sièges. L'absence d'accord aboutirait, cela est certain, à la quasi disparition parlementaire du Mouvement des Radicaux de Gauche.
Dans ces conditions je pense que cet accord que nous avons esquissé s'impose et je ne saurais comprendre personnellement que nous assurions l'élection vraiment au prix de sacrifices importants des ministres du MRG, de ses anciens présidents, d'ailleurs devenus ministres, de son président actuel et d'autres personnalités de ce mouvement, que nous garantissions au Mouvement des Radicaux de Gauche qu'il gardera une représentation significative, que nous acceptions certaines listes autonomes, alors que dans la tradition ancienne de nos accords, quand il y avait accord sur des sièges défendus ou gagnés en commun, il n'y avait pas de notion de liste autonome par ailleurs.
Mais nous avons bien voulu tenir compte de ce courant autonomiste qu'exprime le MRG et le prendre d'une certaine façon en compte, à condition bien sûr que l'on comprenne que cela doit être dans des endroits où la bataille ajoute et non pas risque de retrancher, à condition que l'on comprenne qu'il n'est pas possible pour nous de troquer les sièges que l'on ferait gagner au MRG contre les sièges qu'il pourrait nous faire perdre.
Et donc je ne saurais comprendre, compte tenu de ce que je viens de dire, que nous assurions l'élection des ministres et du président, que nous garantissions une représentation, que nous acceptions certaines listes autonomes et en même temps que nous n'ayons pas l'accord.
C'est pourquoi je crois, j'espère que cet accord, nous l'aurons. Si nous maîtrisons l'ensemble de ce processus, que nous le concrétisons dans les jours qui viennent, après les propositions solennelles de la Convention en direction du MRG, si nous maîtrisons ce processus de désignation, je pense qu'après la formidable réussite du Congrès de Toulouse, nous ajouterons un nouvel atout pour notre bataille politique, celui d'une collectivité d'hommes et de femmes en ordre, malgré les douleurs ressenties, les déceptions éprouvées, les sacrifices faits, l'instrument sera en mesure de fonctionner bien.
De fonctionner bien au service de quelles propositions ? Au service de quelles idées ?
C'est peut-être ce qui était le deuxième objectif de cette Convention et de ce point de vue je dois dire là encore anticipant sur les travaux de la Commission des résolutions, mais j'ai quand même tendu l'oreille à ce que me disaient les camarades de leur travail et j'espère n'avoir pas fait preuve de surdité, j'ai l'impression que nous sommes en train de mettre au point, nous mettons au point nos propositions pour la campagne.
Je ne vais pas sur ce point m'exprimer longuement car l'élaboration, nous le savons, est encore en cours, et nous disposerons, au-delà du travail très important fait par la Commission des résolutions cette nuit à partir du débat du Bureau exécutif et du débat de la Convention, d'une dizaine de jours pour aboutir au document final souhaité pour proposer au pays, je voudrais donc simplement dire certaines petites choses.
D'abord je voudrais rappeler que le document dont vous avez été saisis et qui

était dans vos dossiers, n'était pas celui, comme j'ai eu parfois l'impression de le lire, de Dominique Strauss-Kahn, le secrétaire aux études, celui-ci ne faisait qu'animer une Commission, dont je ne vous donnerai d'ailleurs pas la liste - j'avais envie de vous la donner, mais j'ai voulu gagner du temps, je ne vous la donnerai donc pas, peut-être aussi parce que j'y participe, j'en suis membre, d'ailleurs elle était dans les chemises - parce que vous verriez que si le texte n'a pas été mieux élaboré tout de suite, c'est peut-être qu'un certain nombre de ceux qui en étaient membres, dont moi et plusieurs autres dirigeants du Parti, soit nous n'avons pas bien travaillé, soit nous n'avons peut-être pas été assez présents. Cette Commission a dû travailler un peu seule, le Bureau exécutif a débattu en donnant l'orientation, l'axe politique, et je crois que tout le monde a reconnu que ce document, comme document de travail - j'avais dit comme matériau - était un bon document.

Il y a eu hier un débat très passionnant en séance plénière et je crois aussi après en Commission. Ce que j'ai entendu notamment chez Michel Rocard et chez Jean-Pierre Chevènement, pour citer ceux qui se sont exprimé plus longuement, mais je me souviens très bien de l'importante intervention de Pierre Mauroy dans le Bureau exécutif du Parti, m'a paru témoigner du même souci et d'un souci qui est le mien depuis longtemps, qui est bien d'inscrire clairement nos propositions dans l'identité Socialiste qui est la nôtre ; et même à certains égards, écoutant telle intervention, dirai-je, sans préciser si je la mets au singulier ou au pluriel, j'ai eu parfois l'impression, chacun joue finalement à ce petit jeu, d'être rejoint en quelque sorte sur une approche des problèmes et des thèmes que moi j'ai beaucoup mis en valeur dans la dernière période. En tout cas nous sommes d'accord qu'à la suite du Bureau exécutif et des échanges ici, nous devrons faire nos propositions au pays dans un document bref, simple et clair.

De ce point de vue il est évident, nous en avons discuté, que notre plateforme ne peut pas être un programme détaillé du type de 1972, ni même un projet global du type de 1980, celui qui a débouché sur les 110 propositions du candidat à la présidence de la République, car nous ne venons pas, chers camarades, au moment où nous abordons cette bataille, de l'opposition, nous sommes au gouvernement et nous espérons bien y rester.

Il est donc normal qu'il ne soit pas nécessaire cette fois de faire un programme exhaustif, nous avons d'ailleurs un programme derrière nous, car une partie de notre programme, ce sont finalement nos actes, les actes du Président de la République et du gouvernement, qui en rendent compte pour nous, qui l'établissent et qui le font.

Et c'est finalement après quatre ans et demi d'exercice du gouvernement, à la Droite, à l'opposition de montrer, elle, en tant qu'opposition, présentant sa candidature au pouvoir et à l'alternance politique législative, qu'elle serait capable de faire mieux et c'est à elle de dire comment elle ferait mieux que nous n'avons fait en gérant au-delà des imperfections ou des insuccès relatifs de notre action.

Dès lors il me semble que, dans notre plateforme, on devrait retrouver les

Fondation Jean Jaurès

éléments suivants.
Je crois qu'il y aura d'abord à exprimer la continuité de notre politique. Le Président de la République a engagé la France dans un certain nombre de grandes orientations, le gouvernement a mis en œuvre ou lancé des programmes pluriannuels qui dépassent l'échéance de 1986.

- Dans le premier cas je verrais par exemple ce que nous avons fait ou dit fait vivre sur le plan des relations Est-Ouest, les actions vers les pays du tiers-monde, sur l'aide, sur la dette, sur la monnaie, la politique européenne.
- Dans le deuxième cas, je verrais les efforts de modernisation, de recherche, l'évolution de la justice, l'action par rapport à la modernisation de la police, vers la sécurité des citoyens, l'action dans la culture, dans la communication, la décentralisation, les réformes de l'Etat.

Il y a une continuité de notre politique, il y a des actes gouvernementaux qui parlent pour nous, qui doivent à mon avis apparaître d'une façon réelle dans cette plateforme.
Je crois aussi qu'il y a une deuxième idée qui est très importante dans la plateforme - je n'ai pas encore en tête la façon dont nous devrons la rédiger du point de vue de la forme et de la méthode, pour cela je veux avoir le résultat des discussions - et au moins dans la campagne : c'est l'idée que continuer avec les Socialistes au-delà de 1986, c'est aussi se préserver du programme de la Droite, c'est dire "Halte !" aux démolisseurs.
Sur la sécurité sociale, sur l'école, sur les nationalisations, sur la fonction publique, sur la formation, sur les droits du monde du travail, il y a tout un paysage politique, il y a un équilibre économique et social qui est celui d'une France républicaine, républicaine mais aussi sociale, issue de la crise des années 30 et des combats de la résistance, que la Droite, au milieu de ses contradictions, mais dans son projet fondamental, veut remettre en cause. Et l'enjeu décisif, ou un des enjeux décisifs de cette élection est, me semble-t-il, que la Droite veut aller loin et vite, en arrière, et, comme le disait effectivement Jean-Pierre hier, bien au-delà et bien en-deçà de 1981, alors que les Socialistes, s'ils ont parfois modéré leur allure, veulent aller et vont effectivement dans les faits de l'avant.
Il me semble aussi naturellement qu'il doit y avoir dans notre plateforme des mesures nouvelles, de nouveaux pas en avant.
Je sais, et nous l'avons débattu, que cela doit être fait avec réalisme, dans la mesure où nous gouvernons et où ce que nous disons pourrait être acté. Mais ces propositions doivent aussi exprimer un dynamisme, indiquer une perspective, mobiliser une espérance. Et parmi les grandes propositions envisagées, je ne dis pas que je les tranche toutes, moi, en m'exprimant ce matin, mais parmi les grandes propositions envisagées, plusieurs me semble-t-il sont quand même très importantes, et je voudrais attirer l'attention sur elles.
Je crois d'ailleurs que même certaines d'entre elles ne pourront sans doute être qu'esquissées dans la fin du septennat ou dans la nouvelle législature
Quand nous pensons à ce que nous proposons sur l'aménagement du temps de travail, à l'effort massif de formation, y compris avec les objectifs chiffrés des

Fondation Jean Jaurès

bacheliers ou des étudiants, que nous voulons mettre en œuvre, quand nous proposons une mutualisation des risques de la mutation, quand nous proposons un minimum social garanti, quand nous entendons mettre en place le cadre législatif qui permettra à la vie industrielle de s'affirmer dans le secteur nationalisé, de respirer dans le secteur nationalisée, en fonction d'une vraie politique industrielle qui peut impliquer de vendre et d'acheter des actifs publics ou privés, lorsque nous évoquons la nécessaire évolution des fiscalités locales ou de la fiscalité sociale qui grèvent, comme vous le savez principalement les prélèvements obligatoires, oui je crois qu'on peut dire qu'il y a encore du chemin à faire avec nous, et que si l'on rejette les modèles archaïques de la Droite pour moderniser le pays et rendre sa société plus juste, les Socialistes ont dans cette bataille des élections législatives encore des propositions à faire, et c'est ce qu'il va falloir dire partout dans le pays.

Ce qui m'amène au troisième point sur lequel je voulais m'exprimer ce matin devant la Convention.

Chers camarades, après nos discussions j'ai l'impression, plus encore qu'avant, et c'est mon troisième point, que la campagne électorale sera conduite sur des bases claires.

Je dirai un mot très bref du dispositif, et puis je parlerai après quelques autres de la nature politique de cette campagne.

Le dispositif de la campagne, il est en place, et il fonctionne. Jean Poperen a rappelé hier toute la bataille que nous devons mener pour les inscriptions sur les listes électorales, notamment des jeunes. Le Conseil politique se réunit régulièrement, actuellement au rythme de tous les quinze jours, quand ce sera nécessaire tous les huit jours, pour définir les orientations politiques de campagne et prendre les grandes décisions nécessaires dans le dialogue avec la direction du Parti, dont il est d'ailleurs l'émanation, vous le savez.

La direction de campagne fonctionne. André Laignel a remplacé Bertrand Delanoë qui continuera, je pense, mais avec plus de liberté, à contribuer à ce travail, et les tâches sont réparties entre les Secrétaires nationaux, et notamment ceux qui sont les plus directement concernés par cette campagne.

Les décisions, notamment sur les matériels, les grands matériels d'affichage, se prennent actuellement, même si vous admettrez avec d'ailleurs la direction du Parti, qu'elles se prennent souvent extrêmement discrètement, car il est mieux dans ces domaines, si l'on peut, de se réserver un effet de surprise.

Un effort financier considérable doit être consenti par le Parti, par ses élis, par ses militants, par ses sympathisants, et nous allons d'ailleurs lancer - je parle sous le contrôle du trésorier qui est là - une grande souscription en direction du monde Socialiste, du courant Socialistes, de nos adhérents et de nos sympathisants.

Les mobilisations se préparent dans toute la France et déjà, vous le savez, mais je le rappelle, le 29 novembre à Paris, sous un très vaste chapiteau, le Premier Ministre Laurent Fabius et moi-même tiendrons un grand meeting en commun, un peu, si l'on veut l'appeler comme ça - on veut toujours un lancement de campagne, mais vous le savez, la campagne se lance tout le temps - en tout cas

Fondation Jean-Jaurès

en termes de mobilisation de masse, certainement le premier meeting de lancement de la campagne. Nous le ferons côte à côte.
Je voudrais maintenant parler un peu de la nature la campagne.
Chers camarades, je n'ai personnellement jamais eu de doutes, et c'est dans ce sens que je m'étais exprimé au Conseil politique et que celui-ci s'était lui-même orienté, sur le fait que cette campagne serait une campagne Gauche contre Droite, non pas une campagne dure, non pas une campagne sectaire, mais une campagne Gauche contre Droite.
Après ce que j'ai entendu hier, je dois dire que j'ai moins de doutes encore.
Il ne s'agit pas d'être sectaires, il ne s'agit pas de rechercher la coupure à tout prix, au contraire, il faut convaincre et rassembler très largement. Mais si nous regardons les projets, les déclarations, les actes des uns et des autres, eh bien, nous constatons la chose suivante, qui est au cœur de ce que je voudrais dire aujourd'hui sur le plan politique : oui, chers camarades, il y a un projet de la Gauche, porté par les Socialistes, et il y a un projet de la Droite qui survit aux contradictions de ses leaders, et entre les deux dans cette campagne, pour les Français, il y aura un choix à faire.
Je voudrais montrer ici, sans forcer la note ni solliciter les déclarations ou les textes, que ces différences d'approche sur un certain nombre de questions fondamentales qui concernent les Français et notre pays, elles sont profondes et importantes et, à tous ceux qui s'interrogent pour savoir s'il y a bien un projet des Socialistes, s'il y a bien une différence entre les deux projets, si l'on peut distinguer la Gauche de la Droite, je dois dire qu'il me semble que ces éléments devraient permettre d'apporter un réponse claire, déjà d'ailleurs esquissée par plusieurs autres publiquement avant moi.
Prenons par exemple l'information, qui doit être sensible à un certain nombre de ceux qui nous écoutent.
Bien sûr l'information, chers camardes, il y a la Gauche avec les Socialistes et il y a la Droite.
Nous, nous voulons libérer l'information, et d'ailleurs nous l'avons en grande partie libérée, et nous poursuivons par un équilibre entre le service public et le service privé.
La Droite, elle, veut privatiser l'information, non pas la libérer mais la privatiser, passant d'ailleurs assez curieusement du tout Etat, qu'elle a pratiqué jusqu'en 1981, au tout privé qu'elle voudrait maintenant pratiquer si l'occasion lui était donnée.
La presse a relevé un phénomène tout à fait nouveau depuis la guerre en France, qui est celui d'un nombre de députés, dont nous pourrons donner la liste, qui tous ont des liens directs, qu'ils soient professionnels ou qu'ils soient éditoriaux avec un même groupe de presse, à tel point que certain, y compris dans les médias, ont parlé pour l'avenir - j'espère qu'il y aura quelques déchets - d'un certain nombre de députés Hersent. On ne saurait mieux prouver, chers camarades, que la liberté peut servir parfois de drapeau pour étouffer la liberté, et que certains de ceux qui ont critiqué le monopole d'Etat, que d'ailleurs nous faisons évoluer, veulent tout simplement instaurer un monopole privé.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Sur le secteur public industriel et bancaire, deuxième thème, deuxième grand problème, il y a les Socialistes et il y a le projet de la Droite.
Nous, nous voulons le développer, nous aurons l'occasion d'en parler notamment avec Edith Cresson, , le Premier Ministre en premier lieu qui s'exprimera dans ce débat, et moi-même et d'autres, dans le débat sur les nationalisations le 29 novembre, je crois.
Nous voulons le développer selon une logique industrielle et nous voulons aussi le démocratiser.
Chers camarades, je ne crois pas que ce secteur public et industriel tel qu'il fonctionne, si je prends simplement les huit derniers jours, soit particulièrement inefficace, quand je vois l'achat du système Rita par les Américains ou l'achat de moteurs Snecma pour les compagnies aéronautiques américaines, pour ne prendre que ces deux dernières nouvelles ; je crois que ce secteur public industriel montre sa force, sa fiabilité et son dynamisme.
Nous, nous voulons le développer selon une logique industrielle, eux, ils veulent là encore le privatiser, mais selon une logique purement patrimoniale, rendre des entreprises à des patrons, y compris parfois à des patrons qui n'y mettaient pas les pieds, sans se préoccuper de la logique industrielle nécessaire à ce monde des grandes entreprises, et ils courent en plus le risque de le brader à l'étranger à travers la privatisation.
Troisième exemple, chers camarades, l'immigration.
Nous, nous voulons intégrer les immigrés, qu'ils soient Français ou qu'ils soient étrangers, car un certain nombre d'immigrés sont devenus Français, mais gardent d'une certaine façon encore leur statut d'immigré. Nous voulons les intégrer, ce qui ne veut pas dire que nous ne voulons pas tenir compte de leur personnalité, du mouvement qu'ils font vers nous ou même du fait qu'ils veulent garder encore leur identité.
La Droite, elle, veut ou les assimiler, au sens brutal et réducteur du terme, ou les expulser. En attendant ce terme, elle parle maintenant de les discriminer.
Distinguer, chers camarades, sur le terrain de la citoyenneté, des nationaux français, des étrangers sur notre territoire est tout à fait légitime. En matière de vote pour les élections nationales, en matière d'accès à la fonction publique, et l'on pourrait trouver d'autres domaines, cette distinction est établie, elle est liée à la nation, à la communauté nationale, à la citoyenneté, à la notion de démocratie. Mais discriminer sur le terrain des droits sociaux des étrangers des Français, c'est faire de la discrimination entre les hommes, c'est sortir des traditions de notre droit, c'est rompre avec la déclaration universelle des Droits de l'homme qui est notre loi commune.
(Vifs applaudissements)
Cette affaire de discrimination sur les prestations familiales dont on commence à parler, sur laquelle Georgina Dufoix bien sûr s'est exprimée, est un premier pas, chers camarades, qui peut conduire loin ses auteurs, et l'on comprend dans ces conditions - lorsqu'on voit les propositions de M. Chirac et de M. Toubon - que MM. Chirac et Toubon puissent affirmer ne pas vouloir s'allier avec Le Pen : il

leur suffit d'en rallier les thèmes.
(Applaudissements)
On me dira que c'est sous une forme douce, sous une forme atténuée, sous une forme hypocrite. Je répondrai que c'est presque plus dangereux encore, car cela vise, pour certains, à les respectabiliser.
Prenons l'exemple de la fiscalité, maintenant, chers camarades.
Nous voulons une réforme fiscale pour tous, nous avons déjà réalisé des réformes fiscales que je ne rappelle pas, et dans notre plateforme nous envisageons de nouveaux pas en avant, prudents, raisonnables, mais de nouveaux pas en avant. Nous voulons une réforme fiscale pour tous, et notamment pour les moins favorisés; c'est l'esprit de nos propositions sur la réforme locale et sur la réforme des financements sociaux.
La Droite aussi, chers camarades, a un projet de réforme fiscale. Mais elle, ce qu'elle propose, c'est une réforme fiscale pour les riches. Elle a sa réforme, mais c'est une réforme exclusivement pour les riches.
La suppression de l'IGF, de l'impôt sur les grandes fortunes, le fait de dire qu'il n'y a pas de tranche supérieure à 50%, tout cela vise à protéger les intérêts des 200 000 contribuables les plus riches, et il faut vraiment tout l'aplomb de M. Toubon pour présenter à la masse du bon peuple comme une réforme qui la concernerait l'argument suivant : avec nous, plus personne ne paiera de taux qui pour certaines tranches dépassera 50%, comme si cela concernait tout le monde ! Je vois très bien M. Toubon s'adresser à un ouvrier tourneur si jamais il en rencontrait un sur un marché, ou à une employée de bureau et lui dire : vous savez, avec nous, vous ne paierez plus l'impôt sur les grandes fortunes !
Eux, ils visent à exploiter l'insécurité dans un discours politique, et ils préparent une pratique régressive. Moi j'ai entendu M. Toubon, à nouveau. Qu'est-ce que ces grands défenseurs de la liberté qui veulent nous préparer une société où seraient possibles des contrôles d'identité généralisés et non discriminés ? Moi je ne veux pas vivre dans ce type de société parce qu'on l'a connu à une autre époque.
(Applaudissements)
Alors, Chers camarades, sur la protection sociale, 5ème exemple, nous, nous sommes pour une gestion efficace, nous sommes pour un financement plus juste, nous sommes pour une expansion, si c'est possible, à ces risques nouveaux, notamment ces risques de la mutation industrielle dont nous parlions tout à l'heure.
Eux, ils sont pour une réduction des protections sociales, pour une cassure du système de sécurité sociale, un pan penchant vers l'assistance, et un pan se tournant vers l'assurance.
Sur la conception de l'Etat, chers camarades, 7ème exemple, nous, nous sommes pour un état moderne, décentralisé, débureaucratisé, mais assez fort et assez actif pour défendre l'intérêt général du pays et l'intérêt général tout court, entre les citoyens.
Eux, ils sont pour un Etat archaïque, pour l'Etat ancien, du 19ème siècle, faible en économie, indifférent en matière sociale, et autoritaire sur le plan politique.

Sur la politique internationale, chers camarades, nous, nous voulons et nous menons, et sous l'autorité du Président de la République est menée une politique indépendante et de solidarité avec l'Europe et le tiers-monde.
Et ce que nous propose la Droite, c'est désormais une politique de l'alignement sur les Etats-Unis, dont le ralliement de la Droite au programme IDS de militarisation de l'espace est le critère, l'élément de démonstration le plus claire, le plus aveuglant. Et elle nous propose par ailleurs une politique égoïste, que ce soit à l'égard de l'Europe - voyez leur position sur l'élargissement - ou que ce soit à l'égard du tiers-monde.
Sur la sécurité - et je n'en parlerai pas longtemps - nous, nous sommes pour agir, agir, et non pas parler. Agir par la prévention, par la répression, et aussi par les réparations dues aux victimes.
Dernier exemple, chers camarades, et j'en aurai pratiquement fini sur l'attitude à l'égard du monde du travail, - j'en aurais d'autres que j'aurais pu donner, nous aurons à le faire dans cette campagne - nous prenons en compte ces exigences, nous représentons ces intérêts, nous avons fait des réformes, les lois Auroux, pris des mesures sociales, la démocratisation du service public, et nous avons, je crois, à faire de nouvelles propositions dans ce domaine. La Droite entend, ce monde du travail, le remettre à sa place, sans droit de contrôle, sans droit d'expression, sans une école, sans une protection sociale, sans des droits du travail généralisés, qui lui permettent une émancipation collective, qui enrichissent sa perspective et un épanouissement concernant chacune de ses familles ou de ses individus.
Monsieur Chirac réunit aujourd'hui ses assises du travail à Paris et moi je me demande avec quoi M. Chirac peut-il parler au monde du travail aujourd'hui ou demain, pour aujourd'hui ou pour demain ? Est-ce que c'est avec des licenciements plus faciles ? Est-ce que c'est avec une limitation du droit de grève ? Est-ce que c'est avec le programme de flexibilité du travail vu par le patronat ? Est-ce que c'est avec la remise en cause du monopole syndical ? Est-ce que c'est avec la remise en cause de l'école publique ou de la sécurité sociale ?
Ce sont des éléments décisifs de la protection de l'individu et de l'épanouissement individuel dont je parlais, de ceux qui viennent du peuple.
Avec la destruction du secteur public, des garanties d'emploi, des chances de contrôle, de participation à la gestion et aux décisions qu'il peut offrir ? Si c'est avec cela, je me demande quels singuliers représentants du monde du travail il réunit aujourd'hui !
(Applaudissements)
Il y a les contradictions de la Droite, chers camarades, qui font d'ailleurs singulièrement douter de sa capacité à gouverner ensemble et je dirai même du sérieux de ses responsables.
Les deux derniers exemples, je vous les donne, mais nous aurons bien d'autres à utiliser dans la campagne qui vient.
Les législations répressives : M. Chirac, à la télévision, a déclaré nettement qu'il était pour le rétablissement des quartiers de haute sécurité, de la loi anticasseurs

et pour la cour de sûreté de l'Etat.
Quelques jours après, on a interrogé Mme Veil qui s'est déclarée la grande ami de M. Chirac et sur les mêmes questions, la réponse a été trois fois non.
Monsieur Chirac est pour, Mme Veil est contre, comment pourraient-ils gouverner ensemble ?
Le cumul des mandats est le dernier exemple : nous avons proposé, le gouvernement a proposé que les possibilités de cumuls des mandats électoraux soient limitées. M. Chirac est contre et déclare : "Qu'est-ce que c'est que ces Socialistes qui veulent à nouveau réglementer et limiter la liberté de choix des Français", comme s'il ne s'agissait pas en réalité plutôt de la liberté de choix des élus.
Il est contre et M. Giscard d'Estaing, avec l'UDF, est pour.
Là encore, comment pourraient-ils bien gouverner ensemble ?
Chers camarades, je termine en disant qu'il faudra utiliser avec force et habileté ces contradictions nombreuses dans la campagne, mais nous devrons, je pense, surtout insister sur le choix entre les deux projets, entre les deux visions de la société que j'ai essayé d'esquisser à mon tour ce matin après d'autres.
Nous sommes dans une situation politique où la Droite est plus à droite que jamais et je pense qu'il n'est pas souhaitable que nous soyons moins à gauche.
Le libéralisme autoritaire de la Droit représente un retour au 19ème siècle et ne permet en aucun cas de faire face au défi de la période, alors qu'il me semble que le Socialisme, dépouillé de l'attraction funeste du modèle stalinien, le Socialisme démocratique est bien l'approche de la fin de ce siècle et du 21ème siècle qui vient.
La politique de la Droite est démagogique, simpliste, dogmatique. Il faut que notre projet, il faut que notre campagne soient tournés vers le peuple, réalistes et ouverts.
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, vos applaudissements sont des remerciements que vous adressez à Lionel Jospin et le discours que nous venons d'entendre montre à l'évidence que notre Parti est en train de se mobiliser. Mais avant que les choses soient tout à fait en place, le groupe de travail qui s'est penché toute la nuit et un peu plus sur la préparation des listes, doit faire rapport à la Commission des résolutions.
Nous allons suspendre nos travaux jusqu'à 13 h 15, vous pensez que cela suffit ?

Jean Poperen - Oui... je pense !
(Rires)

Le président - 13 h 15 précises, mes camarades, n'allez pas déjeuner, nous nous retrouverons ici même.

(La séance, suspendue à 12 h 20, est reprise à 16 h, sous la présidence de Claude Estier)

Fondation Jean Jaurès

Le président (Claude Estier)

Mes chers camarades, la séance est reprise.
Je tiens avant toute chose au nom de la Commission des résolutions à vous remercier, à rendre hommage à votre patience, parce que vous avez attendu plusieurs heures et vous verrez dans quelques instants que cela en valait la peine, compte tenu du résultat qui va vous être donné.
Nous avons donc, en cette dernière séance, à entendre les deux rapports de la Commission des résolutions, celui de Jean Poperen sur le dispositif électoral et celui de Dominique Strauss-Kahn sur les propositions du Parti pour les élections de 1986.
Sans plus attendre, je donne la parole à Jean Poperen pour le premier de ces rapports en vous demandant de faire silence et de vous asseoir, car Jean Poperen va vous donner des indications qui méritent, je crois, d'être entendues dans le plus grand silence.

Jean Poperen (Rapport sur le dispositif électoral)

Mes chers camarades, en effet, nous avons travaillé longuement et je dirai qu'à l'opposé j'essaierai d'être précis et concis.
Nous avons travaillé longuement, mais de l'avis de tous, dans un bon climat, ce qui est toujours un signe favorable, même si parfois les difficultés étaient un peu rebutantes. Il y a eu de tous côtés la volonté d'aboutir, ce qui a d'ailleurs amené un certain nombre de décisions parfois dures à vivre pour des fédérations, des militants, des militantes, des élus, mais dans tous les cas avec la volonté que cela nous permette d'être dans les meilleures conditions placés dès maintenant pour engager et cette fois pleinement le combat pour l'échéance du début de l'année prochaine.
Nous l'avons fait, ce sont les seuls éléments de caractère général auxquels je voudrais m'arrêter, me référant un peu aux remarques que je faisais hier matin dans mon rapport d'ouverture, nous l'avons fait sans succomber au risque de désordre ou au risque inverse d'autoritarisme, semble-t-il, car nous avons pendant des heures... pendant des heures... mené le travail de concertation cas par cas, et je n'ai pas ressenti ce que paraissaient rendre les échos de presse, et je ne rends pas le chœur de cet écho responsable, mais suivant lequel le climat aurait été atroce... à aucun moment je n'ai eu le sentiment d'atrocité... de beaucoup de choses, mais pas d'atrocité et, en tout cas, à aucun moment, cela n'a été un tribunal... C'était parfois le sentiment de camarades qui arrivaient dans cette salle et disaient : on vient devant un tribunal... non, ils venaient discuter avec des camarades, en tenant compte des intérêts des situations locales, mais aussi des impératifs d'ensemble, les meilleures solutions possibles.
Encore une fois, la méthode la plus démocratique, la plus difficile, la plus longue, je dirai même un exemple de méthode démocratique.
Nous avons donc cherché à concilier les contraintes du terrain et les exigences nationales.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons mené ce travail pour l'ensemble des listes, y compris pour les listes de candidats aux élections régionales ; c'est d'ailleurs pour cette raison que notre travail a été particulièrement long, d'aucuns me demandaient tout à l'heure : quelles difficultés y a-t-il pour que ce fut su long ? Non, pas du tout que pendant des heures nous ayons tourné autour des mêmes problèmes, mais c'est vrai que nous avons considéré l'ensemble des listes de candidats aux élections régionales, que nous avons été amenés, dans un certain nombre de cas, mais après avoir pris toutes précautions de consultations, à proposer un certain nombre d'ajustements. Aucun me semble-t-il ne bouleverse l'équilibre des listes proposées par les fédérations, mais c'est vrai qu'il a pu y avoir quelques modifications.

Telles quelles ces listes, me semble-t-il, en tout cas, en tout cas dans la très grande majorité des cas, doivent répondre aux impératifs que nous avions retenu, que je rappelais hier très rapidement et sur lesquelles je ne reviens pas aujourd'hui, nous connaissons bien. Il me semble que de cette façon à la fois les élus de l'Assemblée Nationale d'aujourd'hui, dont certains vraisemblablement continueront d'être membres de l'Assemblée, dont beaucoup ne le seront plus, des élus locaux, mais aussi de simples militants, mais aussi des dirigeants de fédérations, vont se retrouver dans les équipes des Conseils régionaux.

Ce sera, tel que nous l'avons conçu, un enrichissement de notre potentiel militant, de notre capacité et un moyen de plus de notre enracinement, de notre ancrage.

Et puis, nous avons été amenés à revoir les difficultés qui pouvaient subsister sur un certain nombre de listes nationales. Là, entrant tout à fait dans le cadre de ce qu'est la fonction traditionnelle de la Convention nationale, elle ratifie ou ne ratifie pas ou ratifie en modifiant les listes venues des fédérations.

Est-il besoin de dire que dans l'immense majorité des cas elle a ratifié et qu'elle a seulement procédé à quelques modifications ici ou là, certaines par rapport à ce qu'avaient été nos engagements de juillet, compte tenu de l'évolution de la situation entre temps. Je pense que cela a dû être le cas par exemple en un certain sens dans le Jura et dans un sens un peu différent, dans la Moselle, mais en tous les cas avec la volonté de ne pas rompre cet accord sur lequel nous avons tant insisté et grâce auquel nous aboutissons au résultat d'aujourd'hui.

Mais je dirai surtout le travail qui a été accompli ces dernières semaines et ces deux derniers jours, avec le concours de tous, nous permet d'avoir ce dispositif tel que nous le souhaitions des Socialistes rassemblés et d'autres forces avec nous.

C'est vrai qu'il a fallu plusieurs semaines pour déterminer l'endroit où tel ou tel d'entre nous mènerait le bon combat dans les prochains mois ; nous y sommes parvenus, en confirmant, par exemple, que notre camarade Jack Lang conduirait la liste des Socialistes dans le Loir et Cher.

Yvette Roudy mènerait ce combat en deuxième position sur la liste Socialiste du Calvados, que nos amis Henri Nallet et Calmat conduiraient la liste dans l'Yonne et dans le Cher, tandis qu'Huguette Bouchardeau serait sur la liste Socialiste du Doubs, avec notre camarade Pesce qui conduit cette liste pour

mener le combat Socialiste dans ce département.
Nous avons également, dans l'esprit qu'a dit notre camarade Jospin hier matin, pu compléter les propositions que nous faisons, celles qui étaient déjà prêtes et d'autres nouvelles, au Mouvement des Radicaux de Gauche.
Nous pensons qu'ils pourront conduire des listes dans les deux départements de Corse.
L'un d'entre eux - l'accord est d'ailleurs passé dans le détail entre les deux fédérations concernées pour les deux listes - le député sortant, Vidal, conduira la liste dans l'Aveyron. L'ancien président du groupement, ministre du Commerce, Michel Crépeau, conduira la liste commune en Charente Maritime.
Un député sortant MRG sera en deuxième position sur la liste de la Dordogne, Alain Bonnet. Un Conseiller général MRG sera en seconde position dans l'Ain.
Le secrétaire d'Etat, ancien président du Mouvement, Roger-Gérard Schwartzenberg, sera en 3ème position dans le Val de Marne.
Le président du mouvement, François Doubin, sera en 1ère position dans l'Orne.
D'un commun accord, il est convenu qu'il y aura une liste MRG, une liste Socialiste conduite chacune par un député sortant dans les Hautes Pyrénées.
Il est vrai que demeure posée la discussion sur les situations que nous jugeons symétriques du Tarn-et-Garonne et du Lot. Et à l'heure qu'il est je ne répéterai pas ce qui a été dit ici même par le Premier secrétaire.
Faisant cet effort - et pour certaines de nos fédérations, pour certains de nos élus, il est considérable - nous pensons avoir toutes les raisons d'espérer qu'un accord sérieux, solide, interviendra dans les tout prochains jours concrètement, à l'occasion du Comité directeur que doit tenir ce mouvement mercredi prochain, et que bien entendu, sauf là où d'un commun accord nous aurons vérifié qu'il n'y a pas péril pour l'élection des Socialistes, ni aux élections législatives ni aux élections régionales. Si vraiment il n'y a pas péril, que quelques listes du MRG puissent mener le combat, pourquoi pas ? Mais nous ne comprendrions pas, bien entendu, qu'il y ait de notre part un grand effort pour aller ensemble, et puis parallèlement, à côté, si j'ose dire, menace sur le combat que nous menons.
Mais là, il faut que les choses soient claires, compte tenu des décisions que nous sommes en train de prendre et que nous allons vous demander de prendre.
Mais, parce qu'il faut que ce soit clair, compte tenu des décisions que nous sommes en train de prendre et que nous allons vous demander de prendre, bien entendu, je ne crois pas que nous allions vers une telle situation, qui d'ailleurs serait dérisoire. C'est dire que les signes de notre volonté d'élargissement, par toutes ces décisions, sont nets, et j'ai le sentiment qu'ils seront perçus comme tels par l'opinion.
Nous avons donc maintenant, en ce milieu, ou presque, de novembre, organisé ce que seront nos candidatures, élément essentiel pour la campagne. Nous avons donc maintenant, par cet instrument, des moyens de plus pour répondre à l'aspiration qui est celle, je crois, de la Gauche, de la Gauche profonde, de rassemblement pour affronter l'échéance de mars 1986.
Ce que l'on peut souhaiter c'est qu'au-delà de telle ou telle question qui pourrait intervenir, il y ait de notre part, ici, aujourd'hui, large accord pour porter ce qui

a été conclu en avant.
Nous serons en mesure - j'apporte cette précision de caractère technique mais je comprends que pour vous tous aussi, pour nos amis de la presse, elle ait sa valeur - nous serons en mesure dès mardi matin, ou dans la journée, de donner l'ensemble des documents. Vous comprendrez que compte tenu des conditions du travail ininterrompu, de trente-six heures, effectué, cela n'est pas parfaitement au net... (rires)... sur le papier ; ce sera donc à votre disposition pour mardi prochain.
Voilà, pour ma part j'ai terminé.
(Applaudissements)

Le président - Sur le rapport que vient de vous présenter Jean Poperen, y a-t-il des demandes d'intervention ? La parole est au camarade de la Somme.

Pierre Hiard (Somme)

Chers camarades, comme secrétaire de la fédération de la Somme je n'ai pas été averti officiellement des bruits de couloirs que j'ai pu entendre à propos d'une modification de la liste régionale dans ma fédération. C'est un problème qui en a posé déjà, puisque les militants en ont tranché par un scrutin net de 58 à 42%. Tout se passait bien dans notre fédération, et j'ose croire que les bruits que j'ai entendus ne sont pas justifiés ; ils mettraient en cause une unité de la fédération qu'après le Congrès nous avons reconstruite à grand peine. Et s'il y avait effectivement question j'aimerais pouvoir en discuter avec les responsables nationaux.

Le président - La parole est à Martine Buron.

Martine Buron
Puisqu'il a été beaucoup question des candidatures féminines ces derniers mois, je crois que je dois aux camarades ici présents de faire un petit point sur le résultat de nos efforts conjugués pour arriver à un résultat aussi bon que possible dans ce domaine, résultat, vous vous en doutez, qui seront mitigés, mais après tout ce n'est pas si mauvais, de ceux dont on dit : "J'essaierai de faire mieux la prochaine fois".
Nous nous étions fixé un objectif politique, parce que le Parti Socialiste a toujours pensé que la place des femmes dans la société faisait partie de son combat. Et d'ailleurs, dans les quatre années passées c'est un des domaines où les nouveaux espaces de liberté et de dignité ont été les plus nombreux.
Donc je crois que nous étions tous d'accord sur les objectifs, tout en sachant à quel point ils étaient difficiles à mettre en œuvre. C'est pourquoi nous avons pris un certain nombre de décisions concrètes, dont l'une avait pour objectif de faire en sorte qu'au moins les députés sortants retrouvent une place éligible, soit aux législatives, soit aux régionales.
Nous avons donc là une décision de Congrès. Par ailleurs, un certain nombre de camarades ministres, femmes - et il faut rappeler que là aussi c'est une

Fondation Jean-Jaurès

innovation de la Gauche d'avoir des femmes ministres nombreuses, et dans tous les domaines - seront présentes pour mener nos listes, et ce sera un plus pour le Parti.
Au point où nous en sommes aujourd'hui, après le rapport de Jean Poperen, je pense que nous pouvons compter sur 14 élues sûres (bien-sûr, les aléas d'élections sont toujours ce qu'ils sont) plus une femme ministre qui est sur nos listes, tout en n'étant pas membre du Parti, et au moins trois camarades qui, si nous menons tous de bonnes campagnes, peuvent se trouver élues demain. Ce qui, en partant d'un groupe Socialiste où aujourd'hui nous comptons 7,4% de femmes, peut nous amener demain à un groupe Socialiste où nous compterons entre 9 et 10% de femmes. Ce n'est pas un très gros progrès mais, mes chers camarades, c'est un premier pas. J'espère que vous ferez tout, les uns et les autres, pour que les quelques camarades qui se trouvent en position tangente nous permettent de faire ce pas supplémentaire.
Par ailleurs, nous avons demandé à toutes les fédérations, et cela aussi c'est une décision de Congrès, en respectant tout simplement le quota qui est inscrit dans nos statuts, d'assurer la présence de 20% de femmes en place régulière sur toutes nos listes. Alors, bien entendu, quand on prend une région où il y a 4 ou 5 départements, où nous avons un éligible régional aux législatives, trois ou quatre éligibles aux régionales, en appliquant un quota de 20% - et bien entendu il faut reconnaître que les femmes sont plus souvent à la 5ème place qu'à la 1ère - on n'atteint pas globalement un quota de 20%.
J'ai tout de même fait un petit calcul, et sur le nombre total de Conseillers régionaux que nous pouvons espérer en mars prochain, à part une ou deux régions pour lesquelles je n'ai pas les chiffres, nous devrions arriver à un quota de 13%, une proportion de 13% d'élues femmes Socialistes.
Parmi nos Conseillers régionaux, là aussi ce n'est pas formidable, mais si nous nous référons aux cantonales de 1985 où parmi nos élus aux Conseillers généraux on comptait 3,5% de femmes, j'ai tendance à penser que les tracas que nous vous avons causé, les règles strictes et pénibles que nous vous avons imposées, que vous avez quelquefois reçues les uns et les autres avec un peu de mauvaise humeur, ont d'une certaine manière, porté leurs fruits. J'en tirerai simplement deux leçons.
La prochaine fois nous nous y prendrons plus tôt, et je pense dès aujourd'hui aux cantonales de 1988. Et surtout, surtout, chers camarades, au-delà des chiffres, pensons à l'enjeu politique. Nous avons fait des choses immenses dans le domaine des droits des femmes, et nous avons un électorat féminin qui a beaucoup à nous apporter et à attendre de nous, et qui peut nous apporter beaucoup dans le succès que nous espérons tous dans les prochaines élections.
Donc je remercie les uns et les autres pour les efforts qu'ils ont fait. J'ai pu constater que dans une vingtaine, peut-être, de départements, le quota n'était pas tout à fait respecté, il y a quelques fédérations où le cas pourra être posé au Bureau exécutif, puisque quelques cas pourront être encore réglés, mais je crois que nous devons continuer nos efforts dans ce sens où nous les avons faits jusqu'à présent.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Godefroy.

Jean-Pierre Godefroy (Maire de Cherbourg)

Je voulais vous dire que Jean Poperen n'a pas rappelé, mais je crois que c'est acquis, qu'Olivier Stirn sera tête de liste dans le département de la Manche. Je tenais à le rappeler, à rappeler ceci.
Dans le département de la Manche, l'agglomération de Cherbourg est la deuxième agglomération de Basse-Normandie dirigée par les Socialistes depuis 1977. Nous n'avons qu'un seul élu possible, et ce sera Olivier Stirn. C'est-à-dire que tout le travail effectué par les Socialistes de la Manche se voit balayéd'un seul coup. Pour nous,ce sera très difficile à gérer.
Le rapport présenté par Lionel Jospin ce matin a reçu notre assentiment total, mais comment expliquer ce débat Gauche/Droite avec Stirn comme tête de liste ? Ceci, quand on sait que pour les nationalisations, il ne les a pas votées, qu'il n'a pas voté les lois Auroux, que pour ce qui concerne la presse, il n'a pas voté, de même que pour l'impôt sur les grandes fortunes... j'en passe et des meilleures, d'autres s'en chargeront. Pour nous c'est vraiment une situation très difficile.
Je regrette que l'on ait crucifié ainsi la fédération de la Manche. Je pense que nous avions fait un travail qui méritait beaucoup mieux.
Bien sûr il appartiendra bientôt aux militants de se déterminer. Nous avons fait une proposition d'ouverture à Henry Nallet, membre du gouvernement, qui était une candidature porteuse acceptée à 95% des militants. Je ne vois pas pourquoi on nous a refusé cette ouverture qui était, elle, reconnu par tout le monde, voulue, et qui aurait évité cette ambiguïté dans le département. Je pense qu'il y a là vraiment une erreur politique, mes chers camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lucien Delmas.

Lucien Delmas (Premier secrétaire de la Dordogne)

Au nom de l'unanimité de la Commission exécutive fédérale, nous avions en Dordogne attiré l'attention de Lionel Jospin, et j'ai confirmé cette nui à la Commission de rédaction que nous étions d'accord pour intégrer Alain Bonnet à la 2ème place de la liste des élections législatives, à deux conditions.
La première, c'est qu'Alain Bonnet cesse de participer au bureau du Conseil régional d'Aquitaine, présidé par Jacques Chaban-Delmas.
La deuxième, c'est que les Radicaux de Gauche, à qui nous réservons deux places, à partir de la 7ème dans la liste des élections régionales, ne constituent pas de liste ou ne soutienne pas de liste contre la liste présentée par les Socialistes.
C'était une exigence de cohérence politique qui me parait nécessaire.
Or j'apprends à l'instant, à la lecture du journal "Sud-Ouest" de ce jour, que le

bureau départemental du MRG, réuni en Dordogne, a décidé de constituer une liste aux élections régionales, ouverte à des socioprofessionnels. Alors je demande à la Convention et à nos camarades responsables nationaux, de faire en sorte que lors du Comité directeur du MRG, qui doit se tenir mercredi, des décisions précises soient prises et qu'une certaine exigence de rigueur soit imposée aux Radicaux de Gauche de la Dordogne.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pavis, de l'Orne.

Jean-Claude Pavis (Orne)

La liste que l'on nous avait proposée pour les législatives, dans l'Orne, approuvée à l'unanimité par le Comité exécutif fédéral, et par près de 100% des adhérents de notre fédération, était d'une part le résultat de l'application d'un accord approuvé le 6 juillet dernier, et d'autre part - et là c'était plus difficile - l'application des résolutions du Congrès de Toulouse, en jouant sur les deux listes, et enfin, le choix de Michel Gambert c'était à notre avis le seul moyen de garder un siège qui sera très difficile à garder.
Nous avions d'ailleurs à l'unanimité, encore, à la Commission exécutive fédérale, adopté un texte pour dire ce que nous pensions des parachutages. Je sais que cela ne plait pas à tout le monde qu'on parle de parachutages, mais je regrette, c'est un parachutage pour nous.
Même s'il est Conseiller municipal d'une petite commune de 200 habitants - et on voit ce que cela peut représenter, pour un notable, de se faire élire dans une petite commune - politiquement, c'est quelqu'un qui n'existe pas dans l'Orne ! Les cantonales ne sont quand même pas très loin, M. Doubin, nous ne l'avons pas vu aux cantonales ! Il faut quand même le savoir, il faudra qu'on explique cela à nos électeurs dans l'Orne ! Quelqu'un qui se dit de l'Orne, et qui apparaît tout d'un coup, comme cela, c'est quand même un peu suspect !
Donc, la Commission exécutive fédérale a travaillé, nous sommes tout à fait d'accord sur le fond quant à l'ouverture des listes - on a dit ce matin qu'on est toujours d'accord... quand c'est chez le voisin - mais enfin, dans un département où il y a un seul siège, dans un département réactionnaire où l'on a arraché ce siège la dernière fois, à la force du poignet, un peu grâce à la lutte entre le RPR et Bassot, moi, je dis qu'avec les conditions qu'on va avoir cette fois, c'est clair : on n'aura plus de siège à gauche ! Le siège a été difficile à gagner, maintenant il est perdu ! Première perte donc : le siège de gauche.
Deuxième perte, non moins importante : dans notre fédération, comme dans toutes d'ailleurs, je pense, l'équilibre entre les courants a été obtenu, le pourcentage dont on parlait tout à l'heure a été obtenu, avec une femme en position d'éligible aux régionales. Eh bien, cela, mes camarades, c'est terminé, car on ne pourra plus appliquer cet équilibre, avec tout ce que cela comporte pour notre fédération ! Je ne dis pas cela pour avoir l'air dramatique, mais parce que c'est une réalité : la fédération de l'Orne va sortir malade, très malade de cette situation-là.

Je voulais vous le dire. Tout le monde doit prendre ses responsabilités. Vous jugez que l'accord avec le MRG est important, mais il faut savoir aussi le prix qu'on va devoir payer !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Le camarade du Puy de Dôme ?

Un délégué (Puy de Dôme)

J'interviens au sujet de la liste des régionales et cela rejoint un petit peu la première intervention.
Il ne m'est pas possible de me prononcer en toute honnêteté à cette Convention, car je n'ai pas été informé de la composition exacte de la liste des régionales. Compte tenu des difficultés à l'intérieur de notre département, en fonction, d'une part, de la liste votée par les militants et, d'autre part, de l'accord passé à Toulouse entre les différentes composantes du Parti, j'aurais aimé connaître la liste des régionales. Je me demande pourquoi il n'est pas possible de la faire, dans vingt ou trente minutes, pour que celle-ci soit communiquée. Cela me semble être la moindre des choses pour qu'on puisse se prononcer.
D'autre part, au sujet de la liste des législatives, je n'ai eu que des bruits de couloirs. J'espère qu'ils sont fondés et que je pourrai me prononcer en fonction de ces bruits.

Le président - Merci.
Motroni ?

Jean Motroni (Haute-Corse)

La fédération de la Haute-Corse, avant de présenter la tête de liste des élections législatives, a pris le minimum de précautions pour s'assurer qu'elle ne compromettait à aucun prix le siège dont nous pensons, à tort ou à raison, qu'il peut revenir aux Radicaux de Gauche.
Une fois bien persuadés que ce risque n'existait pas, nous avons présenté nos candidatures.
Ce risque existe tellement peu que les Radicaux eux-mêmes en sont fortement persuadés ; à preuve, à aucun moment ils n'ont tenté une négociation au niveau local !
Alors, il serait quand même bon, puisque Jean Poperen a parlé d'exceptions lorsqu'on ne mettait rien en péril, que ces exceptions ne jouent pas à sens unique et qu'elles jouent également dans l'autre sens, à savoir pour permettre des listes Socialistes là où elles ne compromettent rien, car il faut bien savoir que, dans le cas présent, s'agissant de la fédération de la Haute-Corse, si au niveau local aucun contact n'a été pris, ce que visent en fait les Radicaux - et il faut quand même qu'on le sache, puisque quelqu'un a parlé d'un prix : le prix est cher - c'est notre retrait, dans beaucoup de cas où nous ne les mettons pas en péril,

Fondation Jean Jaurès

pour pouvoir se débarrasser des Socialistes dans un certain nombre de départements, et cela à peu de frais !

Le président - Merci.
Le camarade de l'Aude ?

Jacques Hortala (Aude)

La fédération de l'Aude, c'est 5000 militants, 3 députés, 2 sénateurs, 25 Conseillers généraux sur 34, avec 2 sièges reconquis aux dernières cantonales, et une large majorité des maires sur les 400 communes du département.
La fédération de l'Aude est d'habitude légaliste et s'exprime peu. Aujourd'hui, j'ai le devoir de m'exprimer.
Les militants, la fédération se sont exprimés, la Commission exécutive a proposé la liste des législatives et la liste des régionales.
La liste des régionales en particulier n'a pas été approuvée par la Commission des élections.
Aussi, je suis tenu de dire que je ne peux pas garantir que la fédération acceptera les décisions de la Commission des élections.

Le président - Merci.
Le camarade du Doubs ?

Poitevin (Doubs)

Nous voudrions savoir, pour voter en pleine connaissance de cause, si les bruits de couloirs concernant une éventuelle modification de notre liste des régionales, qui a recueilli la majorité des votes de la Commission exécutive des militants, sont fondés ou non ?

Le président - Merci.
Il n'y a pas d'autre demande d'intervention ?

Le premier fédéral de l'Aisne

Je pense qu'il serait tout à fait logique, pour que l'on puisse voter en toute connaissance de cause, d'avoir le résultat exact sur les élections régionales... (applaudissements)... car il me parait impossible de rentrer dans nos fédérations et de lire le résultat dans le journal, mardi. Je crois qu'il est beaucoup mieux que les premiers fédéraux le publient eux-mêmes.

Le président - Merci.
Pas d'autre demande d'intervention ?
Alors, la parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen

Camarades, quelques remarques ont été faites sur la communication rapide que

Fondation Jean-Jaurès

j’ai donnée tout à l’heure.
D’abord, je remercie Martine Buron du complément important qu’elle a bien voulu apporter à mon rapport. Elle a d’ailleurs souligné combien nos efforts communs avaient été couronnés de succès, d’un succès qu’elle juge encore relatif, insuffisant, mais l’essentiel est de progresser. Là-dessus, aucun doute et c’est vrai. Mais elle sait aussi que ce fut une de nos principales difficultés.
Je l’ai fait observer hier dans le rapport, je ne peux que le répéter, là où généralement - très souvent en tout cas - nos camarades femmes ne se trouvaient pas sur une liste nombreuse, donc menée par un mouvement plus général, le mouvement spontané du vote militant a plutôt été en sens contraire... Il y a donc là un élément de réflexion et, sans doute, un stimulant à faire davantage encore dans l’avenir.
Sur les demandes qui ont été faites concernant, par exemple, la question de savoir comment nous allions nous comporter avec le MRG dans les jours qui viennent, moi, je crois que l’information que nous donnait à l’instant Delmas marque clairement ce que sera notre propre comportement. Comment nos amis du MRG dans cette région, notamment dans la Dordogne, peuvent-ils penser que, tout à la fois - en somme, c’est de cela qu’il s’agit - ils mèneront campagne avec nous et contre nous ? Je crois qu’ils s’inspirent d’une tradition plutôt rationaliste, donc ils ne voudront pas tomber dans cette incohérence... En tout cas, nous leur ferons observer les dangers, pas seulement théoriques, philosophiques, mais pratiques de cette incohérence, et peut-être que d’ici mercredi - je ne sais pas... je ne peux pas décider ici, tout seul, la forme que cela prendra - compte tenu de cet exemple, et je crois savoir qu’il y en a quelques autres, nous leur ferons tenir justement ce point de vue de façon très claire, pas du tout agressive, mais quand même suffisamment claire pour qu’il soit un élément de leur réflexion collective dans la réunion de leur Comité directeur.
Ensuite, il y a eu des demandes plus techniques, mais en même temps très politiques.
Celles-ci concernent le détail des informations sur les listes régionales.
Nous avons fait du travail, je ne crois pas que dans l’heure qui vient - mais on peut prendre toutes dispositions si cela doit durer de longues heures - nous soyons en mesure de produire le détail du travail sur les listes régionales.
Dans le cadre de ce qu’est la Convention et de ses responsabilités, je me dois évidemment - je pensais que les quelques questions viendraient là-dessus, en fait il en est venu peu mais le président m’a rappelé la nécessité de donner ces précisions - d’apporter des précisions sur les modifications intervenues sur les listes législatives par rapport à la façon dont elles avaient été établies par les fédérations.
Mais, concernant les listes régionales, n’entrant pas dans le cas de cette obligation statutaire, si la curiosité de nos camarades nous amène à faire ce travail, alors nous prendrons tout le temps qu’il faudra pour mettre ces listes en état de connaissance. Est-ce que ce sera ce soir ? Je ne sais, car nous avons dû accumuler en trente-six heures une énorme documentation.
Simplement, ce que je rappelle, c’est que nous l’avons fait en tant que

délégation de l'ensemble de la Convention, et chaque fois en consultation...

Dans la salle - Non.

Jean Poperen - ... pour les quelques questions qui ont été posées, moi, je me tiens à la disposition des camarades, ici, pour leur répondre.
Sur les modifications de listes législatives, je les ai évoquées, pour certaines, tout à l'heure, très vite. Je m'y arrête un peu plus.
Nous avions envisagé une certaine façon dans le Jura. Tenant compte de ce qu'a été le vote militant, c'est finalement le camarade Brune qui dirigera la liste Socialiste dans ce département.
Dans le département de la Moselle, où une incertitude avait pu subsister sur le troisième des candidats, c'est, semble-t-il - je pense que c'est l'accord de la fédération - le camarade Metzinger qui sera ce troisième candidat.
Dans le département des Pyrénées-Orientales, les travaux de la Commission ont amené à inverser l'ordre de désignation, sur la volonté de la fédération. Il a été prévu que la camarade Renée Soume dirigerait la liste législative, et demandé au camarade Sic (?) de diriger la liste pour les élections régionales.
Dans l'Indre-et-Loire, une inversion a été opérée par rapport au résultat qui vous est parvenu : la camarade Christiane Mora dirigera la liste, avec en seconde position le camarade Provot (?).
En Auvergne, où en effet nous avions prévu dans l'accord du 6 juillet là aussi une certaine disposition, c'est finalement le camarade René Marbeuf (?) qui avait été désigné comme tête de liste, appartenant à la motion 2.
La proposition qui est faite par la Commission c'est qu'en effet ce camarade dirige la liste pour les élections législatives et, s'il en est d'accord, que notre camarade Pourchon dirige dans ce département la liste pour les élections régionales.
Nous pensons qu'il peut y avoir accord de sa part pour que dans le même temps et compte tenu de ce qu'est son influence, son rayonnement comme président du Conseil régional et donc comme personnalité marquante de cette région, qu'il dirige la vie législative de la Haute Loire.
Nous avons également bien sûr été amenés à considérer un certain nombre d'autres listes et par exemple dans les listes régionales, c'est vrai que je ne peux pas laisser sans réponse ce qu'a dit notre camarade de l'Aude, par exemple la liste du département de l'Aude, mais de quelques autres aussi où se retrouvaient des caractéristiques un peu voisines, et là répondant à certaines interrogations, à certains éléments de préoccupation nous avons eu très souvent pour souci de faire que des militants élus, parlementaires, souvent depuis une, deux, trois législatures, parce que ce travail de parlementaire leur avait donné une influence, accrochage au terrain, capacité d'influence, ils puissent être présents sur les listes régionales.
Je ne pense pas que, faisant cela, nous ayons beaucoup faussé ce qui peut être une réflexion commune entre nous, d'autant que, dans le cas de l'Aude notamment, mais encore une fois, je pense que notre camarade a eu raison de

venir dire sa façon de voir dans la Convention, nous avons eu à ce sujet je crois un long échange de vue, intéressant et marquant bien ce qu'étaient les préoccupations des uns et des autres. Simplement je crois que la plupart des membres de la Commission ont été un peu surpris, et si je le dis c'est que cette forme d'expression n'a pas été absolument le privilège de la fédération de l'Aude, mais peut-être de quelques autres, plutôt d'ailleurs dans ce secteur - je ne pense pas que ce soit une affaire de climat - mais employant par exemple l'expression de l'un d'entre vous "la fédération est souveraine", je ne veux pas être pointilleux sur les termes, mais tout de même nous sommes en effet un ensemble de fédérations départementales ayant leurs droits, prérogatives, et vous m'accorderez que nous faisons en sorte que chacune de ces fédérations, dans les conditions locales, dans son contexte, puisse vraiment vivre sa vie avec tous ses moyens et ses particularités, mais je ne crois pas que l'expression de "fédération souveraine", sans vouloir être trop pointilleux, soit tout à fait exacte, c'est notre Congrès et à l'occasion notre Convention qui l'est. Par conséquent il y a là un mouvement, disons réciproque entre ce qui est fait par les fédérations, les sections, les militants et ce que nous faisons. Nous savons bien que c'est une des contraintes les plus difficiles de la démocratie. C'est également bien sûr ce que nous ont dit les camarades de fédérations où telle ou telle personnalité va mener avec nous le combat.

Déjà nous nous sommes expliqués en ce qui concerne la Manche, notamment au Congrès, mais je ne trouve pas du tout scandaleux, ni même surprenant, que notre camarade à nouveau pose cette question puisqu'elle leur crée encore le moment présent des difficultés, même si l'on avait le sentiment que c'était un peu moins peut-être qu'il y a quelques temps.

Mais là aussi j'ai noté dans ton propos je crois, une formule qui, me semble-t-il, marque bien où il peut y avoir entre nous à l'heure actuelle une différence d'approche politique. Quand tu dis "tout notre effort sera balayé", bon, je fais la part de ce que peut être ta réaction de militant, d'un élu comme tu l'es, attaché au travail que vous faites dans cette région et où vous avez en effet, à Cherbourg et autour, construit beaucoup, mais si nous abordons notre effort d'élargissement vis-à-vis de tel ou tel homme, ou telle ou telle formation, avec dans l'idée que chaque fois que nous faisons un geste concret pour cet élargissement, tout notre effort à nous Socialistes sera balayé, alors en effet on peut se demander à quoi nous jouons.

Nous faisons tout cela pour que, à une étape nouvelle de notre effort développé depuis des années, toujours dans la même ligne constante de rassemblement, il y ait à nouveau des hommes, des femmes qui viennent se joindre à notre combat.

C'est donc tout à fait le contraire de ce qui est en ce moment notre démarche dans cette affaire et qui est un pari sur l'avenir.

Y a-t-il risque quand, Socialistes on va avec d'autres ? Sans doute, à tel ou tel moment, c'est vrai, on n'est jamais tout à fait sûr de gagner ce pari-là. Mais si on ne prend pas ce genre de pari, en effet on reste entre soi et petit à petit on se rabougrit, on se renferme, on s'étiole, c'est ce que nous ne voulons pas faire.

Donc je ne nie pas les difficultés et je le répète, le risque de notre entreprise est

complètement dans la situation où vous vous trouvez, mais c'est vrai que nous l'assumons, nous le prenons, finalement avec confiance et en pensant que nous progressons.
Ce qui est dit pour la Manche l'est d'une autre façon bien entendu un peu pour l'Orne. Là aussi nous avons eu l'occasion déjà de premières explications, là aussi bien sûr nous aurons d'abord à faire des efforts pour que les Socialistes soient justement dans l'Orne, dans ce combat pour le rassemblement avec d'autres.
Mais, si nous avions répondu de la façon que finalement semblent souhaiter et semblent regretter de ne pas avoir employé les camarades de telle ou telle fédération qui ont parlé, chers camarades, ce soir nous ne constaterions pas ce que nous sommes en train d'enregistrer, c'est-à-dire que nous avons fait un pas modeste, ne nous en exagérons pas la portée, la dimension, mais un pas réel dans le sens de ce que nous avions décidé en commun.
Et voilà pourquoi je souhaite beaucoup que les dispositions que je vous ai résumées, que je vous ai présentées, soient approuvées par vous et que nous ayons donc là un nouvel encouragement, un nouvel appui dans notre politique, pour la marche en avant du progrès.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, nous allons maintenant nous prononcer.
Comme l'a dit Jean Poperen dans ses deux interventions, vous avez constaté que la Commission des résolutions, dans l'immense majorité des camarades a ratifié le vote des militants. Un certain nombre de modifications ont été apportées pour faire place aux membres du gouvernement qui n'avaient pas encore trouvé de place dans tel ou tel département et aux personnalités extérieures.
Enfin la Commission des résolutions, dans quelques cas qui viennent d'être énumérés par Jean Poperen, a décidé de modifier les décisions qui avaient été prises sur le terrain par des fédérations. C'est le cas par exemple des Pyrénées orientales ou de l'Indre-et-Loire. Ce sont l'ensemble de ces décisions qui constituent le rapport de Jean Poperen, sur lequel je vais vous demander maintenant de vous prononcer.
Que ceux qui sont d'avis de voter le rapport de Jean Poperen veuillent bien lever la main avec le mandat rouge à la main ?
…
55 pour.
Avis contraires ?
…
9.
Abstentions ?
…
8.
Refus de vote ?
…
Par 55 mandats contre 9 et 8 abstentions, la Convention a donc adopté

Fondation Jean Jaurès

l'ensemble des décisions prises et contenues dans le rapport de Jean Poperen.
(Applaudissements)
Nous passons immédiatement au deuxième point de l'ordre du jour de cette dernière séance, c'est-à-dire le rapport de Dominique Strauss-Kahn, sur les propositions du Parti.

Dominique Strauss-Kahn (Rapport sur les propositions du Parti)

La Commission a travaillé de façon à avancer vers la plateforme courte que nous devons préparer, si bien qu'elle n'a pas passé de temps à éplucher ligne par ligne les textes, mais au contraire à chercher à s'orienter vers cette plateforme.
Pour cela elle a fait trois choses : elle a essayé de régler un certain nombre de problèmes qui ont été rappelés hier par certains membres de la Convention, d'autres ont été rajoutés.
Elle a essayé de sélectionner les points principaux qui lui semblaient devoir apparaître dans cette plateforme courte et elle a recherché un fil directeur qui servirait à organiser ces différentes propositions dans la plateforme en question.
C'est pourquoi elle n'a pas apporté d'amendement formel, ni aux documents de base, ni à l'appel, au-delà de ce qui avait été fait déjà au Bureau exécutif.
Alors, quels sont les points qui ont été discutés assez longuement et qui semblent devoir apparaître selon la Commission des résolutions dans notre plateforme ?
D'abord la Commission s'est mise d'accord sur l'idée que nous devions annoncer le fait que nous rechercherions par tous les moyens possibles la croissance la plus forte, mais qu'il ne fallait pas se cacher que cette croissance ne suffirait pas à elle seule à réduire le chômage.
L'idée est donc bien là que la rigueur est le prix que nous avons payé pour la modernisation, mais que les résultats sont déjà là, même s'ils ne sont pas encore tous là et que ces résultats, l'amélioration de notre situation, doivent être intégralement utilisés en direction de l'emploi, mais qu'à côté de cela d'autres mesures doivent être mises en avant, notamment celles qui touchent à l'aménagement du travail, en réduction de sa durée, celles qui touchent aussi, et sans doute n'était-ce pas assez développé dans le document de base, à la situation, à la stimulation de l'action des collectivités locales du secteur associatif et celles qui tournent vers l'Europe, pour tenter d'organiser des éléments de relance concertés en Europe.
Deuxième point : les objectifs ambitieux que le document de base s'était fixés en matière de formation initiale comme en matière de formation professionnelle n'ont pas subi de modification apparaissent bien comme un des thèmes qu'il faut que nous mettions en lumière, tout particulièrement en direction des jeunes.
Troisième point : conformément à ce que la motion du Congrès avait adopté, le document de base évoquait la mise en place d'un revenu minimum.
La Commission des résolutions a souligné l'importance de distinguer ce revenu minimum d'une procédure d'assistance, et donc elle a bel et bien souhaité que dans notre proposition, les bénéficiaires participent à des actions de formation ou à des actions d'insertion, en écartant toutefois ce qui était indiqué en termes

de travaux d'intérêt général de façon qu'il n'y ait pas concurrence avec le marché de l'emploi.
Sur la mutualisation des coûts de la mutation, la Commission a tenu à souligner qu'il y avait là une idée nouvelle, qu' il fallait mettre en valeur ses aspects positifs et donc ne pas la présenter comme la couverture d'un risque, car la mobilité n'est pas un risque, mais au contraire comme la possibilité d'accompagner quelque chose de positif.
La Commission a aussi souhaité qu'on ne donne pas le nom d'extension de la sécurité sociale à cette procédure, parce que c'est une autre procédure.
Enfin elle a souhaité que ceci soit évoqué dans la plateforme sans que nous entrions dans le détail des mécanismes qui, eux, relèvent d'une application gouvernementale.
Sur le financement de la protection sociale, qui est une question très importante du document de base, la Commission des résolutions propose à la Convention d'accepter la proposition qui est faite, à savoir de tendre vers un prélèvement proportionnel assis sur l'ensemble des revenus, mais en prenant garde à ce que les mécanismes mis en place n'aboutissent pas à une fiscalisation, et que par conséquent on continue bien de distinguer ce qui est le budget de l'Etat d'un côté et ce qui est le budget social de l'autre.
A l'occasion des problèmes de financement de la protection sociale, la Commission a eu un débat long et intéressant sur les problèmes de retraite. Il apparaît clairement que c'est un des grands problèmes de demain, même s'il n'y a pas de problème à court terme sur le système de retraite.
La Commission a réaffirmé son attachement aux mécanismes de répartition pour tout ce qui est retraite obligatoire, et dans ce cadre il lui a semblé qu'il fallait retenir la proposition de développement d'une épargne longue et populaire, mais qu'il ne fallait pas la lier obligatoirement à une motivation de retraite, et que par conséquent il fallait déplacer cela à un autre endroit, et que de la même manière que nous avions proposé et mis en œuvre un livret d'épargne populaire analogue au livret des caisses d'épargne, mais mieux rémunéré, il fallait que nous fassions en effet une proposition de livret d'épargne longue populaire, ou quelque chose de ce genre, mais qui ne devait pas être obligatoirement lié aux mécanismes de retraite.
L'ensemble de ce que je viens de dire sur les problèmes de protection sociale conduit, bien sûr, à une interrogation qui préoccupait beaucoup et que j'avais moi-même évoquée.
Sur les prélèvements obligatoires, la position de la Commission a été la suivante : il faut que dans toute la mesure du possible, et ceci n'est pas une clause de style, il faut véritablement que ces mesures soient financées par un redéploiement des moyens, et une autre manière de faire ceci, c'est que la Commission a souhaité qu'il soit affirmé que les Socialistes sont attachés, pour la législature qui vient, à une stabilisation des prélèvements obligatoires.
Le point suivant est à la frontière entre le social et la société. C'est un point nouveau par rapport à ce qui était dans le document de base et il touche aux logements sociaux.

Le problème des logements sociaux dans notre pays touche des millions et des millions de foyers, et la Commission a souhaité que notre plateforme prenne en compte ce phénomène et indique dans une de ses propositions majeures, dans ces 15 propositions que nous avons sélectionnées, qu'un effort collectif, une intervention collective au niveau de l'Etat devra être mise en œuvre pour assurer l'équilibre de cet organisme de logements sociaux.
Sur les nationalisations, la Commission a souhaité que nous soyons offensifs et que nous ne nous contentions pas dans la plateforme de justifier le bien-fondé des nationalisations effectuées en 1982, mais aussi que nous montrions qu'elles sont un des éléments de la croissance à venir. L'idée est que nous allons nous en servir plus que nous ne nous en sommes servis dans le passé, d'où la nécessité d'avoir l'inspiration pour leur donner une plus grande souplesse de gestion.
A cette occasion la Commission a aussi repris l'idée de faciliter l'intervention en capital de l'Etat dans la création d'entreprises, mais en ne trouvant pas la source de financement dans la cession de filiales, car ceci serait contradictoire avec notre affirmation qui existe par ailleurs sur l'autonomie de gestion de ces entreprises.
Sur les relations du travail, qui est le 9ème thème important que la Commission a voulu dégager, elle s'est prononcée pour que clairement nous affirmions notre volonté de continuer à étendre les droits des travailleurs, avec deux remarques spécifiques : la première est que le patronat aujourd'hui, dans ses négociations sur la flexibilité, a insisté souvent sur une sujétion individuelle plus grande du salarié à l'entrepreuneur, et qu'au contraire nous pensons que l'épanouissement de chaque salarié ne peut se faire que dans le cadre d'une garantie collective
Concrètement, cela signifie que la Commission souhaite que nous mettions l'accent sur les négociations de branche au détriment des négociations d'entreprise, et de la même manière la Commission a souhaité que nous mettions l'accent sur la nécessaire avancée en matière de dialogue social dans l'administration, car si nous avons fait des progrès dans le dialogue social dans les entreprises, l'administration reste encore un endroit dans lequel ce dialogue est pour le moins peu développé.
Le thème suivant est, bien entendu, celui des libertés, et la Commission a longuement discuté sur le fait que ce terrain était le nôtre et qu'il devait être un des principaux thèmes de nos propos, selon une formule assez heureuse d'un des membres de la Commission : nous sommes pour la défense des Droits de l'homme partout, en Afrique du Sud et en Afghanistan, mais aussi dans les commissariats
Au titre des libertés, plusieurs points ont été mis en avant : la décentralisation, dont il a été remarqué qu'elle n'était pas assez développée dans le document de base, et qui est un thème important dont nous pouvons nous glorifier, aussi bien en termes d'influence sur le plan local que comme manifestation du développement des libertés.
De ce point de vue, la Commission a souhaité que nous annoncions la volonté de nous donner les moyens de permettre à la décentralisation de descendre jusqu'au citoyen, de ne pas être mobilisée par l'échelon intermédiaire des élus.

Collection Jean Jaurès

Le thème de l'immigration a été considéré comme un des thèmes importants sur lesquels une proposition, une affirmation forte devrait être faite.
S'agissant du droit de vote des étrangers, la Commission a souhaité qu'on reprenne le texte de la motion de Toulouse, et elle a souhaité qu'on rajoute quelque chose sur la naturalisation en indiquant que tout en maintenant le code actuel de la nationalité, il fallait faciliter l'insertion à travers le naturalisation.
Deux points encore ont été mis parmi les listes des propositions fortes qu'il fallait faire, celles qui concernent dans le document de base la culture et la science, et les propositions visant à une avancée européenne, avec deux remarques toutefois : la première est que le document de base restait faible sur les avancées institutionnelles, et la seconde c'est qu'il fallait insister plus sur l'Europe des nouvelles technologies qui ne se limite pas, comme le document de base pourrait le laisser entendre, à des accords entre les entreprises.
Ceci constitue 15 thèmes sur lesquels les débats ont eu lieu, car parfois des orientations différentes pouvaient être prises, d'autres étaient plus consensuelles entre nous.
Et après ces 15 thèmes, la Commission s'est interrogée sur le fil directeur qui devrait présider à la rédaction de ces 15 pages.
Deux avis en gros ont été émis : le premier visait à organiser notre texte sur l'idée de la République, ceci a été présenté par certains camarades et en a séduit un certain nombre ; toutefois, la majorité de la Commission s'est plutôt orientée vers l'idée que nous devions mettre en avant que ce que nous recherchions avant tout c'était d'abord le progrès social et que, par conséquent, c'était sous l'angle démocratie et progrès social que se situait notre projet, notre plateforme, reprenant dans une certaine mesure le slogan du Congrès qui était, rappelez-vous-en, confirmer le progrès.
Pour ce faire, il fallait que la plateforme inscrive bien la durée et donc comprenne sur chaque élément, sur chaque thème, des éléments de bilan pour montrer comment nous passions de ce que nous avions fait à ce que nous voulons faire.
Finalement, trois grandes catégories peuvent regrouper les propositions qui ont été évoquées tout à l'heure : d'abord, l'idée qu'il fallait maintenir nos conquêtes qui sont menacées par la Droite. Voter pour les Socialistes, c'était avant tout et peut-être en tous cas au début, maintenir nos conquêtes menacées. Voter pour la Gauche, c'était aussi poursuivre ce qui n'est pas achevé, et nombreux sont ceux qui ont fait remarquer que les actions ont été entreprises et que tous les fruits n'en ont pas encore été recueillis, et que donc, voter pour la Gauche, voter pour les Socialistes, c'était poursuivre ce qui n'était pas achevé. Et enfin, voter pour les Socialistes, c'était construire ce qui n'avait pas encore été fait.
Notamment, dans les 110 propositions du Président de la République, certaines sont encore à venir, et au-delà de ces 110 propositions, dans la 3ème phase que nous avons devant nous, nous avons de nouvelles choses à construire.
C'est trois idées : maintenir ce qui a été construit mais qui est menacé, poursuivre ce qui n'est pas encore achevé, et construire ce qui n'a pas encore été fait, pouvaient être un moyen d'organiser les propositions qui ont été faites.

Fondation Jean Jaurès

A la fin de ces discussions qui ont duré jusqu'à une heure très avancée de la nuit ou du matin plutôt… la Commission des résolutions propose qu'elle prenne en compte le document de base et qu'elle en adopte les lignes de programmation, puis qu'à la suite de cela elle donne au Bureau exécutif mandat pour rédiger, à partir de ce document de base, le texte de la plateforme qui devra nécessairement être court.
Par ailleurs, vous vous rappelez que notre Congrès avait renvoyé à la Convention l'appel du Congrès qui était dans vos chemises et je propose donc que, conformément aux décisions du Congrès, la Convention adopte aussi cet appel.
Voilà donc, très brièvement, le résumé, mais il est tard, du contenu des discussions de la Commission des résolutions qui, je crois, a été très riche au dire des participants, pas au mien - je veux dire : pas au mien seul, mais je m'y associe bien sûr -, et puis les propositions que la Commission fait à la Convention.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Y a-t-il des interventions sur le rapport de Dominique Strauss-Kahn ?
Gérard Fuchs ?

Gérard Fuchs

Sur le dernier point évoqué par Dominique, je veux parler de l'appel qui aurait dû être l'appel du Congrès, il y avait eu une petite discussion au Bureau exécutif, et je crois quelques amendements qui avaient été déposés, dont l'un de mon fait, sur les problèmes de la réduction de la durée du travail.
Je voudrais qu'il soit bien clair que c'est cette nouvelle rédaction, que nous prenons en compte, et non pas la version initiale du texte.

Dominique Strauss-Kahn

Cela a déjà été intégré, on vérifiera que cela a été fait correctement.

Le président - La parole est à Jules Clermont.

Jules Clermont

Une simple question : est-ce que le document de base pourra être diffusé en très grand nombre pour que nous puissions le distribuer ?

Dominique Strauss-Kahn

Je réponds à cela que tu fais remarquer qu'en réalité j'ai mal fait mon travail, car il y avait un troisième point : la prise en considération du document de base : mandat est donné au Bureau exécutif pour qu'il rédige une plateforme courte, et il y avait une autre suggestion de la Commission des résolutions qui était que ce document de base serve à rédiger les fiches programmatiques qui seront dans les

Fondation Jean-Jaurès

dossiers des candidats. Ceci correspond, me semble-t-il, à la demande que tu fais.

Le président - Merci. Y a-t-il d'autres interventions ?
Il n'y en a pas !
Alors je mets aux voix le rapport de Dominique Strauss-Kahn. Ceux qui sont d'avis de l'adopter lèvent leur mandat rouge?
…
Avis contraires ?
…
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
…
Adopté à l'unanimité !
(Applaudissements)
Je voudrais vous faire remarquer deux choses, camarades.
Nous avons aujourd'hui moins d'un mois après notre Congrès de Toulouse l'ensemble de notre dispositif électoral pour les législatives et les régionales. Et nous sommes le premier Parti à avoir réussi cela puisque les autres n'ont publié jusqu'à maintenant que leurs têtes de liste. Nous avons, nous, je le répète, l'ensemble de notre dispositif pour les deux élections.
D'autre part, nous avons aussi arrêté les grandes lignes des propositions que nous soumettrons aux Français et qui feront l'objet d'une rédaction définitive, comme vous venez de le décider, dans les jours qui viennent.
Ainsi armés, nous pouvons maintenant, sans attendre, engager la grande bataille des élections de mars 1986. C'est la tâche de tout le Parti, de tous ses militants, et d'abord de tous ceux qui, avec beaucoup de patience, ont travaillé pendant tout ce week-end.
Merci.
(Applaudissements)
(La séance est levée)

Coll. Fondation Jean-Jaurès